

INSTRUCTION CODIFICATRICE

N° 98-134-A7 du 16 novembre 1998

NOR : BUD R 98 00134 J

Référence publiée au BOCP

RECOUVREMENT DES CRÉANCES DE L'ÉTAT ÉTRANGÈRES À L'IMPÔT ET AU DOMAINE

ANALYSE

Cadre général - Produits divers - Émission et recouvrement des titres de perception

Date d'application : 22/10/1998

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; PRODUITS DIVERS ; CRÉANCES DE L'ÉTAT ÉTRANGÈRES À L'IMPÔT ET AUX DOMAINES

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Instruction codificatrice n° 93-27-A7 du 16 février 1993

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGF	TPG	DOM	RF	PGT								

DIFFUSION

CS 48

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4ème Sous-direction - Bureau 4A

Le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 a réformé les modalités de recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine dans le sens d'une simplification des procédures et d'une déconcentration des opérations.

C'est ainsi que n'existent plus :

- la distinction entre titre de perception et état exécutoire, tous les titres de perception étant rendus exécutoires par les ordonnateurs dès leur émission (Article 98 de la loi de finances rectificative n° 92-1476 du 31 décembre 1992 (annexe 1) ;
- les limitations aux compétences des ordonnateurs secondaires tenant au montant ou à la nature de la créance de l'Etat ;
- les restrictions aux attributions des comptables des budgets annexes et des comptables spéciaux du Trésor qui ne pouvaient pas effectuer le recouvrement contentieux de leurs produits, ni accorder de remises gracieuses ou participer à une transaction ;
- l'intervention dans le recouvrement des créances de l'Etat de l'agent judiciaire du Trésor, en dehors des compétences qui résultent de son mandat légal de représentation de l'Etat devant les tribunaux et du pouvoir de transaction qui lui est reconnu.

Ces modifications importantes ont donc nécessité une nouvelle édition de l'instruction codificatrice A7 en 1993.

De nombreuses modifications ont rendu nécessaire une mise à jour de cette instruction.

Cette nouvelle instruction est diffusée :

- aux services du Trésor à l'exception des comptables non centralisateurs ;
- aux CFPU, Chambres régionales des comptes, administrations centrales des Finances, Préfectures, syndicats nationaux, à raison d'un exemplaire par destinataire ;
- à l'ensemble des administrations centrales.

Toutefois, afin d'assurer une plus large diffusion de cette instruction, un bon de commande figure en annexe 27, pour transmission éventuelle à chacun des ordonnateurs secondaires délégués départementaux.

Ce document est à retourner directement, par l'ordonnateur, à l'Imprimerie Nationale.

Les difficultés éventuelles d'application seront signalées - par courrier à la Direction de la Comptabilité Publique - Bureau 4A - Télédéc 741 - 120, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX - par télécopie au 01 53 18 36 32 - par téléphone au 01 53 18 39 32.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

JEAN BASSERES

PRÉAMBULE

Le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique regroupe les recettes de l'Etat en quatre grandes catégories :

- les impôts ;
- les recettes domaniales ;
- les amendes et autres condamnations pécuniaires ;
- les autres créances

Ces dernières, mentionnées à l'article 80 du décret, sont fort diverses, tant par leur origine que par la façon dont elles sont constatées et recouvrées et par leur imputation comptable ; elles sont généralement désignées par la pratique administrative sous l'expression de "Créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine".

Ces créances peuvent être définies par :

leur nature

créances ayant leur source dans les obligations définies par le droit commun : contrats (conventions passées entre l'Etat et certains organismes : cessions de services, etc..) quasi-contrats (ne portant pas en principe sur des éléments domaniaux : répétition de l'indu, etc..) ou quasi-délits (mise en jeu de responsabilité civile, etc..), mais pas les délits pénaux (les créances de l'Etat ayant leur origine dans des condamnations pénales relèvent des règles particulières aux "amendes et condamnations pécuniaires" non visées par la présente instruction) ;

- créances résultant d'amendes ou sanctions pécuniaires prononcées par des juridictions ou organismes administratifs (Cour des Comptes, Conseil de la Concurrence par exemple) ;
- créances d'origine fiscale ou même domaniale, mais pour lesquelles il n'a pas été jugé utile de rendre applicables les réglementations particulières au recouvrement des impôts et des revenus du domaine, telles que par exemple, les créances relatives à des frais de gestion et de contrôle.

leur imputation comptable

- aux diverses lignes de comptes budgétaires : "Produits divers" (à l'exclusion de la ligne : "Produits des amendes et condamnations pécuniaires"), ainsi qu'aux "Reversements de fonds sur les dépenses des ministères" et aux "Fonds de concours ordinaires et spéciaux" ;
- aux comptes spéciaux du Trésor ;
- à des comptes de tiers (notamment les débits des comptables publics, consignations pour l'environnement et la protection de la nature).

dans les conditions prévues par l'instruction n° 87-128-P-R du 29 octobre 1987 sur la comptabilité de l'Etat.

Leur recouvrement s'effectue selon les procédures définies par :

- le décret du 29 décembre 1962 modifié déjà cité (voir annexe 2) ;
- le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 modifiant le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et fixant les dispositions applicables au recouvrement des créances de l'Etat, mentionnées à l'article 80 de ce décret (voir annexe 3) ;
- l'instruction n° 87-12-P-R du 29 octobre 1987 (Dernière M.A.J. n° 97-134-P-R du 23 décembre 1997) sur la comptabilité de l'Etat.

Il fait intervenir :

- les ordonnateurs :

Conformément à l'article 65 du décret du 29 décembre 1962 modifié, les ordonnateurs émettent les ordres de recettes destinés à assurer le recouvrement des créances de l'Etat et les notifient aux comptables chargés du recouvrement ;

- l'agent judiciaire du Trésor :

En exécution de l'article 38 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955, l'agent judiciaire du Trésor détient, sauf exception prévue par la loi, un monopole de représentation de l'Etat devant les tribunaux de l'ordre judiciaire, dans les actions tendant à faire déclarer l'Etat créancier ou débiteur pour des causes étrangères à l'impôt et au domaine ;

- les comptables :

Le recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine est effectué par les comptables directs du Trésor sauf dans les cas où il est expressément confié à d'autres comptables de l'Etat qui peuvent être alors :

- des comptables des administrations financières ;
- des comptables spéciaux du Trésor ;
- des comptables des budgets annexes.

Pour le recouvrement de divers produits, et notamment des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, les trésoriers-payeurs généraux,¹ excepté le trésorier-payeur général des créances spéciales du Trésor, disposent de l'application "REP", dont le cadre réglementaire est fixé par un arrêté du 19 février 1986 modifié par un arrêté du 11 janvier 1990 (annexe 4) et dont le guide de l'utilisateur constitue un complément technique à la présente instruction.

Les comptables qui ne disposent pas de cette application adaptent en tant que de besoin les procédures administratives décrites dans la présente instruction.

Les comptables des budgets annexes et les comptables spéciaux comptabilisent leurs opérations selon les règles de leur plan comptable.

¹ Et certains comptables spéciaux

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	3
TITRE 1 L'ÉMISSION DES TITRES PAR LES ORDONNATEURS ET LEUR PRISE EN CHARGE PAR LES COMPTABLES.....	5
CHAPITRE 1 LE RÔLE DES ORDONNATEURS	6
1. LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ORDONNATEURS	6
1.1. Les ordonnateurs principaux.....	6
1.2. Les ordonnateurs secondaires	6
2. LES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PAR LES ORDONNATEURS	7
2.1. La constatation et la liquidation des recettes	7
2.2. Le délai pour émettre les ordres de recette	7
2.3. La révision des constatations et liquidations	8
2.4. La comptabilité administrative	8
CHAPITRE 2 LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ORDRES DE RECETTES	10
1. LES ARRÊTÉS DE DÉBET	10
1.1. Les débiteurs justiciables de l'arrêté de débit.....	10
1.2. Les autorités compétentes pour émettre un arrêté de débit.....	10
1.3. La forme de l'arrêté de débit.....	10
1.4. La comptabilité administrative	11
1.5. La notification aux redevables.....	11
2. LES DÉCISIONS DE JUSTICE.....	11
3. LES TITRES DE PERCEPTION	11
3.1. La forme des titres de perception.....	11
3.2. Catégories de titre de perception	13
3.2.1. Le titre de perception exécutoire	13
3.2.2. Le titre de régularisation.....	14
3.2.3. Les reversements de fonds	14
4. LE TITRE DE RÉDUCTION OU D'ANNULATION	15
CHAPITRE 3 LES RÈGLES D'ASSIGNATION DES ORDRES DE RECETTES.....	16
1. LES PRINCIPES D'ASSIGNATION	16

2. LES DÉROGATIONS	16
2.1. Les ordres de recettes assignés sur la trésorerie générale des créances spéciales du Trésor	16
2.2. Les ordres de recettes à recouvrer par voie de retenue	16
2.3. Les titres de perception émis par les ordonnateurs secondaires de l'Etat ou d'un compte spécial du Trésor non doté de comptable spécial	17
2.4. Ordres de reversements de fonds donnant lieu à rétablissement de crédits	17
2.5. La répartition des ordres de recettes assignés à Paris	18
2.6. Les titres de perception émis par les ordonnateurs principaux du ministère des affaires étrangères sur fonds de concours ou sur rétablissement de crédit	18
2.6.1. Les Fonds de concours	19
2.6.2. Les rétablissements de crédits	19
2.7. Les titres de perception émis par le ministère de l'éducation nationale pour le recouvrement des cotisations relatives à la validation des services contractuels	19
CHAPITRE 4 L'ENVOI DES ORDRES DE RECETTES AU COMPTABLE ASSIGNATAIRE	20
1. LES PROCÉDURES D'ENVOI DES TITRES DE PERCEPTION	20
1.1. Les procédures administratives	20
1.1.1. La procédure traditionnelle	20
1.1.2. La procédure simplifiée	20
1.2. La procédure informatique : l'interface	21
2. LA PROCÉDURE D'ENVOI DES ARRÊTÉS DE DÉBET	22
3. LES PROCÉDURES D'ENVOI DES DÉCISIONS DE JUSTICE	22
3.1. Les décisions de justice intervenues après opposition à titre de perception	22
3.2. Les décisions de justice intervenues sans prise en charge préalable de titre de perception	22
CHAPITRE 5 LES OPÉRATIONS DE PRISE EN CHARGE PAR LES COMPTABLES	24
1. LA RÉCEPTION ET LE CONTRÔLE DES TITRES	24
2. LE CLASSEMENT DES TITRES PAR CATÉGORIE DE DÉBITEURS	24
2.1. La catégorie 1	24
2.2. La catégorie 2	24
2.3. La catégorie 3	25
2.4. La catégorie 4	25
3. LA PRISE EN CHARGE DANS L'APPLICATION REP	25

3.1. La saisie au clavier-écran.....	25
3.2. L'interface.....	26
4. LE CONTRÔLE DES PRISES EN CHARGE	26
4.1. La prise en charge au clavier-écran	26
4.2. La prise en charge par interface.....	26
5. L'ACCUSÉ DE RÉCEPTION À L'ORDONNATEUR	26
6. LA COMPTABILITÉ.....	26
6.1. Prises en charge	26
6.2. Les annulations et réductions.....	27
6.3. Les constatations des trop-perçus	27
6.3.1. Les recettes versées au budget général	27
6.3.2. Les recettes ayant donné lieu à rétablissements de crédits	27
6.3.3. Les recettes ayant été rattachées par voie de fonds de concours	27
7. L'ENVOI DES TITRES AUX DÉBITEURS.....	28
8. LE CHANGEMENT D'ADRESSE	29
TITRE 2 LE RECOUVREMENT.....	30
CHAPITRE 1 LE RECOUVREMENT AMIABLE ET PRÉ-CONTENTIEUX	31
1. LES OPÉRATIONS DE RECOUVREMENT.....	31
1.1. L'imputation	31
1.1.1. Les recouvrements directs par les trésoriers-payeurs généraux.....	31
1.1.2. Les encaissements réalisés par les régisseurs de recettes	31
1.1.3. Les encaissements réalisés par les receveurs des administrations financières.....	32
1.1.3.1. Lorsque, en vertu d'instructions particulières, les lignes et comptes d'imputation définitive sont ouverts sur le cahier R 90 (il en est ainsi pour un certain nombre de lignes du compte budgétaire Produits divers) les trésoriers-payeurs généraux se bornent à reprendre dans leurs écritures les encaissements correspondant à ces lignes et comptes.....	32
1.1.3.2. Dans le cas contraire, les encaissements sont classés par les comptables des administrations financières	32
1.2. L'édition des déclarations de recettes.....	32
2. L'ENVOI DES LETTRES DE RAPPEL.....	33
3. L'EMPÊCHEMENT À ÉDITION DE LA LETTRE DE RAPPEL	33
4. L'OCTROI DE DÉLAIS DE PAIEMENT	33
5. L'AIDE AU RECOUVREMENT.....	34

5.1. Les renseignements de gestion	34
5.2. Les listes d'aide au recouvrement	34
5.3. L'exercice du droit de communication	34
CHAPITRE 2 LE RECOUVREMENT CONTENTIEUX.....	36
1. LES POURSUITES	36
1.1. Le commandement.....	36
1.1.1. L'édition du commandement.....	36
1.1.2. L'envoi du commandement.....	37
1.1.3. Les documents annexes	37
1.1.4. Le résultat de la notification du commandement.....	37
1.1.4.1. Si la lettre recommandée a été régulièrement notifiée, trois possibilités peuvent se présenter	37
1.1.4.2. Si la lettre recommandée n'a pas pu être notifiée au redevable, les frais de commandement calculés automatiquement doivent être annulés dans le fichier au moyen de la transaction appropriée. Il appartient au trésorier- payeur général de procéder à des recherches, notamment en adressant des demandes de renseignements aux diverses autorités susceptibles d'en obtenir, de façon à localiser le redevable	38
1.2. Les poursuites postérieures au commandement.....	38
1.3. L'état de poursuites extérieures.....	38
1.3.1. Le débiteur est domicilié hors du département.....	38
1.3.2. Le départ du redevable à l'étranger	39
1.4. Le cas particulier des débiteurs de catégorie 2	39
1.4.1. Les voies d'exécution de droit privé sont inapplicables.....	40
1.4.2. Les voies administratives du recouvrement.....	40
2. LES FRAIS DE POURSUITES.....	41
2.1. Les frais de poursuites à la charge du débiteur.....	41
2.1.1. La liquidation.....	41
2.1.2. Le recouvrement	41
2.1.3. L'annulation des frais	41
2.1.4. La remise gracieuse des frais de poursuites	42
2.2. Les frais de poursuites exposés en vue du recouvrement	42
3. LES SÛRETÉS : L'HYPOTHÈQUE	42
3.1. Les créances garanties	42
3.2. La période d'inscription	43
3.3. Les personnes dont les immeubles sont grevés	43

CHAPITRE 3 LA COMPENSATION LÉGALE	44
1. LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DE LA COMPENSATION LÉGALE	44
1.1. Le cadre général.....	44
1.2. Les formalités à respecter	44
2. LES CONDITIONS PARTICULIÈRES EXIGÉES PAR LA JURISPRUDENCE	44
2.1. La compensation ne peut avoir lieu qu'entre une dette et une créance de même nature juridique	44
2.2. La compensation légale n'est possible que sur la partie saisissable du salaire	45
3. LES VOIES DE RECOURS	45
TITRE 3 LE CONTENTIEUX DU RECOUVREMENT	46
CHAPITRE 1 LES OPPOSITIONS À POURSUITES	48
1. LA DÉFINITION DE L'OPPOSITION À POURSUITES	48
2. LES FORMES ET DÉLAIS DE L'OPPOSITION À POURSUITES.....	48
3. LES EFFETS DE L'OPPOSITION À POURSUITES.....	48
CHAPITRE 2 L'OPPOSITION À EXÉCUTION.....	50
1. LA DÉFINITION DE L'OPPOSITION À TITRE DE PERCEPTION EXÉCUTOIRE	50
2. LES TITRES DE PERCEPTION SUSCEPTIBLES DE FAIRE L'OBJET D'UNE OPPOSITION À EXÉCUTION	50
3. LA FORME ET LE DÉLAI.....	51
4. L'INSTRUCTION DE LA REQUÊTE	51
4.1. L'instruction par le comptable.....	51
4.2. L'instruction par le service liquidateur de la créance.....	51
5. LES EFFETS DE L'OPPOSITION.....	52
5.1. La suspension du recouvrement et les articles R.118 et R.125 du Code des tribunaux administratifs (annexe n° 18).....	52
5.2. La suspension du recouvrement et l'avis du Conseil d'Etat du 5 mai 1995 (SARL LAITERIE FROMARSAC) (annexe n° 19).....	53
6. LES CONSÉQUENCES DU JUGEMENT RENDU	53
CHAPITRE 3 LE REDRESSEMENT OU LA LIQUIDATION JUDICIAIRE	54
1. LA DÉCLARATION DES CRÉANCES.....	54
2. LES REMISES GRACIEUSES	54

TITRE 4 L'APUREMENT DES CRÉANCES EN L'ABSENCE DE RECOUVREMENT	56
CHAPITRE 1 L'ADMISSION EN NON-VALEUR	57
1. LES RÈGLES D'ADMISSION EN NON-VALEUR	57
2. L'AUTORITÉ COMPÉTENTE	57
2.1. Les ordres de recettes émis par un ordonnateur principal	57
2.2. Les ordres de recettes émis par un ordonnateur secondaire	58
3. LA PROCÉDURE	58
3.1. La demande d'admission en non-valeur	58
3.2. La décision d'admission en non-valeur	59
3.3. La décision de refus d'admission en non-valeur	59
4. LES RECOUVREMENTS APRÈS ADMISSION EN NON-VALEUR.....	60
CHAPITRE 2 LA REMISE GRACIEUSE.....	61
1. LES AUTORITÉS COMPÉTENTES.....	61
1.1. La décision par le comptable assignataire	61
1.2. La décision par le ministre du budget.....	62
1.3. Le recours pour excès de pouvoir	62
2. L'INSTRUCTION DE LA DEMANDE	62
2.1. La procédure ordinaire.....	62
2.2. La procédure dérogatoire	63
2.2.1. La centralisation des demandes par l'ordonnateur	63
2.2.2. La centralisation des demandes par le comptable.....	63
2.3. Les dispositions relatives aux fonds de concours et rétablissements de crédits	64
2.4. L'exclusion du champ d'application de la remise gracieuse.....	64
2.5. Les demandes en remise dans le cadre de la prévention et du règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles	64
3. LA NOTIFICATION DES DÉCISIONS EN MATIÈRE DE REMISE GRACIEUSE	65
3.1. Les remises partielles.....	65
3.2. La remise des accessoires	65
3.3. La remise des intérêts à échoir.....	65
4. LES OPÉRATIONS COMPTABLES	66
4.1. La réduction des prises en charge	66

4.2. L'information de l'ordonnateur	66
4.3. Les modalités de remboursement	66
CHAPITRE 3 LES TRANSACTIONS	67
1. LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES.....	67
2. LA TRANSACTION	67
3. LES OPÉRATIONS COMPTABILISÉES.....	68
CHAPITRE 4 LA PRESCRIPTION DE L'ACTION EN RECOUVREMENT	69
1. LA PRESCRIPTION DE LA CRÉANCE	69
2. LA PRESCRIPTION DE L'ACTION EN RECOUVREMENT	69
TITRE 5 L'ACCORD AVEC LES ORDONNATEURS ET LA JUSTIFICATION DES OPÉRATIONS AUPRÈS DU JUGE DES COMPTES	70
CHAPITRE 1 LES OPÉRATIONS DE FIN DE TRIMESTRE.....	72
CHAPITRE 2 LES OPÉRATIONS DE FIN D'ANNÉE	73
1. A LA COUR DES COMPTES	73
2. L'ACCORD AVEC L'ORDONNATEUR.....	73

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Article 98 de la loi de finances rectificative n° 92-1476 du 31 décembre 1992	74
ANNEXE N° 2 : Décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992	75
ANNEXE N° 3 : Extraits du décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992	84
ANNEXE N° 4 : Arrêté du 12 février 1986 modifié par l'arrêté du 11 janvier 1990 portant création d'un traitement informatisé pour la gestion du recouvrement des produits divers, en particulier des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine (REP : recouvrement des produits divers).	86
ANNEXE N° 5 : Décret n°97-775 du 31 juillet 1997.....	87
ANNEXE N° 6 : Ordonnance n° 45-1854 du 20 août 1945	88
ANNEXE N° 7 : Modèle de titre de perception.....	89
ANNEXE N° 8 : Arrêté du Ministère du budget du 30 décembre 1992 relatif aux attributions de la trésorerie générale des créances spéciales du Trésor	90
ANNEXE N° 9 : Modèle de bordereau journalier de titres (version informatisée)	91
ANNEXE N° 10 : Modèle de bordereau journalier de titres (version manuelle)	94
ANNEXE N° 11 : Cahier des charges	95

ANNEXE N° 12 :	Règles de codification des personnes morales	107
ANNEXE N° 13 :	Modèle de lettre de rappel.....	109
ANNEXE N° 14 :	Signification et valeur du code contentieux	111
ANNEXE N° 15 :	Modèle de commandement	113
ANNEXE N° 16 :	Loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics.....	118
ANNEXE N° 17 :	Loi n° 63-1293 du 21 décembre 1963.....	120
ANNEXE N° 18 :	Articles R 118 et R 125 du Code des Tribunaux Administratifs	121
ANNEXE N° 19 :	Avis du Conseil d'Etat du 5 mai 1995 (SARL LAITERIE FROMARSAC)	122
ANNEXE N° 20 :	Décret n° 92-1370 du 29 décembre 1992 relatif à l'admission en non-valeur des créances de l'Etat mentionnées à l'article 80 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique	124
ANNEXE N° 21 :	Arrêt du Conseil d'Etat du 14 avril 1995 (LAROQUE)	125
ANNEXE N° 22 :	Article 38 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'exercice 1955.	127
ANNEXE N° 23 :	Lettre du 21 avril 1995 de la Direction du Budget (1 C)	128
ANNEXE N° 24 :	Protocole d'interface informatique	129
ANNEXE N° 25 :	Lettre CP/C2 n° 88527 du 20 septembre 1988	134
ANNEXE N° 26 :	Arrêt de la Cour d'Appel de Rennes du 8 novembre 1995.....	136
ANNEXE N° 27 :	Bon de commande.....	143

TITRE 1

L'ÉMISSION DES TITRES

PAR LES ORDONNATEURS

ET LEUR PRISE EN CHARGE

PAR LES COMPTABLES

CHAPITRE 1

LE RÔLE DES ORDONNATEURS

Les ordonnateurs constatent et liquident les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine puis émettent les titres de perception exécutoires valant ordres de recettes. Ils peuvent, en cas d'erreur, réviser ces opérations et émettre des titres de réduction ou d'annulation ¹.

1. LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ORDONNATEURS

1.1. LES ORDONNATEURS PRINCIPAUX

Ce sont les ministres et les ordonnateurs principaux des budgets annexes.

Le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947, modifié par le décret n° 56-188 du 13 février 1956, et en dernier lieu par le décret n° 87-390 du 15 juin 1987 a autorisé les ministres à déléguer leur signature par voie d'arrêté.

1.2. LES ORDONNATEURS SECONDAIRES

En vertu du décret n° 82-389 du 10 mai 1982, le préfet est l'unique ordonnateur secondaire des services extérieurs des administrations civiles de l'Etat dans le département. De même, en vertu du décret n° 82-390 du 10 mai 1982, le préfet de région est l'unique ordonnateur secondaire des services extérieurs des administrations civiles de l'Etat dans la région.

Ces fonctionnaires peuvent déléguer leur signature dans les conditions prévues par ces décrets.

En application de l'article 17 du décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du commissaire de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, le préfet peut donner délégation de signature :

- au secrétaire général et aux chargés de mission, en toutes matières et notamment pour celles qui intéressent plusieurs chefs des services des administrations civiles de l'Etat dans le département ;
- aux chefs des services des administrations civiles de l'Etat dans le département ou à leurs subordonnés en ce qui concerne les matières relevant de leurs propres attributions ; ces chefs de service peuvent subdéléguer leur signature à leurs subordonnés pour les attributions du préfet dans son rôle d'ordonnateur secondaire unique ;
 - aux sous-préfets pour toutes les matières intéressant leur arrondissement ;
 - au directeur du cabinet ;
 - aux fonctionnaires du cadre national des préfectures pour les matières relevant des attributions du ministre chargé de l'intérieur et les matières relevant des départements ministériels qui ne disposent pas de services dans le département.

Contrairement aux administrations civiles de l'Etat, le ministère de la défense dispose de son propre réseau d'ordonnateurs secondaires.

¹ Des dispositions particulières ont toutefois été prévues en ce qui concerne la rectification des titres émis pour le recouvrement des fonds de concours

Par ailleurs, selon les dispositions de l'article 64 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962, les textes organisant les budgets annexes désignent les agents chargés, ès qualités, d'exercer les fonctions d'ordonnateurs secondaires.

L'ensemble des ordonnateurs est répertorié dans l'instruction annuelle relative à la codification des ministères et services et à l'identification des ordonnateurs.

2. LES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PAR LES ORDONNATEURS

2.1. LA CONSTATATION ET LA LIQUIDATION DES RECETTES

La constatation et la liquidation ne peuvent concerner que des créances correspondant aux droits effectifs de l'Etat.

Elles doivent, en revanche, avoir pour objet la totalité des créances de l'Etat. S'abstenir de constater et de liquider tout ou partie d'une créance de l'Etat constitue un acte de disposition des deniers publics qui excède les pouvoirs de tout ordonnateur. Toutefois, l'article 82 du décret du 29 décembre 1962 modifié prévoit que les ordonnateurs sont autorisés, dans les conditions et limites fixées par arrêté du ministre des finances, à ne pas émettre les ordres de recettes correspondant aux créances dont le montant en principal est inférieur à un minimum fixé par décret.

Le décret n° 97-775 du 31 juillet 1997 relatif à l'émission des ordres de recettes pour les créances mentionnées à l'article 80 du décret du 29 décembre 1962 a fixé ce seuil à 200 F (annexe 5). Cette disposition constitue une simple faculté offerte aux ordonnateurs. Les comptables ne peuvent, cependant, par refuser la prise en charge d'un titre inférieur à ce montant.

Cette disposition ne s'applique qu'aux créances faisant l'objet de titres de perception et non aux recettes effectuées au comptant, qui ne donnent pas lieu à des écritures de droits constatés.

S'agissant de reversement de sommes perçues à tort, la limite de 200 F s'applique à la somme totale due par le débiteur, même si le trop-perçu provient de dépenses imputées sur plusieurs chapitres.

Dans le cas de pluralité de créances inférieures à 200 F à recouvrer au titre d'une même ligne budgétaire, le seuil s'applique au montant total dû par le redevable.

En outre, conformément à l'article 47 de la loi n° 89-936 du 28 décembre 1989, les créances sont arrondies au franc le plus proche, les fractions de franc inférieures à 0,50 F sont négligées et celles supérieures ou égales à 0,50 F comptées pour 1 F.

La remise, totale ou partielle, de dette ne peut être décidée que dans le cadre de la procédure fixée par l'article 91 du décret du 29 décembre 1962 modifié et les articles 10 à 12 du décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992.

2.2. LE DÉLAI POUR ÉMETTRE LES ORDRES DE RECETTE

Dans toute la mesure du possible, la liquidation doit intervenir rapidement et au cours de la gestion d'origine des créances, eu égard aux conséquences en matière de recouvrement.

En vertu de l'article 2227 du code civil, l'Etat est soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers. Le délai dont dispose un ordonnateur pour constater une créance dépend donc de la nature de celle-ci quel que soit le délai dont dispose l'ordonnateur, il n'appartient pas au comptable qui prend en charge les titres de perception d'évoquer une éventuelle prescription d'assiette. Dans l'hypothèse où le débiteur l'opposerait au comptable il appartiendrait alors à celui-ci de suspendre le recouvrement du titre dont la validité est contestée et de transmettre l'opposition à exécution à l'ordonnateur pour instruction du dossier.

La prescription court à partir de la date du fait générateur de la créance.

En règle générale, c'est la prescription de droit commun qui s'applique, c'est-à-dire trente ans (article 2262 du code civil). Une prescription plus courte est prévue dans certains cas (cinq ans pour les intérêts des sommes prêtées, prescription quadriennale pour les créances sur les organismes publics instituée par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968, par exemple).

La prescription est interrompue par une citation en justice, une reconnaissance de dette ou un acte de poursuite (articles 2244, 2246 et 2248 du code civil).

2.3. LA RÉVISION DES CONSTATATIONS ET LIQUIDATIONS

La constatation et la liquidation des droits de l'Etat, telles que les ordonnateurs les ont effectuées initialement, peuvent subir des rectifications dans les conditions étudiées au chapitre 2 "Différentes catégories de titres".

2.4. LA COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE

Elle retrace les titres de perception émis par les ordonnateurs avec un numéro d'ordre, dans une série annuelle, l'imputation budgétaire ou le compte de tiers intéressé, la désignation du redevable, le montant de la créance et le comptable assignataire.

Cette numérotation permet aux ordonnateurs de suivre leurs émissions dans leur comptabilité administrative.

Si un ordonnateur, pour des raisons d'organisation interne de son service préfère, numéroter les titres par compte, cette faculté lui est offerte.

Mais il n'appartient en aucun cas à un comptable chargé du recouvrement d'imposer le choix d'une modalité de numérotation.

Les titres de perception émis ne doivent comporter aucune rature ni surcharge. Par ailleurs, l'utilisation d'un correcteur est proscrite. Toute rectification doit être dûment approuvée.

Pour les versements de fonds sur dépenses des ministères à annuler, il est indiqué, en outre, le chapitre, l'article et le paragraphe budgétaire intéressés.

Les titres de réduction ou d'annulation font l'objet d'une série annuelle distincte et sont rapprochés des titres de perception annulés ou réduits. Ce rapprochement est mensuel et trimestriel en matière de fonds de concours, afin de faciliter et d'accélérer les accords de fin d'année.

Annuellement, la comptabilité administrative des émissions est rapprochée des écritures des trésoriers-payeurs généraux.

L'accord, qui est constaté par un visa des ordonnateurs intéressés, porte sur le montant des émissions des états, compte tenu du report des restes à recouvrer et des annulations des remises gracieuses et des admissions en non-valeur. Dans certains cas, notamment en matière de fonds de concours et de versement de fonds sur les dépenses des ministères à annuler, il porte aussi sur les recouvrements et il précise toujours le montant des restes à recouvrer au dernier jour de l'année.

L'accord étant établi sur le plan local entre les trésoriers-payeurs généraux et les ordonnateurs secondaires, ceux-ci adressent des extraits de leur comptabilité à l'ordonnateur principal dont ils dépendent, qui après incorporation de ces extraits dans ses propres écritures, établit la comptabilité des recettes de son département ministériel.

CHAPITRE 2

LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ORDRES DE RECETTES

Trois sortes d'ordres de recettes permettent le recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine : les décisions de justice, les arrêtés de débet et les titres de perception. Le décret du 29 décembre 1962 modifié a prévu les cas dans lesquels ils doivent être employés. Ces ordres de recettes sont toujours exécutoires, conformément à l'article 98 de la loi de finances rectificative pour 1992 (n° 92-1476 du 31 décembre 1992).

1. LES ARRÊTÉS DE DÉBET

1.1. LES DÉBITEURS JUSTICIABLES DE L'ARRÊTÉ DE DÉBET

Aux termes de l'article 84 du décret du 29 décembre 1962, les arrêtés de débet ne peuvent être émis qu'à l'encontre de trois catégories de débiteurs :

- les comptables publics, de droit et de fait. Dans ce dernier cas, il est toutefois nécessaire que la remise des fonds ait eu lieu pour l'exécution d'un service reconnu d'utilité publique et non à titre personnel ;
- les entrepreneurs, fournisseurs ou soumissionnaires de marchés, dès lors qu'il s'agit de créances nées à l'occasion de marchés ;
- toute personne tenue de rendre compte, soit de l'emploi d'une avance reçue, soit de recettes de l'Etat.

En effet, les comptables publics doivent en principe solder d'eux-mêmes et immédiatement les déficits et manquants de toute nature apparaissant dans leur caisse. Lorsqu'il en est ainsi, le débet n'a pas, normalement, à faire l'objet d'une constatation.

Toutefois, dans certains cas, des aménagements peuvent être apportés à cette conséquence rigoureuse de la responsabilité pécuniaire des comptables publics. Ces aménagements entraînent des dispositions comptables particulières, exposées dans des instructions spécifiques.

1.2. LES AUTORITÉS COMPÉTENTES POUR ÉMETTRE UN ARRÊTÉ DE DÉBET

Il n'appartient qu'aux ministres d'arrêter, par mesure administrative, les comptes d'un rétentionnaire de deniers publics. L'arrêté de débet ne peut être signé que par un ministre ou son délégué (cf. ordonnance du 20 août 1945 - annexe 6).

Si, en principe, l'arrêté de débet est le premier titre établi pour le recouvrement d'une créance entrant dans son champ d'application, il est toutefois possible de le faire précéder d'un simple titre de perception aussi appelé ordre de reversement, émis par l'ordonnateur principal. Ce titre est annulé par suite de l'émission d'un arrêté de débet.

1.3. LA FORME DE L'ARRÊTÉ DE DÉBET

L'arrêté de débet doit être motivé. Il doit viser, outre l'article 84 du décret du 29 décembre 1962 modifié, les textes dont il est fait application et qui sont le fondement de la créance du Trésor.

L'arrêté de débet n'est susceptible d'aucun recours sauf en ce qui concerne sa validité formelle. Il emporte hypothèque judiciaire et permet au Trésor d'appréhender le cautionnement éventuellement constitué par le débiteur. L'arrêté de débet ne peut faire l'objet d'aucun litige devant les tribunaux judiciaires.

1.4. LA COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE

L'arrêté de débet pris par un ministre est comptabilisé par ce dernier dans les écritures administratives où sont également enregistrées les émissions des titres de perception, de réduction ou d'annulation.

Il est ensuite soumis au visa du contrôleur financier qui l'enregistre dans sa comptabilité administrative des recettes.

Les erreurs de constatation et de liquidation peuvent être rectifiées suivant la procédure prévue pour les titres de perception.

1.5. LA NOTIFICATION AUX REDEVABLES

L'arrêté de débet est notifié aux redevables par les soins du ministre émetteur.

2. LES DÉCISIONS DE JUSTICE

Les décisions de justice constituent, du point de vue du recouvrement, les titres les plus efficaces, car elles ont une valeur absolue, et, lorsqu'elles sont passées en force de chose jugée, ne souffrent plus l'opposition du débiteur.

En principe, le titre de créance est constitué directement par le jugement et non par le titre de perception qui est nécessaire uniquement pour des raisons comptables.

Dans ce cas, le titre de perception n'est pas susceptible de l'opposition à exécution prévue à l'article 6 du décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992.

En effet cet article ne concerne que les titres de perception visés à l'article 85 du décret du 29 décembre 1962 modifié, c'est-à-dire les ordres de recettes émis par les ordonnateurs.

Le plus souvent, la créance a fait préalablement l'objet d'un titre de perception. C'est à la suite d'une opposition portée devant le tribunal compétent que l'agent judiciaire du Trésor, ou l'ordonnateur, obtient un jugement de condamnation du débiteur. Le recouvrement est alors poursuivi, non plus en vertu du titre de perception, mais en vertu du jugement. Cette substitution présente généralement pour le Trésor un intérêt immédiat, en raison de l'hypothèque judiciaire attachée au jugement portant condamnation.

Les arrêts de débet prononcés par les juridictions financières emportent les mêmes conséquences que les décisions de justice.

3. LES TITRES DE PERCEPTION

Ils sont employés dans tous les cas où la cause de la créance ne permet pas de procéder par voie d'arrêté de débet.

Ils constituent une matérialisation de la créance et sont rendus exécutoires à l'émission par l'ordonnateur qui les établit.

3.1. LA FORME DES TITRES DE PERCEPTION

Depuis une lettre du 21 avril 1995 du Bureau I C de la Direction du Budget (annexe n° 23), le visa du contrôleur financier central sur les titres de perception est supprimé.

Toutefois, ce visa est toujours nécessaire sur les titres de fonds de concours donnant lieu à l'ouverture d'une autorisation de programme provisionnelle.

Le titre de perception exécutoire doit être rédigé avec le plus grand soin et comporter toutes précisions utiles notamment :

- l'indication précise de la nature de la créance, de l'imputation budgétaire et de la ligne de recette ou du compte de tiers ; ces renseignements sont fournis par l'instruction relative à la nomenclature des recettes du budget général et des comptes spéciaux du Trésor publiée chaque année ;
- la référence aux textes sur lesquels est fondée l'existence de la créance ;
- les éléments essentiels de sa liquidation et son montant ;
- les éléments de preuve du bien fondé de la créance et les bases essentielles de sa liquidation. Dans le cas où ces éléments ne peuvent être inscrits sur l'état lui-même, ils sont consignés sur des pièces annexes ou justificatives qui doivent être produites en 3 exemplaires, un original et deux copies ;
- les nom, prénoms et domicile du ou des redevables ; le domicile est une mention substantielle indispensable à la notification des titres aux débiteurs. Pour les personnes morales, leur qualification juridique est portée après leur nom, selon la codification jointe en annexe 12. Les numéros INSEE pour les personnes physiques, les date et lieu de naissance, et numéros SIRET pour les personnes morales peuvent être utilement indiqués. Le numéro INSEE est indispensable, lorsque le recouvrement doit être opéré par précompte sur une prestation versée par l'Etat au redevable.
- les titres émis pour le recouvrement des fonds de concours comportent, en sus des éléments précités, des indications particulières fixées par l'instruction n° 94-099-A7-PR du 21 septembre 1994 relative au fond de concours à laquelle il convient de se reporter. Il en va de même pour les titres émis en vue de reversement de fonds ;
- le comptable assignataire.

Le titre de perception doit comporter les références suivantes :

- *le code ministère* : composé de 3 caractères. Le premier caractère est toujours constitué du préfixe 0.

Exemple 036 - Ministère de l'emploi

- *le code ordonnateur* : composé de 2 caractères.

Il figure dans l'instruction relative à la codification des ministères et services. Le code ordonnateur n'est jamais précédé du préfixe 0.

Exemple : 77 - Directeur Départemental du travail

- *le code département* : désigne le département du comptable assignataire. Il est collé au code ordonnateur.
- *la spécification budgétaire* : comporte 6 caractères, mais ni tiret, ni point. Le numéro de compte ne doit pas figurer sur le titre de perception.
- *l'année d'émission du titre de perception* : comporte 2 caractères.

Exemple 98 pour 1998

- *le numéro du titre de perception* qui comporte 7 caractères. Ce numéro est cadré sur la droite, puis complété de droite à gauche par le préfixe 0, jusqu'à atteindre les 7 caractères.

Exemple : pour le titre de perception n° 50, le numéro sera le 0000050.

Ainsi les références du titre de perception n° 50 émis en 1998, par la Direction Départementale des Yvelines, sur la caisse du TPG du même département, pour récupérer un trop-perçu sur rémunération, seront les suivantes :

036.7778-80511-98.00000.50

Lorsque le débiteur est une personne morale, il convient d'indiquer avec précision sa nature juridique ; s'il s'agit d'une société, sa forme ; si cette société est une société de personnes, les noms et domiciles des associés solidairement tenus avec la personne morale ; si cette société est une société civile, les noms et domiciles des associés.

En cas de pluralité de redevables, il y a lieu de mentionner s'ils sont débiteurs conjointement ou solidairement et, dans la première hypothèse, de préciser la quote-part de chacun ou, à défaut, dans le cas d'une succession, le lien de parenté déterminant cette quote-part. Il est même préférable d'établir un titre pour chacun des débiteurs non solidaire, excepté lorsqu'il s'agit d'une succession, en raison des difficultés auxquelles peut donner lieu, comme souvent en pareil cas, la répartition de la dette.

Toutefois, afin que ce titre de perception puisse être notifié, il est nécessaire que l'ordonnateur indique le nom des héritiers, ou au moins de l'un d'entre eux, sur le titre de perception.

Si des intérêts sont exigibles, il est nécessaire de viser le texte ou la convention qui fondent cette exigence et de la justifier dans les attendus du titre.

Un modèle-type de titre de perception, à aménager dans chaque cas particulier, en fonction des nécessités pratiques, est fourni en annexe 7.

En cas de délégation, il importe que la signature soit précédée de la mention de l'arrêté de délégation et le cas échéant de la date de publication au Journal Officiel. D'un point de vue pratique, il est à noter que les délégations de signature peuvent aussi être publiées dans les bulletins officiels et les recueils des actes administratifs.

3.2. CATÉGORIES DE TITRE DE PERCEPTION

Les titres peuvent être de différentes natures : titres de perception, de régularisation, de réduction ou d'annulation.

3.2.1. Le titre de perception exécutoire

Les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine peuvent être matérialisées par des titres de perception. Dans ce cas, ils sont rendus exécutoires par l'ordonnateur qui les émet avant d'être adressés au comptable, aux fins de recouvrement.

Ils comportent alors la mention "Arrêté à la somme de le présent titre de perception exécutoire en vertu de l'article 85 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié".

Les titres de perception exécutoires donnent lieu à une tentative de recouvrement amiable, préalable à tout recouvrement contentieux mais sans formalité complémentaire. Ils permettent à l'Etat de faire jouer la compensation légale à l'encontre de ses débiteurs dans les conditions prévues aux articles 1289 et suivants du Code civil ou de pratiquer une saisie autre qu'une saisie-vente (saisie des rémunérations notamment) selon les procédures décrites dans l'instruction codificatrice n° 92-147-A-M du 1er décembre 1992 sur le recouvrement contentieux et les procédures civiles et fiscales d'exécution.

Par ailleurs, le titre de perception constitue une pièce d'ordre comptable qui permet de donner à la recette l'imputation budgétaire et constitue la justification de la prise en charge de cette recette à fournir au juge des comptes.

Les titres de perception doivent être rédigés clairement et comporter l'indication des éléments mentionnés au paragraphe précédent.

3.2.2. Le titre de régularisation

Certaines recettes sont encaissées sur versements spontanés des redevables sans émission préalable d'un titre. Le titre de perception est alors établi postérieurement au recouvrement de la créance. C'est le cas en particulier des produits perçus au comptant, notamment par les régisseurs de recettes, ou des recettes encaissées par les receveurs des administrations financières au titre des fonds de concours.

Les titres régularisant les droits au comptant ne sont pas pris en charge.

Lorsque des recettes qui doivent être rattachées par voie de fonds de concours sont perçues par un régisseur de recettes, elles peuvent faire l'objet d'une émission de titre en début d'année, selon la procédure décrite par l'instruction codificatrice n° 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 sur les régies, et non d'un titre de régularisation.

Les émissions des titres de régularisation sont effectuées par les ordonnateurs au vu des notifications d'encaissements qui leur sont adressées périodiquement par le trésorier-payeur général ou le régisseur de recettes.

L'attention est appelée sur l'importance de notifications régulières et rapides des encaissements pour permettre l'information des ordonnateurs et l'imputation budgétaire des recettes.

Les titres ainsi établis permettent d'opérer un rapprochement entre les écritures des ordonnateurs et celles des comptables. Ils n'ont qu'une valeur comptable et l'apposition de la formule exécutoire n'a, dès lors, aucune utilité.

Cependant, ils peuvent avoir deux natures distinctes selon qu'ils viennent régulariser des droits au comptant ou des droits constatés. Dans le premier cas, ils ne seront pas pris en charge et feront l'objet d'une série spéciale de bordereaux journaliers. Dans le second, ils seront pris en charge et immédiatement apurés par l'encaissement antérieur, jusqu'alors inscrit à un compte d'imputation provisoire. Cette seconde catégorie de titres de régularisation, s'inscrit dans la série annuelle des titres de perception.

3.2.3. Les reversements de fonds ¹

Ce sont des titres de perception qui connaissent certaines particularités.

L'ordonnateur qui a ordonnancé ou mandaté la dépense payée indûment ou à titre provisoire, établit un ordre de reversement imputé sur le compte 495, sous-compte intéressé, à l'encontre du débiteur.

Les ordres de reversement émis par les ordonnateurs doivent obligatoirement comporter outre les renseignements habituels, l'indication du type de reversement concerné : soit cessions entre services administratifs locaux, soit dépenses provisoires, soit trop-perçus, ainsi que certaines autres mentions essentielles :

- référence de l'ordonnance ou du mandat afférent à la dépense remboursée (à l'exception des dépenses de personnel payées sans ordonnancement préalable) ;
- imputation budgétaire de la dépense : chapitre, article, paragraphe ;
- gestion d'imputation de cette dépense ;
- ventilation éventuelle des remboursements entre les diverses imputations ;

¹ Cf. instructions n° 88-16 A7 - B-P-R- du 16 février 1988, n° 92-29-A7-B-P-R du 19 février 1992 et n° 94-102-A7-B-P du 4 octobre 1994

- nature de la dépense d'origine donnant lieu à rétablissement de crédits, au plan local ou au plan central.

La mention "titres année courante ou année antérieure", correspond à l'année d'émission des titres et non l'année de gestion d'imputation de la dépense.

4. LE TITRE DE RÉDUCTION OU D'ANNULATION

La constatation et la liquidation des droits de l'Etat, telles que les ordonnateurs les ont effectuées initialement, peuvent subir des rectifications ; celles-ci donnent lieu à l'émission :

- soit d'un titre complémentaire lorsque les droits du Trésor ont été sous-estimés à l'origine ¹ ;
- soit d'un titre de réduction ou d'annulation, suivant que les droits du Trésor ont été surévalués ou que la prétention initiale du Trésor doit être abandonnée.

Les titres de réduction ou d'annulation sont émis dans les mêmes conditions, les mêmes formes et par les mêmes autorités que le titre primitif auquel ils doivent faire référence. Cependant, l'apposition de la formule exécutoire ne se justifie pas, étant donné que le Trésor abandonne ses prétentions. Ils font l'objet de bordereaux distincts de ceux des titres de perception.

Toutefois, lorsqu'il convient de procéder à la réduction ou à l'annulation d'un nombre important de titres de perception concernant un même compte, il peut être établi un titre de réduction collectif. Toutes les références aux titres initiaux doivent alors être données soit dans le corps du titre de réduction, soit sur une note annexe.

Leur intitulé doit indiquer clairement qu'il s'agit d'un "titre d'annulation".

Ces titres doivent être motivés de façon détaillée. Leur contenu doit permettre au juge des comptes de dégager, grâce à la nouvelle liquidation, l'erreur de liquidation initiale ou d'apprécier le bien-fondé de l'abandon de la prétention du Trésor. Lorsqu'ils sont émis par les ordonnateurs principaux, ces titres doivent être visés par les contrôleurs financiers.

L'émission des titres de réduction ou d'annulation des recettes de fonds de concours est soumise à des règles particulières lorsque la recette en cause a déjà été recouvrée.

Les titres de réduction et d'annulation susceptibles de dissimuler des opérations de remise gracieuse devraient être aussitôt signalés par les trésoriers-payeurs généraux à la direction de la comptabilité publique (Bureau A4).

¹ Bien entendu , ce titre doit comporter un numéro différent de celui du titre initial

CHAPITRE 3

LES RÈGLES D'ASSIGNATION DES ORDRES DE RECETTES

1. LES PRINCIPES D'ASSIGNATION

Conformément à l'article 86 du décret du 29 décembre 1962, les ordres de recettes sont assignés :

- sur la caisse du trésorier-payeur général du domicile ou de la résidence du débiteur (ou de l'un des débiteurs en cas de solidarité) ; lorsqu'il s'agit de créances de l'Etat ou des comptes spéciaux du Trésor non dotés d'un comptable spécial.

En cas de changement du domicile ou de la résidence du débiteur, l'assignation ne change pas et il n'y a pas émission d'un nouvel ordre de recettes sur la caisse du trésorier-payeur général de la nouvelle résidence.

- sur la caisse du comptable principal ou le cas échéant, de comptables secondaires d'un budget annexe lorsqu'ils concernent les opérations de recettes découlant de ce budget ;
- sur la caisse du comptable spécial du Trésor pour les catégories particulières de recettes qu'il est chargé d'exécuter dans le cadre de la gestion de ce compte spécial ;
- sur la caisse du trésorier-payeur général pour l'étranger ou le cas échéant du payeur général ou payeur¹ lorsque le débiteur réside à l'étranger.

2. LES DÉROGATIONS

Si le principe de l'assignation des ordres de recettes sur la caisse du comptable principal d'un budget annexe ou d'un comptable spécial ne subit aucun aménagement des dérogations existent pour les autres ordres de recette pris en charge par les comptables directs du Trésor (TPG ou payeur ou trésorier à l'étranger).

2.1. LES ORDRES DE RECETTES ASSIGNÉS SUR LA TRÉSORERIE GÉNÉRALE DES CRÉANCES SPÉCIALES DU TRÉSOR

Certaines créances dont la nature particulière nécessite l'application de modalités de recouvrement uniformes, sont assignées sur la trésorerie générale des créances spéciales du Trésor.

La liste en est fixée par arrêté du ministre du budget et figure en annexe n° 8.

¹ Les pays où existe une paierie auprès de l'Ambassade de France sont les suivants : Algérie, Allemagne (Bonn), Bénin, Cameroun, Centrafrique, Chine, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Etats-Unis, Gabon, Grande-Bretagne, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, Tchad, Tunisie.

Les paieries auprès de l'Ambassade de France au Burkina Faso, au Congo, au Maroc et au Sénégal sont devenues des trésoreries rattachées à la trésorerie générale pour l'étranger.

Les paieries auprès de l'Ambassade de France au Togo et en Mauritanie ont été supprimées et remplacées par des régies auprès du poste diplomatique, rattachées à la trésorerie générale pour l'étranger (cf. instructions n° 97-048-03 du 10 avril 1997, n° 98-028-PR du 6 février 1998 et n° 98-044-03 du 12 mars 1998).

2.2. LES ORDRES DE RECETTES À RECOUVRER PAR VOIE DE RETENUE

Les ordres de recettes à recouvrer par voie de retenue sont assignés sur la caisse du comptable assignataire de la dépense.

Ils doivent comporter toutes informations utiles prévoyant que les sommes sont recouvrées par voie de retenue et en particulier les coordonnées du comptable assignataire de la dépense du personnel.

Les ordres de recettes à recouvrer sur un traitement, comme les retenues rétroactives pour pensions civiles, sont assignés sur la caisse du trésorier-payeur général chargé de la liquidation et du paiement des rémunérations sans ordonnancement préalable.

Les ordres de recettes à recouvrer sur pension sont assignés sur la caisse du trésorier-payeur général assignataire de la pension.

Pour les autres dépenses, si l'ordonnateur qui a liquidé la créance n'est pas accrédité sur la caisse du comptable assignataire de la dépense, il assigne l'ordre de recettes sur la caisse du trésorier-payeur général de son département. Dans cette dernière hypothèse, l'ordonnateur doit adresser, à son collègue compétent, une copie du titre de créance en vue de permettre à ce dernier de donner au moment de l'émission des mandats, toutes indications utiles sur l'ordre de recette et son comptable assignataire. Le comptable assignataire du titre de paiement qui effectue les retenues transfère, périodiquement s'il y a lieu, le montant correspondant à son collègue qui détient la prise en charge.

Cette procédure est également utilisée lorsque le redevable opère un changement de résidence entraînant modification de la compétence de l'ordonnateur qui émet les titres de paiement pendant l'exercice des retenues.

2.3. LES TITRES DE PERCEPTION ÉMIS PAR LES ORDONNATEURS SECONDAIRES DE L'ÉTAT OU D'UN COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR NON DOTÉ DE COMPTABLE SPÉCIAL

Les principes d'assignation des titres ne peuvent s'appliquer que dans la limite des départements où l'ordonnateur exerce ses compétences.

Les ordonnateurs à compétence départementale assignent leurs titres de perception sur la caisse du trésorier-payeur général de leur département.

Les ordonnateurs à compétence régionale ou académique assignent leurs titres de perception :

- sur la caisse du trésorier-payeur général du domicile ou de la résidence du débiteur, si cette résidence se trouve dans l'un des départements du ressort de l'ordonnateur ;
- sur la caisse du trésorier-payeur général du département où réside l'ordonnateur, dans le cas contraire.

Les ordonnateurs à compétence nationale assignent toujours leurs titres sur la caisse du trésorier-payeur général du domicile ou de la résidence du débiteur.

2.4. ORDRES DE REVERSEMENTS DE FONDS DONNANT LIEU À RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS

Les ordres de reversements sont assignés sur la caisse du comptable assignataire des dépenses faisant l'objet des remboursements (Cf. instruction n° 88-16-A7-B-P-R du 16 février 1988 et instruction n° 92-29-A7-B-P-R du 19 février 1992).

Des règles particulières d'assignation des ordres de reversement de fonds sont applicables à Paris.

Lorsque la procédure de rétablissement de crédits est déconcentrée, l'ordre de reversement est assigné sur la caisse du comptable payeur de la dépense initiale (Exemple : Payeur Général du Trésor).

Lorsque la procédure de rétablissement de crédits est centralisée à l'Agence Comptable Centrale du Trésor, l'ordre de reversement de fonds est assigné sur la caisse du Receveur des Finances de Paris (Cf. paragraphe : Répartition des ordres de reversement à Paris).

2.5. LA RÉPARTITION DES ORDRES DE RECETTES ASSIGNÉS À PARIS

L'ensemble des ordres de recettes émis sur la caisse d'un comptable direct du Trésor et devant être assignés à Paris sont adressés au receveur général des finances, en application de l'article 86 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié, ou de dispositions particulières.

C'est ainsi que le recouvrement de l'ensemble des ordres de recettes émis par le Président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (C.S.A.) est confié au Receveur Général des Finances en application de l'arrêté du 18 mai 1993.

Le Commissariat Administratif de l'Armée de Terre d'Ile-de-France assigne les titres qu'il émet sur la caisse du Receveur Général des Finances, quel que soit le domicile ou la résidence du débiteur, d'autre part.

Cependant :

- les titres de perception émis par les ordonnateurs secondaires sont assignés sur la paierie générale du Trésor, lorsque le montant doit être retenu sur une dépense imputée au budget général ou à un compte spécial du Trésor ;
- les titres de perception permettant un rétablissement de crédits au plan local doivent être assignés sur la caisse du payeur général du Trésor lorsque ce dernier était assignataire de la dépense à annuler ;
- les titres de perception émis pour le remboursement de créances résultant de versements budgétaires sont assignés sur la caisse du comptable ayant procédé à ces versements : en règle générale, le payeur général du Trésor, mais aussi l'Agent Comptable des services industriels de l'Armement et l'Agent Comptable Centrale du Trésor, dans la mesure où ils ont procédé aux versements initiaux. Cette assignation dérogatoire permet le suivi et l'apurement de ces créances en comptabilité patrimoniale.

Dans ces trois cas, les ordonnateurs annotent utilement les titres de perception ainsi que les ordonnances ou mandats de paiement qu'ils émettent.

2.6. LES TITRES DE PERCEPTION ÉMIS PAR LES ORDONNATEURS PRINCIPAUX DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES SUR FONDS DE CONCOURS OU SUR RÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT

Le principe est d'assigner ces titres de perception sur la caisse du Trésorier-Payeur Général pour l'Etranger ou du comptable principal du domicile du débiteur, payeur général ou payeur à l'étranger.

Ces titres peuvent être, le cas échéant, assignés sur la caisse des trésoriers auprès des Ambassades de France, ceux-ci disposant des comptes de la classe 9 de la comptabilité de l'Etat malgré leur qualité de comptable secondaire.

2.6.1. Les Fonds de concours

Conformément à l'instruction codificatrice n° 94-099-A7-P-R du 21 septembre 1994, les Payeurs à l'étranger sont autorisés à encaisser des recettes de Fonds de Concours.

2.6.2. Les rétablissements de crédits

La règle d'assignation des ordres de reversement de fonds émis par le Ministère des Affaires Etrangères doit respecter le principe défini au paragraphe 2.4. ci-dessus.

Les titres sont assignés sur la Trésorerie Générale pour l'Etranger si ce comptable est assignataire des dépenses donnant lieu à rétablissement de crédits.

2.7. LES TITRES DE PERCEPTION ÉMIS PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE POUR LE RECOUVREMENT DES COTISATIONS RELATIVES À LA VALIDATION DES SERVICES CONTRACTUELS

Les dispositions des décrets d'application de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 prévoient les modalités de titularisation dans des corps de fonctionnaires, d'agents contractuels en fonction dans des établissements publics scientifiques et technologiques. En conséquence, ces agents peuvent demander la validation de leurs services contractuels pour la retraite de fonctionnaire.

La charge de travail induite par ces nouvelles dispositions a nécessité la mise en oeuvre de procédures automatisées, tant pour la phase d'émission des titres que pour celle d'émargement, dans la mesure où l'apurement peut se faire par précompte sur traitement.

En conséquence, les titres émis pour la validation des services contractuels de ces agents, (en fonction au CNRS, à l'INRA et à l'INSERM) sont tous assignés sur la caisse du Receveur Général des Finances de Paris, quel que soit le domicile ou la résidence des fonctionnaires concernés, lorsqu'ils sont recouvrés par voie de précompte mensuel sur le traitement.

Cette dérogation aux règles d'assignation a fait l'objet d'un protocole qui figure en annexe 24.

Cependant, il est mis fin à la procédure d'interface informatique, lorsque le fonctionnaire qui a demandé la validation des services auxiliaires est placé en position de détachement pour une durée supérieure à 6 mois ou en cas d'arrêt définitif du versement par l'agent comptable du traitement de l'intéressé.

Dans ces deux hypothèses, l'ordonnateur émet un titre de réduction pour le montant restant à recouvrer afin d'annuler le montant de la créance dans les prises en charge du Receveur Général des Finances.

Simultanément, l'ordonnateur émet à due concurrence, un titre de perception, qu'il assigne sur la caisse du trésorier-payeur général du domicile ou de la résidence du débiteur. Il est fait mention sur le titre de perception de l'organisme auprès duquel l'agent a été détaché.

Ces dispositions ont fait l'objet d'une note du ministre chargé du budget en date du 20 septembre 1988, qui figure en annexe 25.

CHAPITRE 4

L'ENVOI DES ORDRES DE RECETTES AU COMPTABLE ASSIGNATAIRE

1. LES PROCÉDURES D'ENVOI DES TITRES DE PERCEPTION

1.1. LES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

Deux procédures d'envoi des titres au comptable assignataire sont offertes aux ordonnateurs.

1.1.1. La procédure traditionnelle

Après signature par l'ordonnateur, les titres de perception, de réduction ou d'annulation sont, dès leur émission, adressés en triple exemplaire directement au comptable assignataire. Chaque titre de perception exécutoire comporte la mention "Arrêté à la somme de le présent titre de perception exécutoire en vertu de l'article 85 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié".

Chaque envoi est appuyé d'un "bordereau journalier" établi également en triple exemplaire (annexe 9). Chaque bordereau rappelle distinctement le montant des titres de perception et des titres de réduction ou d'annulation émis depuis le 1er janvier de l'année en cours, et présente le montant net global des émissions depuis cette date. Ces bordereaux comportent, par compte d'imputation et par ligne budgétaire, un numéro d'ordre dans une série continue.

Les titres de réduction ou d'annulation concernant les années antérieures font l'objet d'une série spéciale de bordereaux journaliers. Une série distincte existe également pour les titres de régularisation (cf. chapitre 2, paragraphe 3.2.2.). Un exemplaire du bordereau est renvoyé à l'ordonnateur pour valoir accusé de réception.

1.1.2. La procédure simplifiée

Elle est réservée aux ordonnateurs qui utilisent des procédés informatiques pour l'émission des titres ¹.

Un seul exemplaire individuel du titre de perception ou d'annulation dont le modèle figure en annexe 7, est édité pour être transmis au redevable par le comptable assignataire, à l'appui de la lettre d'envoi produite par l'application REP.

Les bordereaux journaliers comportent toutes les indications qui figurent sur chacun des titres individuels qu'ils récapitulent :

Leur feuille de tête (annexe 10) comprend :

- l'identification du service émetteur ;
- l'identification du bordereau journalier ;
- l'identification du comptable assignataire ;
- l'imputation comptable ;
- le montant des émissions, avec cumul depuis le 1er janvier ;
- la date d'émission ;

¹ Cette procédure est notamment utilisée dans le cadre de SIGMA-RECETTES.

- la formule exécutoire.

Cette feuille de tête est seule signée par l'ordonnateur. Le visa du contrôleur financier central sur les titres de perception est supprimé, depuis une lettre établie en date du 21 avril 1995 par le Bureau 1 C de la Direction du Budget (annexe 23), à l'exception des titres de recettes concernant des autorisations de programme provisionnelles.

Les bordereaux journaliers constituent un titre de perception ou d'annulation collectif. Les bordereaux journaliers des titres de perception exécutoires comportent la mention : "les présents titres de perception sont exécutoires en vertu de l'article 85 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié".

Les titres de perception et les titres d'annulation font l'objet de bordereaux journaliers distincts mais toujours compris dans une série continue annuelle ininterrompue.

Deux hypothèses peuvent alors se présenter :

- le titre d'annulation ou de réduction est émis la même année que le titre de perception et donc sur le même compte d'imputation : Dans ce cas le titre d'annulation ou de réduction figurera sur un bordereau journalier différent dont la numérotation devra s'insérer dans la série annuelle continue des bordereaux journaliers de titres de perception ;
- le titre de réduction ou d'annulation est émis sur une autre gestion que celle au cours de laquelle a été émis le titre de perception et donc sur un compte d'imputation différent relatif aux années antérieures : dans ce cas, le titre de réduction ou d'annulation figurera toujours sur bordereau journalier distinct mais qui ne s'insère pas dans la série annuelle continue des bordereaux journaliers de titre de perception. Ce type de bordereau fera l'objet d'une numérotation propre.

Le bordereau journalier est édité en deux exemplaires et adressé au comptable assignataire qui conserve le premier exemplaire et transmet le second à la direction de la comptabilité publique (Bureau C1 - Vérification) chaque trimestre, comme pièce justificative des opérations de droits constatés.

Il comporte une dernière page intitulée "ACCUSÉ DE RÉCEPTION", rassemblant les mêmes informations que la page de garde.

Cet accusé de réception est renvoyé à l'ordonnateur par le comptable qui l'aura préalablement visé, après s'être assuré de l'exactitude des prises en charge, titre par titre, dans l'application REP, les contrôles étant opérés au moyen du journal des prises en charge édité à la suite de la saisie des titres.

1.2. LA PROCÉDURE INFORMATIQUE : L'INTERFACE

Lorsque la comptabilité administrative de l'ordonnateur est informatisée, il est possible d'assurer la prise en charge automatique des titres dans l'application REP.

Le cahier des charges de cette interface informatique est joint en annexe 11.

Les conditions techniques de volume, périodicité et support sont examinées par le département informatique du Trésor concerné en liaison avec le service informatique de l'ordonnateur.

L'ordonnateur fait parvenir le fichier d'interface soit au comptable assignataire soit au département informatique du Trésor auquel il est rattaché. Dans la première hypothèse, le fichier, les titres et les bordereaux journaliers font l'objet d'un même envoi destiné au service du recouvrement du comptable assignataire. Dans la deuxième hypothèse, le fichier et les documents sont envoyés séparément.

Le fichier sera exploité grâce à un programme de dépouillement avant la prise en charge automatique des titres dans les fichiers de base de l'application.

La procédure de confection des titres de perception, de signature de ces documents par l'ordonnateur puis de leur transmission au trésorier-payeur général chargé du recouvrement, est intégralement maintenue.

L'attention est particulièrement attirée sur le fait que, dans ce cas précis, les titres "papier" et les bordereaux journaliers ne doivent comporter aucune rature ou inscription manuelle tendant à modifier un numéro, un montant, un nom, en dehors de toute procédure informatique.

Le bordereau journalier des titres établi par l'informatique est distinct de celui réservé aux émissions manuelles, lorsque ces deux procédures coexistent pour un même ordonnateur.

Les titres destinés à plusieurs trésoriers-payeurs généraux assignataires dans une même circonscription informatique peuvent figurer sur un seul support magnétique. Un bordereau d'envoi doit être annexé au support magnétique adressé à chaque département informatique du Trésor compétent. Ce bordereau retrace pour chaque trésorier-payeur général assignataire le nombre et le montant des titres émis ainsi que le premier et le dernier numéro de la série de titres.


2. LA PROCÉDURE D'ENVOI DES ARRÊTÉS DE DÉBET

Les arrêtés de débet émis par le ministre compétent sont adressés, pour prise en charge et recouvrement, au trésorier-payeur général des créances spéciales du Trésor.

3. LES PROCÉDURES D'ENVOI DES DÉCISIONS DE JUSTICE


Lorsqu'un ordonnateur ou l'agent judiciaire du Trésor a obtenu un jugement de condamnation du débiteur, le recouvrement est effectué au vu de la décision de justice.

3.1. LES DÉCISIONS DE JUSTICE INTERVENUES APRÈS OPPOSITION À TITRE DE PERCEPTION

 *Si cette décision intervient après opposition du redevable, et que la créance est confirmée par la décision de justice, celle-ci est adressée au comptable ayant pris en charge le titre de perception initial.*

Dès lors, la décision de justice constitue le titre exécutoire, base juridique de la créance de l'Etat qui permet d'opérer le recouvrement. Cependant un titre de perception, dont la valeur n'est que de pièce comptable est nécessaire à la détermination de l'imputation budgétaire.

C'est pourquoi l'ordonnateur annule le titre de perception initial et émet un nouveau titre de perception, ayant valeur de pièce comptable pour le montant exact déterminé par la décision de justice.

 *Si la décision qui intervient après opposition du redevable déboute l'ordonnateur, ce dernier doit aussitôt en informer le comptable et procéder à l'annulation du titre concerné, et ce, même s'il entend former appel de cette décision ; en effet, l'appel devant la Cour Administrative d'Appel n'est pas suspensif en application de l'article 125 du Code des Tribunaux administratifs et des Cours administratives d'appel.*

De manière générale, il est indispensable que les ordonnateurs informent le comptable de toutes les décisions de justice prononcées en la matière et notamment en cas de sursis à exécution ordonné par le juge.

3.2. LES DÉCISIONS DE JUSTICE INTERVENUES SANS PRISE EN CHARGE PRÉALABLE DE TITRE DE PERCEPTION

La base juridique de la créance de l'Etat est constituée par le jugement qui est un titre exécutoire. Ce jugement liquide le montant à recouvrer sans pour autant en indiquer l'imputation budgétaire et les éléments d'ordre comptable nécessaires à sa prise en charge dans les écritures du comptable assignataire.

C'est pourquoi, l'ordonnateur, bénéficiaire de la décision émet un titre de perception n'ayant qu'une valeur de pièce comptable, mais accompagné d'un bordereau journalier.

Ce titre est émis dans la série annuelle des titres de perception classiques et adressé au comptable assignataire à l'appui du jugement.

CHAPITRE 5

LES OPÉRATIONS DE PRISE EN CHARGE PAR LES COMPTABLES

Les comptables principaux assignataires prennent en charge les titres de perception, de réduction et d'annulation qui leur parviennent des ordonnateurs. Ils leur accusent réception de cette émission puis notifient les titres.

1. LA RÉCEPTION ET LE CONTRÔLE DES TITRES

A la réception des titres et en application de l'article 12 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié, le comptable est tenu d'exercer le contrôle :

- de l'autorisation de percevoir la recette dans les conditions prévues pour chaque catégorie d'organisme public par les lois et règlements ;
- de la mise en recouvrement des créances de l'organisme public et de la régularité des réductions et des annulations des ordres de recettes dans la limite des éléments dont il dispose.

Le comptable vérifie notamment les bases de la liquidation, la bonne imputation budgétaire de la créance et la qualité de l'ordonnateur au vu des règles d'assignation et de délégation de signature. Il s'assure de la correspondance entre le montant et le nom figurant sur le titre et ceux inscrits sur le bordereau, dont il contrôle la bonne numérotation ainsi que l'exactitude des reports.

Lorsqu'un titre de perception est erroné, le comptable ne le prend pas en charge ; il le retourne à l'ordonnateur après avoir réduit à due concurrence le montant des émissions porté sur le bordereau journalier.

2. LE CLASSEMENT DES TITRES PAR CATÉGORIE DE DÉBITEURS

De natures juridiques diverses, les débiteurs de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine ont été distingués pour les besoins du recouvrement dans l'application REP en quatre catégories.

La répartition est effectuée en fonction de la nature du redevable et non de la nature de l'ordre de recettes. Le classement ne distingue pas, par conséquent, titres de perception et décisions de justice.

2.1. LA CATÉGORIE 1

Elle regroupe tous les débiteurs privés qui n'appartiennent pas à une autre catégorie.

Le classement des débiteurs dans cette catégorie est indépendant du fait que les titres aient été émis par des ordonnateurs principaux ou des ordonnateurs secondaires.

2.2. LA CATÉGORIE 2

Elle regroupe les débiteurs publics ou parapublics, à l'encontre desquels, pour des motifs de droit ou d'opportunité, le recouvrement contentieux est mené selon des procédures particulières.

2.3. LA CATÉGORIE 3

Elle concerne tous les titres pour lesquels le recouvrement s'effectue par retenues sur une dépense, un traitement ou une pension payés au profit du débiteur par le département informatique de la trésorerie générale assignataire du titre de perception.

2.4. LA CATÉGORIE 4

Elle concerne les titres émis par un correspondant du Trésor ainsi que les titres émis dans le cadre de l'aide juridictionnelle.

3. LA PRISE EN CHARGE DANS L'APPLICATION REP

Après avoir assuré le contrôle formel des titres, le trésorier-payeur général procède sans délai à leur prise en charge au moyen de l'application REP¹.

Les décisions de justice intervenues sans prise en charge préalable d'un titre de perception sont accompagnées d'une pièce comptable (titre de perception non exécutoire). Cette pièce comptable permet une prise en charge classique dans l'application informatique REP.

Il existe deux procédures permettant d'effectuer la prise en charge, soit par saisie au clavier-écran, soit par interface.

3.1. LA SAISIE AU CLAVIER-ÉCRAN

Si les titres à prendre en charge sont émis par un ordonnateur qui n'utilise pas l'interface, il convient de procéder à la saisie individuelle des titres sur clavier-écran. Cela consiste à servir les différentes zones prévues dans la grille, de façon à identifier le titre : ministère, ordonnateur, spécification, année et numéro du titre. Il faut aussi saisir la catégorie de débiteur telle qu'elle a été définie supra et le code contentieux si nécessaire, le code «déclaration de recette» le cas échéant, le compte auquel s'effectue la prise en charge, le montant du titre, le code «état-civil», le nom² et l'adresse du débiteur.

La codification du débiteur s'effectue sur deux caractères conformément au tableau joint en annexe n° 11.

A la prise en charge, le code contentieux prend automatiquement la valeur 10 (débiteurs de catégorie 1 ou 2), 15 (débiteurs de catégorie 3). La saisie d'un code contentieux différent relève d'une décision de l'opérateur d'exclure le titre de l'édition normale d'une lettre de rappel et d'un commandement pour une raison précise qui doit apparaître au travers du code saisi.

Les réductions et annulations de prise en charge sont saisies, soit à partir des titres de réduction et d'annulation, soit à partir des états de créances admises en non-valeur et des décisions de remises gracieuses.

La saisie du code mouvement approprié permet de retracer l'opération au niveau des prises en charge du service.

Cette opération constitue un mouvement sur le titre de perception annulé. Il convient donc au préalable de rattacher au titre d'annulation l'identifiant du titre annulé.

¹ À l'exception des titres de régularisation émis sur des droits au comptant.

² Conformément aux normes fixées dans la codification jointe en annexe 12.

3.2. L'INTERFACE

Le fichier d'interface transmis par l'ordonnateur dont la comptabilité des recettes est informatisée comprend les mêmes informations que celles saisies à l'écran en l'absence d'interface.

Le département informatique auquel est rattaché le trésorier-payeur général assignataire dépouille les informations qui figurent sur le fichier, recueille la validation de ce traitement auprès des utilisateurs concernés et procède à la prise en charge des titres dans l'application REP.

4. LE CONTRÔLE DES PRISES EN CHARGE

4.1. LA PRISE EN CHARGE AU CLAVIER-ÉCRAN

L'application REP édite dans sa chaîne journalière le journal des prises en charge et le journal des réductions et des annulations de prise en charge. Ces documents permettent de vérifier les saisies qui ont été opérées, d'une part en rapprochant leur total de celui du bordereau journalier, d'autre part en confrontant les numéro, nom et montant des titres individuels.

Si une erreur est constatée, une transaction permet de modifier l'information erronée ; le "guide utilisateur" indique la démarche à suivre.

4.2. LA PRISE EN CHARGE PAR INTERFACE

L'interface, lorsqu'elle existe, évite les erreurs pouvant survenir lors des saisies manuelles. Cependant, il convient de vérifier la concordance du total des prises en charge figurant sur le journal des prises en charge avec le total du bordereau de transmission, comme dans le cas de la prise en charge manuelle.

5. L'ACCUSÉ DE RÉCEPTION À L'ORDONNATEUR

Après avoir vérifié la concordance des prises en charge entre le traitement informatique et les documents « papier », un exemplaire du bordereau est renvoyé à l'ordonnateur visé par le comptable chargé du recouvrement des titres pour valoir accusé de réception. Il est complété de la date de prise en charge comptable. Si l'ordonnateur utilise la procédure simplifiée d'émission des titres, l'accusé de réception prévu à cet effet lui est renvoyé.

En cas de discordance, le comptable se rapproche impérativement de l'ordonnateur pour procéder aux régularisations nécessaires : le département informatique, à la demande du comptable, surseoit à la prise en charge automatique dans REP et restitue le support magnétique à l'ordonnateur.

6. LA COMPTABILITÉ

6.1. PRISES EN CHARGE

Elles sont constatées en comptabilité générale de l'Etat trimestriellement, au débit des sous-comptes du compte 41 "Redevables" et au crédit des sous-comptes du compte 398 "Produits à imputer après encaissement" selon la nature du produit pris en charge et conformément aux dispositions de l'instruction n° 87-128-P-R du 29 octobre 1987 (Tome II, fascicule 2) relative à la comptabilisation des recettes budgétaires de l'Etat.

Le calendrier des opérations fixé par la note de service sur les comptes annuels de l'Etat doit être impérativement respecté.

6.2. LES ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS

Elles sont également constatées trimestriellement en comptabilité générale de l'Etat conformément aux dispositions de l'instruction n° 87-128-P-R du 29 octobre 1987.

6.3. LES CONSTATATIONS DES TROP-PERÇUS

A la suite d'une annulation ou d'une réduction, il peut être nécessaire de constater un trop-perçu qui doit être remboursé dans les meilleurs délais. Les modalités comptables de constatation de ce trop-perçu diffèrent selon la nature de la recette. Les modalités de remboursement sont décrites dans l'instruction codificatrice n° 95-072-A-B2 du 3 juillet 1995 sur le remboursement des excédents de versement et le paiement des intérêts moratoires.

6.3.1. Les recettes versées au budget général

Dans l'année de comptabilisation de la recette, on procède à une réduction de recettes par transport de la somme indûment perçue au compte 466-1181 "Tiers créditeurs divers - sommes à restituer - reliquats divers - comptables du Trésor".

Après la clôture de l'exercice, on procède à une restitution dans les conditions prévues par l'instruction n° 67-77- A-B du 4 août 1967.

Il n'y a pas lieu de réduire les prises en charge. L'ordonnateur doit établir un certificat administratif attestant que la créance doit être remboursée et faisant référence au titre de perception initial. Il convient ensuite de rembourser le créancier.

La dépense de restitution est imputée au chapitre 15-02 "Remboursement sur produits indirects et divers" article 50 paragraphe 10 "Produits divers" du compte 900-00 "Budget général - Dépenses -Dépenses payables sans ordonnancement - Dépenses ordinaires des services civils".

6.3.2. Les recettes ayant donné lieu à rétablissements de crédits

Le remboursement des encaissements au titre des rétablissements de crédits doit être effectué, sur décision du ministre concerné, au moyen des crédits dont il dispose sur le chapitre qui a bénéficié du rétablissement de crédits.

Lorsque la somme encaissée n'a pas encore donné lieu à rétablissement de crédits, la dépense de restitution s'impute au débit du compte 900-00 susvisé chapitre 15-02, article 50, paragraphe 10.

L'opération est alors justifiée par la production d'un certificat administratif, auquel est jointe impérativement la déclaration de recette délivrée lors de la constatation de l'encaissement.

6.3.3. Les recettes ayant été rattachées par voie de fonds de concours

En gestion courante, le remboursement des encaissements de fonds de concours est effectué par réduction des recettes de l'année.

Au vu d'un titre d'annulation ou de réduction émis par l'ordonnateur, le comptable procède à la rectification des écritures de la façon suivante :

- par écriture négative pour le montant de la recette initiale ;
- par écriture positive pour la somme réellement due.

La différence qui représente le montant à restituer est portée au crédit du compte 466.1181 "reliquats divers - Comptables du Trésor".

Mais avant toute rectification des écritures, il appartient au comptable d'informer l'Agent Comptable Central du Trésor de cette opération.

En gestion close, la dépense correspondant au remboursement des sommes en cause est justifiée par la copie de l'arrêté d'annulation des crédits, publié au Journal Officiel, et reçoit la même imputation que le remboursement de sommes versées au budget général. La copie de l'arrêté est communiquée au trésorier-payeur général par l'ordonnateur, appuyée d'un certificat administratif prescrivant le remboursement.

Dans ce cas, le comptable doit, préalablement à la restitution, saisir par écrit le Bureau 5A de la Direction de la Comptabilité Publique.

Les remboursements à effectuer sur les contributions des organismes aux retraites de leur personnel soumis au régime général des pensions doivent être acquittés selon les modalités prévues par la circulaire 1 C n° 59 du 28 mai 1991 et par l'instruction n° 91-77-A7-P-R du 10 juin 1991.

7. L'ENVOI DES TITRES AUX DÉBITEURS

L'article 83 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié dispose que "les ordres de recettes sont notifiés aux redevables, conformément aux instructions du ministre des finances, soit par les ordonnateurs, soit par les comptables".

Dans la pratique, les titres de perception sont envoyés par les comptables sous pli simple. Cependant, en cas de recouvrement contentieux, et de saisie des rémunérations, les magistrats exigent une preuve de la notification du titre. En conséquence, il convient d'agir en conformité avec la jurisprudence judiciaire, en notifiant un commandement avec le titre de perception, en recommandé avec accusé de réception :

- pour les redevables qui contestent la notification du titre de perception ;
- pour l'ensemble des saisies des rémunérations.

Par mesure de simplification et d'harmonisation des procédures administratives les ordonnateurs, principaux ou secondaires, n'ont pas à notifier directement aux redevables les titres de perception, non plus que les titres de réduction ou d'annulation. Ils se bornent à adresser les titres aux trésoriers-payeurs généraux qui se chargeront de cette opération même si les débiteurs connaissent déjà l'existence de leur dette, par les relations qu'ils ont été amenés à entretenir avec les services liquidateurs. Ces derniers ne doivent pas cependant effectuer de notification officielle aux redevables bien qu'ils aient pu avoir déjà à suivre les instances provoquées par des contestations éventuelles.

Dès la prise en charge du titre de perception, le trésorier-payeur général assignataire notifie au débiteur l'existence, la nature et la quotité de sa dette et l'invite à se libérer à sa caisse. Il lui adresse à cette fin la copie du titre de perception, en procédure traditionnelle et le titre individuel en procédure simplifiée.

Ce document est accompagné d'une lettre d'envoi éditée par le département informatique lors de la prise en charge du titre, qui invite le redevable à régler sa dette. Pour faciliter l'imputation du règlement, la lettre d'envoi comprend un talon à découper où figurent les références du titre à joindre au règlement et comporte des indications relatives à la localisation des bureaux et aux moyens de paiement que peut utiliser le redevable pour se libérer en particulier, le numéro de compte courant de la trésorerie générale.

La lettre d'envoi n'est pas éditée pour les débiteurs de catégorie 3.

Le débiteur est informé dans des conditions identiques de l'émission des titres de réduction et d'annulation qui le concernent.

Avec la suppression de la franchise postale pour les administrations, tous les envois sont adressés sous plis affranchis dont le coût est imputé sur les frais de services de la trésorerie générale.

8. LE CHANGEMENT D'ADRESSE

Par suite d'un changement d'adresse du débiteur, la lettre d'envoi du titre peut être renvoyée par la Poste à la trésorerie générale.

Si la nouvelle adresse du débiteur est connue, les fichiers REP sont mis à jour. Dans le cas contraire est saisi le code contentieux "adresse inconnue" (deuxième chiffre égal à 4).

TITRE 2

LE RECOUVREMENT

CHAPITRE 1

LE RECOUVREMENT AMIABLE ET PRÉ-CONTENTIEUX

1. LES OPÉRATIONS DE RECOUVREMENT

1.1. L'IMPUTATION

Les recouvrements enregistrés donnent lieu à un traitement informatique quotidien qui édite le journal des recouvrements et des trop-versés et les fiches d'écriture destinées à l'enregistrement des opérations dans la comptabilité générale de l'Etat, selon les modalités prévues par l'instruction n° 87-128-P-R du 29 octobre 1987 (fascicule 2 - Recettes). Les trop-versés doivent être régularisés dans les conditions fixées par l'instruction codificatrice sur les excédents de versement n° 91-88-A-B2 du 17 juillet 1991.

1.1.1. Les recouvrements directs par les trésoriers-payeurs généraux

Les encaissements réalisés par les trésoriers-payeurs généraux sont imputés en comptabilité générale de l'Etat au débit du compte de règlement et au crédit, soit du sous-compte de la classe 9 correspondant à la nature et à l'année de prise en charge de la créance, soit du compte 495 "Reversements de fonds sur dépenses des ministères à annuler".

Ils sont enregistrés dans les écritures de droits constatés au débit du sous-compte correspondant du compte 398 et au crédit du sous-compte correspondant du compte 41.

Lorsque les encaissements ont été opérés avant l'émission du titre, le trésorier-payeur général les enregistre à un compte d'imputation provisoire et provoque le plus rapidement possible l'émission des titres de perception par les services ordonnateurs compétents. Ce n'est en effet qu'à l'émission de ces titres que les produits perçus reçoivent une imputation budgétaire et que le mécanisme de rétablissement ou d'ouverture de crédits (pour les fonds de concours) peut être enclenché. La rapidité de l'imputation est alors un facteur essentiel de bonne gestion des crédits budgétaires.

L'émargement des titres pris en charge se fait dans l'application REP par saisie d'un code mouvement approprié dans la zone prévue à cet effet.

Les retenues effectuées sur les pensions et les traitements sont imputées automatiquement à l'initiative du département informatique.

1.1.2. Les encaissements réalisés par les régisseurs de recettes

Lorsque les encaissements ont été réalisés par des régisseurs de recettes, ils sont versés sur leur compte de dépôt de fonds au Trésor dans les conditions définies par l'instruction générale sur les régies de recettes et les régies d'avances de l'Etat et des établissements publics nationaux.

L'imputation budgétaire définitive des sommes encaissées est effectuée par le trésorier-payeur général, au crédit des comptes de recettes de la classe 9 intéressés. Elle intervient lorsque le régisseur adresse au comptable supérieur le titre de régularisation émis par l'ordonnateur, appuyé d'un chèque tiré sur son compte de dépôt de fonds pour le montant correspondant.

Lorsque les encaissements effectués par le régisseur doivent être rattachés par voie de fonds de concours, un titre global peut être émis pour 90 % des recettes de l'année précédente. Le titre est alors pris en charge dans l'application REP et permet l'imputation des versements.

1.1.3. Les encaissements réalisés par les receveurs des administrations financières

Le versement des recettes encaissées par les receveurs des administrations financières est effectué chaque mois à la trésorerie générale de rattachement, sans intervention de l'application REP.

Sur les états de développement n° 622 des receveurs des douanes et sur les cahiers R 90 établis par les receveurs divisionnaires des impôts, les encaissements sont dépouillés par rubrique correspondant aux divers comptes et lignes d'imputation chez le trésorier-payeur général.

1.1.3.1. Lorsque, en vertu d'instructions particulières, les lignes et comptes d'imputation définitive sont ouverts sur le cahier R 90 (il en est ainsi pour un certain nombre de lignes du compte budgétaire Produits divers) les trésoriers-payeurs généraux se bornent à reprendre dans leurs écritures les encaissements correspondant à ces lignes et comptes

1.1.3.2. Dans le cas contraire, les encaissements sont classés par les comptables des administrations financières

- soit à la rubrique n° 475.12 - "Imputation provisoire de recettes - Budget général" pour les recettes provenant de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public ;
- soit à la rubrique d'exécution - Recettes correspondant à la nature de la recette ou à défaut au compte 475.988 - "Imputation provisoire de recettes diverses - Recettes diverses - Divers" pour les encaissements dont la destination est incertaine, ou inconnue, dont l'imputation est différée ou n'est pas définitivement fixée.

Les trésoriers-payeurs généraux, ou les receveurs, donnent à ces encaissements l'imputation comptable définitive qui leur revient.

En fin d'année les écritures de prise en charge sont comptabilisées par le trésorier payeur général de rattachement au vu des R 204 (impôts) et R 626 CP (douanes).

1.2. L'ÉDITION DES DÉCLARATIONS DE RECETTES

En matière de rétablissement de crédits, les déclarations de recettes sont éditées automatiquement et adressées à l'ordonnateur par le comptable.

Ces déclarations sont transmises selon le cas, par l'ordonnateur :

- à l'agent comptable central du Trésor dans les conditions prévues par l'instruction n° 88-16-A7-B-P-R du 16 février 1988 si le rétablissement des crédits est géré au plan central pour servir de documents de base pour le rétablissement des crédits en écritures comptables ;
- au trésorier-payeur général pour obtenir le rétablissement des crédits au plan local, selon la procédure déconcentrée prévue par l'instruction n° 92-29-A7-B-P-R du 19 février 1992.

En ce qui concerne les produits du budget général et les fonds de concours, pour recevoir une déclaration de recettes, le débiteur devra en formuler la demande lors de son versement. La saisie d'un code déclenchera l'édition de la déclaration à adresser au redevable.

Pour les retenues rétroactives pour pensions des agents détachés, les déclarations de recettes sont éditées automatiquement lorsque le titre est soldé et devront être adressées systématiquement à l'ordonnateur et au débiteur (cf. lettre collective n° 19851 du 26 mars 1998).

Compte tenu du dispositif mis en œuvre pour assurer, en fin d'année, l'accord entre écritures administratives et comptables, il n'y a pas lieu de notifier systématiquement aux ordonnateurs les encaissements obtenus sur les titres de perception qu'ils ont émis.

2. L'ENVOI DES LETTRES DE RAPPEL

En l'absence de versement ou en cas de versement partiel, au dernier jour du mois suivant celui de la prise en charge des titres, une lettre de rappel est éditée automatiquement dans le cadre du traitement et envoyée au redevable par le département informatique.

Ce traitement mensuel de l'application REP s'effectue entre le 4 et le 8 du mois suivant.

Le service recouvrement de la trésorerie générale siège du département informatique effectue un contrôle de qualité sur les lettres de rappel éditées.

Il existe un modèle de lettre de rappel pour les débiteurs de catégorie 1 (annexe 13), et un autre pour les débiteurs de la catégorie 2.

Il n'est jamais édité de lettre de rappel pour les débiteurs de catégorie 3.

Lors de l'édition d'une lettre de rappel, le code contentieux prend automatiquement la valeur 20 dans le fichier REP des titres.

3. L'EMPÊCHEMENT À ÉDITION DE LA LETTRE DE RAPPEL

L'édition de la lettre de rappel peut être empêchée lorsque le titre a fait l'objet d'une des actions suivantes : ¹

- délais de paiement accordés ;
- demande de remise gracieuse en cours d'instruction ;
- réclamation formulée par le débiteur auprès de l'ordonnateur ;
- adresse inconnue ;
- redressement ou liquidation judiciaire ;
- demande d'annulation du titre ;
- poursuites par voie de saisies ne nécessitant pas l'envoi d'un commandement (saisie des rémunérations, saisie-attribution...).

Cet empêchement peut être saisi dès la prise en charge du titre, ou dès que l'élément le motivant est intervenu, en introduisant le code contentieux adéquat dans la zone prévue à cet effet, au moyen de la transaction de modification.

4. L'OCTROI DE DÉLAIS DE PAIEMENT

Les comptables sont seuls compétents pour recevoir et instruire les demandes de délais de paiement. Les services liquidateurs qui seraient saisis d'une telle demande doivent donc la transmettre au comptable intéressé.

Il n'y a d'exception à cette règle qu'en matière de fonds de concours et dans quelques cas très particuliers prévus par des textes législatifs ou réglementaires : remboursement de frais de scolarité notamment. L'ordonnateur doit indiquer de façon très apparente l'échéancier sur le titre de perception.

¹Codification jointe en annexe 14.

Dans le cas où le trésorier-payeur général assignataire a adressé à un collègue un état de poursuites extérieures pour recouvrement, le destinataire a la faculté d'accorder exceptionnellement des délais de paiement au redevable, qui ne peuvent, en tout état de cause, excéder six mois.

Toutefois, si, compte tenu de la situation du redevable, et, de l'importance des sommes dues, des délais d'une durée supérieure se révèlent nécessaires, le comptable émetteur doit alors être avisé.

Dans toute la mesure du possible, le redevable doit effectuer un versement significatif lors de l'octroi du délai de paiement.

Les délais sont enregistrés dans l'application REP par la saisie d'un code contentieux spécifique se terminant par 1, qui empêchera l'édition automatique d'une lettre de rappel.

Tous les titres dont le code contentieux est significatif de l'octroi de délais de paiement et pour lesquels aucun versement n'a été constaté au cours des deux mois qui précèdent sont récapitulés sur un état mensuel. L'exploitation de cette liste doit aboutir éventuellement à un changement manuel du code contentieux afin de lever l'empêchement à l'édition de la lettre de rappel.

5. L'AIDE AU RECOUVREMENT

5.1. LES RENSEIGNEMENTS DE GESTION

Le suivi du recouvrement nécessite la mémorisation d'informations susceptibles d'aider le comptable dans son action. La gestion informatisée permet d'enregistrer la plupart de ces informations et d'y accéder par des transactions de consultation.

La gestion étant effectuée titre par titre, une zone appropriée a été prévue pour la mémorisation des renseignements non enregistrés par ailleurs. Son texte est consultable et modifiable mais n'est utilisé dans aucun traitement informatique. Bien entendu, il ne doit comporter que des éléments objectifs pour faciliter l'action en recouvrement.

5.2. LES LISTES D'AIDE AU RECOUVREMENT

Des listes d'aide au recouvrement peuvent être éditées dans l'application REP en fonction de critères de sélections prédéterminés sur demande des trésoriers-payeurs généraux dans les conditions définies par le guide de l'utilisateur.

L'application REP permet ainsi d'obtenir des interrogations partielles du fichier de base REPBAS à l'aide de critères de sélection prédéterminés que l'utilisateur peut choisir à sa guise.

5.3. L'EXERCICE DU DROIT DE COMMUNICATION

L'article L81 du livre des procédures fiscales accorde aux comptables du Trésor le droit de communication « pour le recouvrement des impôts et taxes prévus par le code général des impôts »

Or, le Conseil d'Etat, dans son avis du 11 septembre 1986, a reconnu aux comptables du Trésor l'usage de ce droit *pour le recouvrement de toute taxe ou produit recouvrés comme en matière de contribution directes*.

En conséquence, les procédures décrites dans le « GUIDE DES RECHERCHES DU RENSEIGNEMENT » à l'usage des services du Trésor, instruction codificatrice confidentielle n° 95-006-A du 11 septembre 1995, sont applicables pour le recouvrement des recettes de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. Il vous appartient de vous y référer dès lors qu'un recouvrement s'avère difficile, notamment lorsque les débiteurs sont partis sans laisser d'adresse.

CHAPITRE 2

LE RECOUVREMENT CONTENTIEUX

Le recouvrement contentieux est effectué sur la base du titre exécutoire, matérialisé par une décision de justice, un arrêté de débet ou un titre de perception exécutoire par le comptable qui l'a pris en charge. Les poursuites sont exercées comme en matière d'impôts directs.

1. LES POURSUITES

A défaut de paiement en phase amiable, le recouvrement contentieux est entrepris, pour les créances de l'Etat mentionnées à l'article 80 du décret du 29 décembre 1962 modifié, par les comptables.

L'article 87 du décret du 29 décembre 1962 modifié dispose que les poursuites sont exercées à la diligence du comptable ayant pris en charge l'ordre de recette "comme en matière d'impôts directs".

Ces dispositions, qui ne concernent que les formes et procédures à observer dans les poursuites contre les débiteurs, n'entraînent pas l'application aux créances en cause des règles de fond qui régissent les créances à caractère fiscal.

Elles signifient simplement que sont applicables les dispositions :

- de l'article 1912 du code général des impôts relatif au tarif des frais de poursuites ;
- des articles L. 258 et L. 259 du livre des procédures fiscales relatifs à l'exercice des poursuites.

1.1. LE COMMANDEMENT

Le premier acte de poursuite est le commandement notifié au débiteur. Il vaut notification du titre de perception exécutoire et fait courir les délais d'opposition.

1.1.1. L'édition du commandement

Il est édité automatiquement dans le cadre de l'application REP pour les titres présents dans le fichier et qui répondent à des critères portant sur la catégorie de débiteur, le code contentieux, le montant restant dû à la date du traitement.

Les titres émis à l'encontre des débiteurs publics ou para-publics et les titres apurés par imputation des retenues sur traitements et pensions ne font jamais l'objet d'un commandement.

Font l'objet d'un commandement, les redevables de titres de perception qui ont reçu une lettre de rappel et pour lesquels aucun empêchement à poursuites n'est décelable à travers le code contentieux lorsque la gestion du recouvrement est informatisée.

Dans l'application REP, le commandement est édité sous forme de "liasse lire" lors du traitement mensuel, au début du 4ème mois qui suit la prise en charge des titres de perception émis par les ordonnateurs à l'encontre de redevables privés (catégorie 1).

Le commandement porte les renseignements suivants (annexe 15) :

- références du titre de perception exécutoire ;
- date d'émission ;
- montant exigible ;
- versements effectués ;

- reste à recouvrer ;
- coût du commandement ;
- total à payer.

Les titres mentionnent automatiquement le montant des frais de commandement ainsi que la date de sa notification.

Le département informatique imprime les nom et adresse du redevable sur les feuillets relatifs à l'avis de passage et à la preuve de la distribution par La Poste.

1.1.2. L'envoi du commandement

Il est à noter que le commandement de payer est considéré comme régulièrement notifié, lorsqu'il est distribué à domicile, non réclamé ou refusé.

Le commandement édité dans l'application REP est envoyé au redevable par le département informatique. Les comptables, notamment ceux des budgets annexes qui ne disposent pas de l'application REP, adressent leurs commandements par La Poste.¹

1.1.3. Les documents annexes

Le département informatique édite :

- le commandement ;
- le bordereau de remise des commandements, destiné au bureau de dépôt de La Poste ;
- l'état des redevables poursuivis par voie de commandement.

1.1.4. Le résultat de la notification du commandement

Comme tout acte de procédure, le commandement ne produit ses effets qu'à partir du moment où il a été régulièrement notifié au redevable.

1.1.4.1. Si la lettre recommandée a été régulièrement notifiée, trois possibilités peuvent se présenter

Le contribuable règle sa dette en totalité et le compte sera ainsi soldé : émargement du fichier REP.

Il ne règle pas sa dette en totalité et demande des délais de paiement, présente une réclamation ou fait opposition et les poursuites seront suspendues : dans ce cas, la mise à jour du code contentieux doit être effectuée.

Le redevable ne réagit pas à la notification. Cas traité au paragraphe 1.2.

Le trésorier-payeur général doit, dans ce cas, continuer à exercer les poursuites prévues par le code de procédure civile.

Si dans le délai de deux ans suivant le commandement de payer, aucun acte de poursuite quel qu'il soit, ou règlement partiel n'est intervenu, la saisie vente ne peut être valablement engagée que sur un nouveau commandement.

¹ Cf. Instruction codificatrice sur le recouvrement contentieux et les procédures fiscales et civiles d'exécution.

1.1.4.2. Si la lettre recommandée n'a pas pu être notifiée au redevable, les frais de commandement calculés automatiquement doivent être annulés dans le fichier au moyen de la transaction appropriée. Il appartient au trésorier-payeur général de procéder à des recherches, notamment en adressant des demandes de renseignements aux diverses autorités susceptibles d'en obtenir, de façon à localiser le redevable

1.2. LES POURSUITES POSTÉRIEURES AU COMMANDEMENT

Parmi les titres ayant fait l'objet d'un commandement, et pour lesquels aucun recouvrement n'a été constaté, le trésorier-payeur général prépare la suite des opérations de poursuites et prend toute mesure utile au recouvrement de la créance.

Les procédures propres aux poursuites effectuées après le commandement sont décrites dans l'instruction codificatrice sur le recouvrement contentieux et les procédures civiles et fiscales d'exécution.

Il appartient au comptable chargé du recouvrement de procéder aux poursuites les plus opérantes en fonction des renseignements qu'il détient, notamment par voie de saisie qu'il transmet aux agents de poursuites¹.

Dans ce dernier cas il saisit, le cas échéant, dans l'application informatique le code contentieux correspondant et surveille l'exécution de la saisie. Dans l'application REP, il saisit le code contentieux 40 "Etat de saisie remis à l'huissier".

L'application assure l'édition automatique des états de poursuites par voie de saisie ainsi que des états de poursuites extérieures. Ces traitements sont réalisés à la demande à partir d'une sélection de titres validée par le service recouvrement.

1.3. L'ÉTAT DE POURSUITES EXTÉRIEURES

L'utilisation de cette procédure n'est prévue qu'entre comptables directs du Trésor. Elle ne peut donc pas être utilisée par les comptables des budgets annexes et les comptables spéciaux sauf pour les recouvrements à l'étranger ; seule cependant, l'Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement (ACSIA) peut, à titre dérogatoire, utiliser la procédure de l'état de poursuites extérieures.

Cette procédure est aussi utilisable pour le recouvrement à l'étranger des créances des budgets annexes et des comptables spéciaux de l'Etat.

En revanche, elle ne l'est pas pour les correspondants du Trésor.

1.3.1. Le débiteur est domicilié hors du département

Le principe d'exercice du recouvrement forcé par le trésorier-payeur général assignataire connaît une exception, l'état de poursuites extérieures prévu par l'instruction n° 91-104 A-M du 6 septembre 1991.

¹Seuls les comptables directs du Trésor peuvent en principe recourir aux agents-huissiers du Trésor. Cependant, les agents-huissiers du Trésor peuvent le cas échéant diligenter des poursuites pour le compte d'autres comptables publics que ceux du Trésor. C'est le cas pour les agents de poursuites de huit départements (Drôme, Gironde, Nord, Pas-de-Calais, Rhône, Paris (15ème), Yvelines, Hauts-de-Seine), qui, depuis le 1er juillet 1997, sont autorisés à titre expérimental, à mettre en oeuvre des procédures de saisie mobilière pour le compte des receveurs des impôts et des douanes.

Lorsque le débiteur est domicilié ou réside en dehors du département d'assignation du titre, le trésorier-payeur général doit faire prendre les mesures nécessaires au recouvrement par son collègue du département du nouveau domicile du débiteur. Il établit à cette fin un état de saisie pour le montant des sommes restant dues et des frais non recouvrés. Cet état de poursuites est adressé avec une copie de l'état exécutoire au trésorier-payeur général territorialement compétent, à charge pour lui d'en poursuivre le recouvrement.

Dans le cas d'une procédure d'interface de prise en charge des titres, une copie de la feuille du bordereau journalier ainsi qu'un extrait du feuillet faisant apparaître le titre en cause, sont à joindre à l'appui de l'état de poursuites extérieures.

Le trésorier-payeur général assignataire n'apporte aucune modification à ses prises en charge car l'assignation du titre n'est pas modifiée. Le service doit cependant saisir dans l'application REP le code contentieux 45 "Etat de poursuites extérieures", ainsi que le numéro codique du trésorier-payeur général auquel le recouvrement du titre a été confié.

Le trésorier-payeur général du nouveau département est chargé d'effectuer le recouvrement pour le compte de son collègue assignataire auquel il transfère les encaissements selon la procédure habituelle.

La liste des titres non soldés, éditée chaque mois par le département informatique, permet de relancer les trésoriers-payeurs généraux auxquels ont été confiés des titres dont le recouvrement n'a pas abouti.

1.3.2. Le départ du redevable à l'étranger

Une copie du titre de perception est transmise selon les cas au trésorier-payeur général pour l'étranger au payeur général, payeur ou trésorier auprès de l'ambassade de France du pays concerné lorsque ce poste existe¹. Le code contentieux 45 est saisi dans l'application REP.

1.4. LE CAS PARTICULIER DES DÉBITEURS DE CATÉGORIE 2

Les débiteurs de catégorie 2 sont des débiteurs de l'Etat dont la nature juridique ou les relations particulières qu'ils entretiennent avec l'administration font obstacle à l'exercice des voies d'exécution.

La qualité de débiteur public s'applique aux collectivités et organismes suivantes :

- administrations et services de l'Etat disposant ou non de l'autonomie financière ;
- collectivités territoriales (commune, département, région) et les établissements publics qui leur sont rattachés ;
- établissements publics locaux d'enseignement ;
- établissements publics nationaux soumis aux règles de la comptabilité publique définies par le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié, quelle que soit la catégorie (administrative, industrielle et commerciale ou scientifique et culturelle) à laquelle ils appartiennent.

A contrario, compte tenu des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont applicables, les établissements et entreprises publics non soumis aux règles de la comptabilité publique n'entrent pas dans cette catégorie. C'est le cas, notamment, d'organismes constitués sous forme de sociétés de droit privé, même lorsque leur capital appartient à l'Etat.

¹ Sous le titre I chapitre 3 § 1.

1.4.1. Les voies d'exécution de droit privé sont inapplicables

Les voies d'exécution de droit privé sont inapplicables à l'encontre des personnes publiques, selon le principe constant, en droit public, que l'administration s'exécute volontairement et acquitte ses dettes de bonne foi. Par ailleurs, les biens du domaine public sont inaliénables et imprescriptibles.

Dans ces conditions, aucune procédure d'exécution ne doit être mise en oeuvre à l'encontre des personnes publiques.

En l'absence d'un paiement total à la fin du mois qui suit celui de la prise en charge, ces débiteurs reçoivent une lettre de relance. Aucune relance automatique n'est prévue dans l'application REP pour ces redevables. Or l'envoi d'une lettre de rappel est un des moyens d'interrompre la prescription à l'encontre des débiteurs publics. En effet l'article 2 alinéa 1er de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics (annexe n 16) précise que "la prescription est interrompue par toute demande de paiement ou toute réclamation écrite adressée par un créancier à l'autorité administrative dès lors que la demande ou la réclamation a trait au fait générateur, à l'existence, au montant ou au paiement de la créance".

1.4.2. Les voies administratives du recouvrement

En dépit de l'absence de possibilité d'entreprendre des poursuites de droit commun à l'encontre des débiteurs publics, des procédures administratives peuvent être mises en œuvre par les comptables du Trésor.

☞ Lorsque le titre de perception est émis à l'encontre d'une collectivité territoriale, d'un établissement public local, ou d'un établissement public local d'enseignement et lorsqu'il s'agit d'une dépense obligatoire c'est-à-dire prévue par la loi il convient d'engager la procédure d'inscription d'office au budget de la collectivité territoriale, prévue par la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. En effet, les articles 12 et 53 (codifiés dans le Code des Juridictions Financières sous les articles L 1612-15 et suivants) précisent qu'à défaut de mandatement d'une dépense obligatoire par le Maire ou le Président du conseil général ou régional dans le mois suivant la mise en demeure qui lui en a été faite par le représentant de l'Etat, celui-ci y procède d'office.

☞ Lorsque le titre de perception est émis à l'encontre de l'Etat, il convient en l'absence de règlement après l'envoi d'une lettre de rappel, de saisir la direction de la comptabilité publique sous le timbre du Bureau C2 par l'envoi complet du dossier afin qu'une mise en demeure soit adressée au ministère débiteur en vue du règlement du titre de perception.

Cette démarche administrative doit être effectuée le plus rapidement possible après l'envoi du titre de perception, surtout si le ministère créancier peut encore bénéficier d'un rétablissement de crédit.

En effet, l'article 7 de l'arrêté du 2 juin 1986 modifié précise que les services de l'Etat ne peuvent bénéficier de rétablissements de crédits pour les chapitres de dépenses ordinaires que jusqu'à la fin de la gestion suivant celle qui a supporté la dépense. Pour les dépenses de personnel, ce délai est limité à l'année de la dépense.

☞ Lorsque le titre de perception est émis à l'encontre d'un établissement public national, il convient de saisir également le bureau C2 afin qu'une injonction de payer soit adressée au ministère de tutelle concerné, pour qu'il provoque le mandatement d'office des sommes impayées, conformément à l'article 170 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié ; cet article précise, en effet, que "lorsque l'ordonnateur refuse d'émettre un ordre de dépense, le créancier peut se pourvoir devant le ministère de tutelle. Celui-ci procède, s'il y a lieu, au mandatement d'office dans la limite des crédits ouverts".

L'article 170 de ce décret ne s'applique qu'aux établissements publics administratifs (EPA) et aux établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST).

Les établissements publics à caractère scientifique culturel et professionnel sont régis quant à eux par le décret n° 94-39 du 14 janvier 1994 qui dispose en son article 43 : *"Lorsque l'ordonnateur ne procède pas, en temps utile, à l'engagement des dépenses de l'établissement, le recteur d'académie, chancelier, ou pour les établissements qui lui sont rattachés, le ministre chargé de l'enseignement supérieur peut, à la demande du créancier ou de sa propre initiative et après mise en demeure restée sans effet, se substituer à lui pour procéder d'office à l'engagement et au mandatement de ces dépenses ; il peut, à cet effet, désigner un délégué spécial".*

S'agissant des chambres d'agriculture, l'arrêté financier du 27 octobre 1987 prévoit en son article 21 que lorsque l'ordonnateur refuse d'émettre un ordre de dépense, le créancier peut se pourvoir devant le Préfet territorialement compétent qui procède, s'il y a lieu, au mandatement d'office dans la limite des crédits ouverts.

Pour ce qui est des établissements publics nationaux à caractère industriel et commercial (EPC), il n'existe pas de disposition en la matière dans le décret du 29 décembre 1962. Selon l'instruction générale M9-5 sur la réglementation financière et comptable des EPIC, lorsque l'établissement ne donne pas suite aux demandes de règlement des créanciers, ces derniers peuvent s'adresser au ministre de tutelle ; et, si le règlement particulier de l'établissement le prévoit, il est alors procédé à l'inscription d'office des crédits ou au mandatement d'office des sommes dues dans la limite des dotations inscrites.

2. LES FRAIS DE POURSUITES

2.1. LES FRAIS DE POURSUITES À LA CHARGE DU DÉBITEUR

2.1.1. La liquidation

L'envoi des commandements donne lieu automatiquement à liquidation des frais prévus à l'article 1912 du code général des impôts (3 % de la somme restant due, avec un minimum de 50 F). Ils sont rattachés au titre concerné et pris en charge dans l'application REP à un compte fictif (411999), non ouvert en comptabilité générale de l'Etat, mais avec la spécification 805-12 correspondant à la ligne de recettes.

Les frais correspondant aux actes de poursuites postérieurs au commandement sont liquidés par le trésorier-payeur général, puis pris en charge au compte fictif.

2.1.2. Le recouvrement

Lors de la constatation de recouvrements sur des titres auxquels sont rattachés des frais de poursuites, l'imputation des versements se fait en priorité sur ces frais.

Ces opérations sont retracées au journal des encaissements au compte 901-590 "Budget général - Recettes - Divers - Année courante" spécification 805-12 "Recettes accidentelles à différents titres sur frais de poursuites exercées sur produits non fiscaux".

2.1.3. L'annulation des frais

Les frais de poursuites sont annulés, partiellement ou totalement, par le trésorier-payeur général en cas de liquidation à tort (commandement non notifié par exemple) ou de décision (réduction, annulation, admission en non-valeur) concernant le titre. Aucune écriture comptable ne doit intervenir compte tenu de la prise en charge initiale des frais à un compte fictif.

2.1.4. La remise gracieuse des frais de poursuites

Aux termes de l'article 87 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, les poursuites, engagées pour le recouvrement des titres de perception relatifs aux créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, sont exercées comme en matière d'impôts directs.

Dans ces conditions, les remises gracieuses de frais de poursuites afférents à ces créances doivent intervenir selon les modalités prévues pour les remises gracieuses de frais de poursuites à la charge des débiteurs d'impôts directs.

2.2. LES FRAIS DE POURSUITES EXPOSÉS EN VUE DU RECOUVREMENT

Les dépenses relatives aux poursuites engagées par les comptables du Trésor sont payées dans les conditions fixées pour les frais que peut occasionner le recouvrement des contributions directes et produits assimilés.

Les dépenses sont imputées par les trésoriers-payeurs généraux au débit du compte 900.00 : "Budget général - Dépenses - Dépenses payables sans ordonnancement - Dépenses ordinaires des services civils", ouvert au budget des charges communes au chapitre 15.03 "Frais de poursuites et de recouvrement contentieux".

Ce sont des dépenses payées par le trésorier-payeur général pour son compte, sans délégation de crédits, sans ordonnancement préalable et sans visa des contrôleurs financiers.

Les pièces justificatives des dépenses imputées au budget de l'Etat sont adressées trimestriellement à la direction de la comptabilité publique.

3. LES SÛRETÉS : L'HYPOTHÈQUE

L'article 1er de la loi du 21 décembre 1963 portant loi de finances rectificative pour 1963 (annexe 17) a prévu la possibilité d'une inscription hypothécaire dans le cas d'un acquiescement du débiteur au titre de perception exécutoire.

A défaut d'acquiescement exprès, et sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, l'absence d'opposition à état exécutoire à l'issue du délai de recours contentieux, peut être considéré comme un acquiescement tacite.

L'hypothèque susceptible d'être prise pour garantir le recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine peut être légale ou judiciaire.

Par ailleurs, une hypothèque judiciaire peut être inscrite pour le recouvrement des décisions de justice, sur la base de l'article 2123 du code civil et pour le recouvrement des arrêtés de débet.

Les différentes modalités d'application de l'hypothèque légale du Trésor sont exposées dans l'instruction codificatrice n° 92-60 A du 20 mai 1992 (1ère MAJ-93-85-A du 20 juillet 1993) relative aux sûretés réelles et personnelles du Trésor.

3.1. LES CRÉANCES GARANTIES

L'hypothèque garantit le recouvrement :

- des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine en principal ;

- des intérêts lorsque ces derniers peuvent être réclamés ; il s'agit, dans ce cas, des intérêts échus à la date d'inscription et des intérêts pour les trois années à venir aux termes de l'article 2151 du code civil ;
- des frais de poursuites.

3.2. LA PÉRIODE D'INSCRIPTION

L'inscription de l'hypothèque légale ne peut être faite qu'à partir du jour où le débiteur a acquiescé à l'état exécutoire émis à son encontre.

L'inscription peut avoir lieu tant que la créance du Trésor n'est pas prescrite.

3.3. LES PERSONNES DONT LES IMMEUBLES SONT GREVÉS

L'hypothèque grève les immeubles des débiteurs aux noms desquels ont été émis les titres de perception, qu'il s'agisse de personnes physiques ou de personnes morales.

Elle ne s'étend qu'aux biens appartenant en propre au redevable, mais elle atteint tous ses biens, immobiliers par nature ou par destination, qu'ils appartiennent au débiteur dès l'émission de l'état ou qu'ils deviennent sa propriété ultérieurement. Toutefois, dans ce dernier cas, et par suite de l'impossibilité d'inscrire une hypothèque sur les biens à venir, il convient de procéder à des inscriptions complémentaires.

En vertu de la règle de la spécialité (article 2146 du code civil), elle n'atteint que les immeubles désignés dans l'inscription. C'est le comptable chargé du recouvrement qui détermine le ou les immeubles sur lesquels doit être inscrite l'hypothèque, compte tenu de leur valeur respective, des hypothèques déjà inscrites et du montant de la créance à recouvrer.

CHAPITRE 3

LA COMPENSATION LÉGALE

1. LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DE LA COMPENSATION LÉGALE

1.1. LE CADRE GÉNÉRAL

L'article 1289 du Code Civil précise que "lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il s'opère entre elles une compensation qui éteint les deux dettes...".

En conséquence, lorsque l'Etat détient une créance sur une personne en vertu d'un titre de perception (un trop perçu sur traitement par exemple) et que cette dernière est elle-même créancière de l'Etat (qui lui verse un traitement), la compensation s'opère de plein droit par la seule force de la loi, même à l'insu des parties, comme le précise l'article 1290 du Code Civil. Les deux dettes s'éteignent réciproquement, à concurrence de leurs quotités respectives.

1.2. LES FORMALITÉS À RESPECTER

La compensation s'opérant de plein droit par la seule force de la loi et même à l'insu des débiteurs, il n'y a pas lieu de respecter de formalisme particulier.

Cependant, lorsque la compensation légale est utilisée pour solder un titre de perception, il convient d'en aviser le redevable par une lettre simple.

2. LES CONDITIONS PARTICULIÈRES EXIGÉES PAR LA JURISPRUDENCE

2.1. LA COMPENSATION NE PEUT AVOIR LIEU QU'ENTRE UNE DETTE ET UNE CRÉANCE DE MÊME NATURE JURIDIQUE

Bien que l'article 1291 du Code Civil précise que la compensation peut avoir lieu entre des dettes ayant également pour objet une somme d'argent, des conditions particulières sont exigées par la jurisprudence pour qu'elle s'opère au profit de personnes publiques.

En effet, le Conseil d'Etat estime que la compensation ne peut avoir lieu qu'entre des dettes et des créances ayant la même nature juridique.

Ainsi, il ne sera pas possible d'opérer la compensation légale entre le traitement versé par l'administration à l'un de ses agents et une dette représentative d'un usage "abusif" du téléphone de l'administration par exemple.

En revanche, la compensation légale peut s'opérer entre le traitement versé par l'administration à l'un de ses agents et :

- un trop-perçu sur rémunération ;
- un trop-perçu d'allocations diverses versées sur le traitement, par exemple.

2.2. LA COMPENSATION LÉGALE N'EST POSSIBLE QUE SUR LA PARTIE SAISSABLE DU SALAIRE

Bien que l'article 1290 du Code Civil précise qu'en application de la compensation légale les deux dettes s'éteignent réciproquement jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives, il convient que la somme ainsi prélevée ne dépasse pas la quotité insaisissable des salaires.

3. LES VOIES DE RECOURS

Si le redevable estime que les conditions de la compensation légale ne sont pas réunies, il peut former une opposition à poursuites en application de l'article 6 du décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992.

Cette opposition peut être formée après la réception de la lettre avisant le redevable que la compensation va être opérée ou après que cette dernière ait été effectuée.

TITRE 3

LE CONTENTIEUX

DU RECOUVREMENT

Les titres de perception peuvent faire l'objet d'opposition en exécution de l'article 87 du décret du 29 décembre 1962.

Le débiteur peut contester :

- soit la régularité en la forme d'un acte de poursuite ;
- soit l'existence, le montant ou l'exigibilité de la créance que le Trésor prétend détenir à son encontre.

Les arrêtés de débet ainsi que les décisions de justice ne peuvent faire l'objet que d'une opposition à poursuites.

Dans le premier cas, le redevable critique un acte de poursuites effectué contre lui, sans mettre en cause le fond du droit invoqué par l'Etat : c'est l'opposition à poursuites ; dans le second cas, il conteste l'existence de la dette qui sert de fondement aux poursuites, son montant ou son exigibilité : c'est l'opposition à titre de perception.

Le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 a fixé dans sa deuxième partie (articles 6 à 9) les conditions dans lesquelles il est statué sur les diverses oppositions.

CHAPITRE 1

LES OPPOSITIONS À POURSUITES

1. LA DÉFINITION DE L'OPPOSITION À POURSUITES

L'opposition à poursuites est une contestation qui n'est susceptible de viser que la validité en la forme d'un acte de poursuites. Elle concerne toutes les contestations formulées, contre le commandement, ou les actes de poursuites subséquents.

L'opposition à poursuites est toujours de la compétence du juge de l'exécution.

2. LES FORMES ET DÉLAIS DE L'OPPOSITION À POURSUITES

L'article 7 du décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 précise que les oppositions à poursuites doivent être adressées "appuyées de toutes justifications au comptable qui a pris en charge l'ordre de recettes".

En conséquence le débiteur qui conteste la validité en la forme d'un acte de poursuites ne peut pas formuler directement sa contestation devant le juge de l'exécution ; il doit, à peine de nullité, adresser en premier lieu sa réclamation au comptable assignataire de l'ordre de recette.

Cette réclamation, dite "mémoire préalable", doit être "appuyée des justifications utiles". Cette rédaction de l'article 7 implique que le requérant ne peut faire état, devant le tribunal, de pièces autres que celles produites au soutien du mémoire préalable.

La contestation de la validité en la forme d'un acte de poursuites doit être déposée dans les deux mois qui suivent la notification de l'acte dont la régularité est contestée (Article 8 (2e) du décret de 1992).

Le trésorier-payeur général délivre reçu de la réclamation et statue dans un délai de deux mois. A défaut d'une décision notifiée dans ce délai, la réclamation est considérée comme rejetée.

Le redevable peut saisir le juge de l'exécution dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision prise sur sa réclamation ou, à défaut de cette notification, à l'expiration du délai dont disposait l'autorité compétente pour statuer.

Lorsque les poursuites sont exercées dans un autre département, en application de la procédure de l'état de poursuites extérieures, c'est le comptable destinataire de cet état qui est chargé du recouvrement, qui mène les poursuites (instruction n° 91-104-A-M du 6 septembre 1991).

C'est donc ce comptable qui recevra l'opposition à poursuites et non le comptable ayant pris en charge l'ordre de recettes.

Afin de respecter l'article 7 précité, le comptable chargé du recouvrement devra transmettre le plus rapidement possible (télécopie par exemple) à son collègue qui a pris en charge l'ordre de recettes, l'opposition à poursuites, afin qu'il délivre au redevable le reçu de la réclamation.

Cependant, c'est au comptable chargé du recouvrement en vertu de l'état de poursuites extérieures, de statuer sur l'opposition à poursuites, étant mieux à même de connaître le dossier que son collègue qui a pris en charge le titre de perception.

3. LES EFFETS DE L'OPPOSITION À POURSUITES

Elle suspend le recouvrement ; seules peuvent être prises les mesures conservatoires strictement indispensables pour sauvegarder les droits du Trésor.

Le recouvrement est suspendu jusqu'au prononcé du jugement (en cas de saisine de la juridiction compétente) ou jusqu'à l'expiration du délai de deux mois dont dispose le redevable pour saisir cette juridiction.

Le trésorier-payeur général saisit donc dans l'application REP le code contentieux "Opposition en cours d'instruction" (code 33). Ce code sera maintenu pendant toute la durée de suspension du recouvrement. Lors de la décision prise sur l'opposition, il sera remplacé par le code contentieux adapté à la situation du recouvrement.

Dès que le trésorier-payeur général est informé qu'à la suite du rejet d'une opposition à poursuites, le juge de l'exécution a été saisi, il prend les mesures nécessaires à la représentation et à la défense des intérêts de l'Etat, y compris en appel.

Le code contentieux "Opposition en cours d'instruction" est à nouveau saisi dans l'application REP.

Lorsque le Trésor a succombé en appel, ou lorsque le redevable s'est pourvu en cassation, le trésorier-payeur général adresse sans délai le dossier complet à la Direction, sous le timbre du bureau 4B - Conseil Juridique.

CHAPITRE 2

L'OPPOSITION À EXÉCUTION

1. LA DÉFINITION DE L'OPPOSITION À TITRE DE PERCEPTION EXÉCUTOIRE

L'opposition à titre de perception est une contestation portant sur l'existence de la créance, son montant ou son exigibilité, formulée par un débiteur après que l'ordre de recette lui a été notifié.

Elle se distingue de la réclamation, qui peut être formulée dans la phase de liquidation et avant notification du titre de perception, et qui concerne les difficultés qui peuvent opposer le service liquidateur et le redevable lorsqu'il est procédé à un recouvrement amiable préalable à l'émission du titre. Le règlement de ces difficultés s'effectue suivant des procédures le plus souvent particulières à chaque catégorie de créances, exposées dans les instructions administratives afférentes à la liquidation de ces créances.

Le contentieux de la constatation et de la liquidation des créances relève selon la nature particulière de chaque créance et son fait générateur de la compétence, soit des tribunaux judiciaires, soit des tribunaux administratifs. En raison de la diversité des faits générateurs, il n'est pas possible de retracer l'ensemble des règles complexes de la compétence *ratione materiae*. Ces règles font l'objet d'instructions particulières à chaque produit.

En principe, ce n'est que lorsque ce contentieux est de nature judiciaire qu'il est suivi par l'Agent Judiciaire du Trésor (cf. article 38 de la loi du 3 avril 1955 en annexe 22).

Lorsque l'instance est de la compétence des tribunaux administratifs, elle doit être suivie directement par le service liquidateur de la créance contestée, qui notifie la décision du tribunal au comptable assignataire.

2. LES TITRES DE PERCEPTION SUSCEPTIBLES DE FAIRE L'OBJET D'UNE OPPOSITION À EXÉCUTION

En application de l'article 6 du décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 seuls les titres de perception mentionnés à l'article 85 du décret du 29 décembre 1962 peuvent faire l'objet d'une opposition à exécution.

Les autres titres de perception constitués par :

- les décisions de justice ;
- les décisions des autorités administratives indépendantes auxquelles la loi donne la force d'un jugement ;
- les arrêtés de débet,

ne peuvent faire l'objet d'une opposition à exécution. En revanche, leur recouvrement est susceptible d'engendrer une opposition à poursuites.

La raison essentielle de cette exclusion de l'article 85 est que le recouvrement s'effectue sur la base de la décision de justice qui constitue le seul titre exécutoire. Les titres de perception pour le recouvrement de ces décisions sont émis pour des raisons comptables, ils ne créent aucun droit au profit du Trésor, ni de préjudice à l'encontre du débiteur. (Ce titre de perception n'a d'ailleurs pas à être notifié au débiteur).

Les seules voies de recours dont dispose le débiteur sont l'appel ou le pourvoi en cassation, ou tout autre recours prévu par la loi.

Lorsque le jugement est passé en force de chose jugée, seule l'opposition à poursuites après le premier acte de poursuite est possible.

3. LA FORME ET LE DÉLAI

Une réclamation préalable doit être faite sur papier libre et appuyée des justifications utiles. Elle est adressée au comptable assignataire.

La réclamation doit être déposée dans les deux mois qui suivent la notification du titre ou, à défaut, du premier acte de poursuite qui en procède.

C'est pourquoi, lors de la notification du commandement et en l'absence de notification du titre de perception, le redevable est informé qu'il dispose de deux mois pour adresser sa réclamation au comptable assignataire.

Ce comptable délivre reçu de la réclamation et informe l'intéressé que l'autorité compétente statuera dans un délai de six mois.

4. L'INSTRUCTION DE LA REQUÊTE

4.1. L'INSTRUCTION PAR LE COMPTABLE

Si la réclamation porte sur :

- l'exigibilité de la somme réclamée ;
- le montant de la créance, compte tenu des paiements effectués ;
- l'obligation de payer, par exemple compte tenu de l'intervention éventuelle de la prescription de l'action en recouvrement.

le comptable qui a pris en charge le titre, instruit la réclamation.

Il consulte, en tant que de besoin, le service liquidateur de la créance.

Il statue et notifie sa décision au redevable dans le délai de six mois à compter de la réception de la réclamation.

4.2. L'INSTRUCTION PAR LE SERVICE LIQUIDATEUR DE LA CRÉANCE

Les réclamations relatives à la constatation et à la liquidation de la créance ainsi que celles ayant trait à la prescription avant émission du titre relèvent de la compétence du service liquidateur, auquel le comptable qui a pris en charge le titre transmet immédiatement la réclamation.

Il informe le service en cause de la date de réception de la réclamation et lui rappelle qu'il dispose d'un délai de six mois à compter de cette date pour répondre directement à l'intéressé. Une copie de la décision prise sera transmise par l'ordonnateur au comptable.

Désormais, la procédure pré-contentieuse de la réclamation ne relève plus de l'Agent Judiciaire du Trésor qui, devra cependant défendre les intérêts de l'Etat lorsque le débiteur saisit le juge en application de l'article 9 du décret du 29 décembre 1992.

En conséquence, lorsqu'une réclamation susceptible de déboucher sur un contentieux judiciaire est transmise au service liquidateur pour décision, il peut être opportun d'inviter les ordonnateurs à consulter le Service Juridique et de l'Agence Judiciaire du Trésor, qui exerce une mission de conseil et d'assistance pour le règlement des difficultés juridiques.

Si l'ordonnateur répond au requérant, il devra adresser sa réponse par recommandé avec avis de réception en vue de déterminer de façon certaine le délai de saisine de la juridiction compétente.

5. LES EFFETS DE L'OPPOSITION

Le trésorier-payeur général saisit dans l'application REP le code contentieux «opposition en cours d'instruction» (code 33). Ce code sera maintenu pendant toute la durée de suspension du recouvrement.

Le recouvrement est suspendu jusqu'au prononcé du jugement (en cas de saisine de la juridiction compétente par le redevable suite à un refus de l'ordonnateur) ou jusqu'à l'expiration du délai de deux mois à compter de la décision de l'ordonnateur, dont dispose le redevable pour saisir cette juridiction.

Lors de la décision prise sur l'opposition, il sera remplacé par le code contentieux adapté à la situation du recouvrement.

A défaut de notification d'une décision de l'autorité compétente dans un délai de six mois à compter de la réception de l'opposition ou en cas de rejet de sa requête, le débiteur peut saisir la juridiction compétente dans un délai de deux mois.

La juridiction compétente pour connaître de l'opposition au titre varie avec la nature du contentieux de la créance. Ce contentieux est tantôt judiciaire, tantôt administratif. Le mode selon lequel l'Etat peut, en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine, se procurer le titre n'a pas, en effet, d'influence sur la nature du contentieux propre à chaque créance.

Dans tous les cas, le Trésor est désormais contraint de défendre sa prétention et de justifier devant le juge compétent le bien-fondé de sa créance. Le Trésor est défendeur à l'opposition, mais demeure demandeur à l'action, qui est la conséquence logique de l'opposition, et qu'il forme en vue de faire lever cette opposition.

Quelles que soient la nature de la contestation et la juridiction compétente, l'opposition à titre exécutoire entraîne suspension du recouvrement par le comptable assignataire en application de l'article 6 du décret de 1992 et par conséquent, suspension de la prescription de la créance.

Pour déterminer l'autorité qui doit suivre l'instance, il faut distinguer suivant la nature du contentieux de la créance qui a fait l'objet du titre de perception :

- lorsque l'opposition déclenche une instance devant un tribunal administratif, c'est au ministre liquidateur ou à son représentant légal qu'il appartient de défendre l'instance en faisant, en qualité de demandeur à l'action, la preuve des droits de l'Etat ;
- lorsque l'opposition déclenche une instance devant le tribunal administratif alors que le comptable était compétent pour traiter de l'opposition, c'est à ce dernier de soutenir la prétention du Trésor ;
- en revanche, lorsque l'opposition déclenche une instance devant un tribunal de l'ordre judiciaire, c'est à l'agent judiciaire du Trésor qu'il appartient de défendre à l'instance et de soutenir la prétention du Trésor, en exécution des dispositions de l'article 38 de la loi du 3 avril 1955 susvisée.

Dans ces trois cas, le comptable assignataire, reste détenteur de la prise en charge de l'ordre de recette ; seul le délai de prescription est suspendu, le comptable étant empêché de recouvrer.

Dans l'application REP, le code contentieux "opposition en cours d'instruction" est à nouveau saisi.

5.1. LA SUSPENSION DU RECOUVREMENT ET LES ARTICLES R.118 ET R.125 DU CODE DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS (ANNEXE N° 18)

Les articles R.118 et R. 125 du Code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel indiquent que les requêtes devant les tribunaux administratifs et cours administratives d'appel n'ont pas d'effet suspensif.

L'article R.118 s'applique au contentieux administratif général, mais ne concerne pas le recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, régie par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992.

L'article 6 de ce décret prévoit que les oppositions aux titres de perception et aux actes de poursuites suspendent le recouvrement. Ainsi, lorsqu'un titre de perception fait l'objet d'une opposition à exécution suivie d'une saisine du tribunal administratif, le recouvrement est suspendu jusqu'à l'intervention du jugement.

Après la décision du juge administratif, le recouvrement ne s'effectue plus en vertu du titre de perception, mais en application du jugement de première instance.

Si ce jugement de première instance fait l'objet d'un appel, il convient alors d'appliquer l'article R.125 du Code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel et de poursuivre le recouvrement.

5.2. LA SUSPENSION DU RECOUVREMENT ET L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT DU 5 MAI 1995 (SARL LAITERIE FROMARSAC) (ANNEXE N° 19)

L'avis du Conseil d'Etat du 5 mai 1995 prévoit que "si l'opposition formée contre un titre exécutoire devant la Juridiction compétente fait obstacle au recouvrement de la créance, l'intervention du jugement rejetant ladite opposition met fin à cet effet suspensif".

En cas d'appel du jugement rejetant ladite opposition, il convient donc de poursuivre le recouvrement (qui n'est plus suspendu) en application de l'article R.125 du Code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

6. LES CONSÉQUENCES DU JUGEMENT RENDU

Le comptable du Trésor est informé de la décision rendue par le tribunal, soit directement s'il a suivi l'instance, soit par l'intermédiaire du service ordonnateur, ou par l'Agent Judiciaire du Trésor qui lui adresse alors le dossier de l'affaire et le jugement intervenu. Celui-ci peut lui être signifié, par l'intermédiaire de la partie adverse.

Lorsque la prétention du Trésor n'a pas été admise par le juge, le comptable fait procéder à la réduction de la prise en charge dans ses écritures.

Si cette prétention a été admise, le comptable du Trésor poursuit le recouvrement contentieux en vertu du jugement. En conséquence, si le redevable fait appel du jugement, le comptable doit poursuivre le recouvrement, dès que le jugement lui a été notifié par le greffe, l'appel devant la cour d'appel administrative n'étant pas suspensif.

Lorsqu'une instance pour laquelle le comptable était compétent pour traiter de l'opposition doit être déferée à la cour administrative d'appel, le comptable détenteur de la prise en charge transmet le dossier à la direction, sous le timbre du bureau 4A, afin de statuer sur l'opportunité d'engager le recours.

CHAPITRE 3

LE REDRESSEMENT OU LA LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions des instructions relatives au recouvrement des impôts directs ¹ s'appliquent au recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, à l'exclusion bien entendu de celles spécifiques à l'impôt. Il en est de même de l'instruction n° 95-105-A34 du 13 octobre 1995 (complétée par l'instruction n° 97-102-A34 du 23 septembre 1997) relative à la prévention et au règlement amiable des entreprises en difficulté.

1. LA DÉCLARATION DES CRÉANCES

Dès que le comptable assignataire a connaissance de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, il lui appartient de déclarer la créance de l'Etat dans un délai de deux mois à compter de la publication du jugement d'ouverture au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales.

Compte tenu du délai de déclaration des créances, il existe pour l'administration de sérieux risques de se voir opposer la forclusion pour les créances de l'Etat qui n'ont pas encore fait l'objet d'ordres de recettes pris en charge dans les écritures d'un comptable du Trésor.

Or, la Cour d'Appel de Rennes, dans un arrêt du 8 novembre 1995 (annexe n° 26), a rejeté une déclaration de créances effectuée par un préfet, au motif que seuls les comptables publics sont habilités à déclarer les créances de l'Etat, même lorsque celles-ci possèdent un caractère conditionnel ou à terme.

En conséquence, cette décision remet en cause la position précédemment adoptée, selon laquelle les ordonnateurs peuvent déclarer à titre provisionnel les créances de l'Etat n'ayant pas encore fait l'objet de titres de recettes pris en charge dans les écritures du comptable du Trésor.

Par ailleurs, cet arrêt a rappelé qu'une créance du Trésor public qui n'est pas de nature fiscale ne peut, en aucun cas, bénéficier du régime de la déclaration provisionnelle prévue à l'article 50, alinéa 2, de la loi du 25 janvier 1985.

Dans ces conditions, les ordonnateurs qui, jusqu'à présent, déclaraient eux-mêmes, à titre provisionnel, les créances de l'Etat n'ayant pas fait l'objet de l'émission d'un titre de perception devront :

- soit communiquer au comptable assignataire les éléments lui permettant de procéder à la déclaration provisionnelle ;
- soit émettre immédiatement le titre de perception correspondant et le transmettre au comptable assignataire, en lui signalant l'ouverture d'une procédure collective d'apurement du passif à l'encontre du débiteur, pour qu'il puisse déclarer la créance à titre définitif.

¹ Instructions n° 87-44-A34 du 25 mars 1987
n° 88-79-A34 du 29 juin 1988
n° 89-24-A34 du 10 février 1989
n° 90-31-A34 du 9 mars 1990

2. LES REMISES GRACIEUSES

L'article 24 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 modifiée relative au redressement et à la liquidation des entreprises prévoit que des remises peuvent être consenties pour les créances du Trésor Public, dans des conditions précisées par décret en Conseil d'Etat.

L'article 181 du décret n° 85-1388 du 27 décembre 1985 modifié, relatif au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises, donne compétence pour accorder des remises aux comptables du Trésor et au ministre du budget lorsqu'il s'agit de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

Les avis que doit recueillir le ministre du budget en application du décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 sont remplacés par un avis donné par le comité du contentieux siégeant en formation restreinte.

TITRE 4

L'APUREMENT DES CRÉANCES EN

L'ABSENCE DE RECOUVREMENT

CHAPITRE 1

L'ADMISSION EN NON-VALEUR

Une distinction doit être opérée entre l'admission en non-valeur et la réduction ou l'annulation de l'ordre de recette.

En effet, la réduction ou l'annulation affectent une créance dans sa constatation ou sa liquidation. Il y a réduction ou annulation lorsque les services liquidateurs se sont trompés sur l'existence ou sur l'étendue des droits du Trésor.

L'admission en non-valeur a trait au seul recouvrement de la créance, sans mettre en cause son existence ou sa quotité ; elle peut intervenir lorsque les droits du Trésor, bien que justifiés, ne peuvent être exercés, lorsque le recouvrement de créances parfaitement fondées n'apparaît pas possible. C'est donc une mesure purement comptable, qui fait disparaître la prise en charge, sans modifier les droits de l'Etat à l'encontre du débiteur. S'il revient ultérieurement à meilleure fortune, le recouvrement doit être repris.

L'admission en non-valeur constitue par conséquent un constat de l'insolvabilité ou de la disparition du redevable. C'est une mesure d'ordre objective qui a pour effet de réduire les prises en charge du comptable, sans altérer la valeur juridique du titre de créance.

L'extinction d'une créance admise en non-valeur n'intervient que lors de sa prescription. Cela permet, dans ce délai, d'opérer des recouvrements si la situation du redevable le justifie.

La procédure d'admission en non-valeur est régie par le décret n° 92-1370 du 29 décembre 1992 (annexe n° 20).

1. LES RÈGLES D'ADMISSION EN NON-VALEUR

L'admission en non-valeur peut être demandée par le comptable lorsqu'il est en mesure de prouver l'irrecouvrabilité de la créance.

L'irrecouvrabilité de la créance peut être prouvée par toute pièce justifiant :

- de l'insolvabilité du débiteur ;
- de sa disparition ;
- de l'impossibilité d'opérer le recouvrement.

En l'absence de sûretés réelles ou personnelles les créances régulièrement déclarées, qui sont admises au passif d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire ou qui n'ont pas été vérifiées, peuvent également être présentées en non-valeur dès leur admission.

2. L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

C'est l'ordonnateur qui a émis l'ordre de recette.

2.1. LES ORDRES DE RECETTES ÉMIS PAR UN ORDONNATEUR PRINCIPAL

Lorsque des créances sont irrécouvrables, leur admission en non-valeur est prononcée par l'ordonnateur principal qui a émis l'ordre de recette, c'est-à-dire en règle générale le ministre ou l'ordonnateur principal du budget annexe.

Toutefois, les ministres peuvent donner délégation pour prononcer ces admissions en non-valeurs :

- aux préfets, représentants de l'Etat dans les départements, lorsque les ordres de recettes ont été pris en charge par un trésorier-payeur général ;
- aux ambassadeurs, lorsque les titres de recettes ont été pris en charge par un payeur général, un payeur ou trésorier auprès d'une ambassade de France, pour recouvrement à l'étranger.

Cette délégation est alors générale pour tous les préfets ou tous les ambassadeurs. Elle est effectuée par décret publié au Journal Officiel.

2.2. LES ORDRES DE RECETTES ÉMIS PAR UN ORDONNATEUR SECONDAIRE

Le préfet est l'unique ordonnateur secondaire des services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat dans le département, le préfet de région dans la région.

L'admission en non-valeur des créances irrécouvrables est donc prononcée par :

- le préfet lorsque l'ordre de recettes est relatif à l'activité des services de l'Etat dans le département ;
- le préfet de région pour les activités de niveau régional.

Toutefois, le préfet comme le préfet de région peuvent donner délégation dans les conditions citées au chapitre 1 du titre I à des fonctionnaires pour émettre des ordres de recettes. Cette délégation, sauf mention contraire expresse, attribue à ces délégataires le pouvoir de prononcer l'admission en non-valeur des créances pour lesquelles ils ont émis un ordre de recettes.

Lorsque les ordres de recettes ont été émis par un ordonnateur du ministère de la défense, c'est cet ordonnateur qui prononce l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables.

3. LA PROCÉDURE

3.1. LA DEMANDE D'ADMISSION EN NON-VALEUR

Lorsqu'une créance est irrécouvrable, il convient de saisir dans la zone "code contentieux" de l'application REP le code indiquant la demande d'admission en non-valeur (19,29, 39, 49).

En avril, août et novembre est édité un état qui récapitule les titres à présenter en non-valeur par ordonnateur et ligne budgétaire, en distinguant l'exercice courant et les exercices antérieurs. Cet état recense le numéro des titres, l'identification des débiteurs, les sommes à recouvrer et le motif de non-recouvrement. Il est adressé en double exemplaire à l'autorité compétente pour prononcer l'admission en non-valeur.

Pour les créances supérieures ou égales à 10 000 F en principal, le comptable joint à sa demande les pièces justifiant l'irrécouvrabilité : montant des revenus du débiteur, défaut d'inscription au fichier d'imposition des personnes (FIP) de la direction générale des impôts, attestation du représentant des créanciers etc... Pour les créances inférieures à 10 000 F, il appartiendra à l'autorité, si elle le juge, utile de demander la production de ces justifications.

L'état de demande d'admission en non-valeur est adressé en double exemplaire à l'autorité compétente qui en accuse immédiatement réception au comptable.

3.2. LA DÉCISION D'ADMISSION EN NON-VALEUR

Après examen des motifs d'irrécouvrabilité de la créance et, le cas échéant, demande d'explication complémentaire adressée au comptable, l'autorité compétente indique sur l'état reçu du comptable les créances admises en non-valeur et en arrête le montant. Cet état annoté vaut décision d'admission en non-valeur et est transmis au comptable.

La décision d'admission en non-valeur est assimilée à un titre de réduction et est traitée de la même façon, sans qu'un tel titre soit émis par l'ordonnateur, car :

- des recouvrements peuvent être intervenus depuis la demande du comptable, notamment en cas d'insolvabilité relative ¹ ;
- l'autorité compétente peut n'être pas l'ordonnateur, en cas de délégation du ministre aux préfets ou aux ambassadeurs.

A réception de l'exemplaire visé par l'autorité compétente, le trésorier-payeur général enregistre dans l'application REP ces admissions en non-valeur au moyen d'une transaction d'émargement. Cette opération a pour effet de réduire le montant des prises en charge.

L'ordonnateur est avisé par le comptable du montant de la réduction de prise en charge ainsi effectuée et annote en conséquence sa comptabilité administrative.

L'absence de réponse de l'autorité compétente dans un délai de six mois à compter de la réception de la demande d'admission en non-valeur, vaut, conformément à l'article 3 du décret n° 92-1370 du 29 décembre 1992, acceptation de celle-ci. Cette absence de réponse est constatée par le comptable sur un document (certificat administratif) qui, joint à l'accusé de réception signé par l'autorité compétente et à un exemplaire de sa demande, justifiera auprès de la Cour des Comptes l'admission en non-valeur de ces créances. Les opérations sont identiques pour l'accord exprès et pour l'accord tacite.

3.3. LA DÉCISION DE REFUS D'ADMISSION EN NON-VALEUR

Les décisions de refus d'admission en non-valeur doivent être motivées par l'autorité compétente. Elles sont notifiées au comptable concerné ainsi qu'au ministre du Budget ² qui, conformément à l'article 60 de la loi de finances pour 1963, peut seul mettre en jeu la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable engagée dès lors qu'une recette n'a pas été recouvrée.

Lorsqu'il est saisi du refus d'admission en non-valeur le ministre du Budget peut, soit demander un nouvel examen au ministre concerné, soit engager la responsabilité du comptable.

Le ministre compétent peut, soit maintenir le refus initial, soit prononcer l'admission en non-valeur. L'absence de réponse du ministre concerné dans un délai de six mois à compter de la demande du ministre du budget vaut acceptation de l'admission en non-valeur.

La mise en jeu de la responsabilité du comptable est effectuée par le ministre du Budget, conformément au décret n° 64-1022 du 29 septembre 1964 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptables publics.

Le comptable du Trésor dont la responsabilité est mise en jeu apure ses prises en charge en constatant un débit au compte n° 461.2 : "Débiteurs et créditeurs divers - Décaissements à régulariser, Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet", sous-compte 461-218 "Comptables - Autres déficits".

¹Créance recouvrée par retenues pendant de nombreuses années par exemple.

²Direction de la Comptabilité Publique - 139, rue de Bercy - 75572 Paris Cedex 12 Bureau C2 - Télédéc 741.

4. LES RECOUVREMENTS APRÈS ADMISSION EN NON-VALEUR

Les encaissements qui pourraient être effectués après l'admission en non-valeur d'une créance sont imputés :

- au compte n° 901.590 : "Budget général - Recettes - Divers - Année courante" Spécification 805.22 "Recettes accidentelles à différents titres- Recouvrements après admissions en non-valeur" si le produit de la créance devait revenir au budget général de l'Etat ;
- au compte du budget annexe ou au compte spécial du Trésor intéressé si le produit de la créance devait revenir à un budget annexe ou à un compte spécial du Trésor.

Ces encaissements ne sont pas retracés dans l'application REP.

CHAPITRE 2

LA REMISE GRACIEUSE

La remise gracieuse des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine se fonde sur la situation personnelle du redevable.

Elle doit être distinguée :

- de l'admission en non-valeur, accordée par l'ordonnateur, sur justification de l'insolvabilité ou de l'absence du débiteur ;
- de la transaction conclue par l'autorité compétente avec le redevable pour des motifs d'opportunité et avec des concessions réciproques ;
- de l'annulation ou de la réduction de titre, décidées par l'ordonnateur ou le juge, en l'absence de bien-fondé de la créance ou en cas d'erreur de liquidation.

Une créance faisant l'objet d'un recours contentieux ne peut donner lieu à remise tant que la juridiction compétente n'a pas statué ou que le redevable ne s'est pas désisté.

1. LES AUTORITÉS COMPÉTENTES

Il résulte de l'article 91 du décret du 29 décembre 1962 et des articles 10 à 12 du décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 (cf. annexe 3) que les remises gracieuses peuvent être prononcées par le comptable qui a pris en charge l'ordre de recette, le ministre du Budget, seul ou conjointement avec le ministre liquidateur, dans les limites de compétence fixées par les articles 10 à 12 du décret de 1992.

Aucune remise gracieuse ne peut être consentie par un ordonnateur ¹.

Si une demande de remise gracieuse est déposée auprès d'un ordonnateur, il appartient donc à ce dernier de la transmettre au comptable qui a pris en charge l'ordre de recette.

Le comptable assignataire instruit toutes les demandes, quel que soit le montant de la créance.

Les demandes en remises gracieuses des dettes envers l'Etat concernant les pensions et les accessoires ne sont pas traitées selon les dispositions de la présente instruction mais selon celles de l'instruction n° 68-80-B3 du 28 juin 1968 et des instructions qui l'ont modifiée.

1.1. LA DÉCISION PAR LE COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire peut accorder des remises gracieuses d'un montant au plus égal à 50 000 F, quel que soit le montant initial de la somme à recouvrer. Le seuil de 50 000 F s'apprécie pour le montant global de la remise (principal, accessoires et les frais de poursuites).

Dans l'hypothèse où plusieurs titres de perception de même nature sont émis à l'encontre d'un débiteur, il convient d'examiner globalement la requête et de transmettre au Bureau 4A (cellule CNAR) les dossiers pour lesquels il est envisagé d'accorder une remise gracieuse d'un montant supérieur à 50 000 F.

¹ Sauf procédure particulière expressément prévue par un texte réglementaire : ainsi la remise gracieuse des indus du revenu minimum d'insertion par le préfet, en vertu de l'article 36 du décret n° 88-1111 du 12 décembre 1988, est toujours préalable à l'émission d'un titre de perception. La remise gracieuse des taxes parafiscales est de la compétence du représentant qualifié de l'organisme bénéficiaire de la taxe parafiscale après avis du contrôleur d'Etat (instruction n° 84-36-A8-1 du 2 mars 1984).

Le trésorier-payeur général des créances spéciales du Trésor peut recevoir une délégation de signature du ministre du Budget pour consentir des remises gracieuses dont le montant pour une même dette n'excède pas 100 000 F.

Le comptable qui a pris en charge l'ordre de recettes est toujours compétent pour prononcer le rejet d'une demande en remise gracieuse.

Lorsque le comptable estime qu'une remise peut être accordée pour un montant supérieur à son seuil de compétence, il transmet la demande, appuyée de son avis motivé et, le cas échéant, de celui de l'ordonnateur au ministre du Budget, direction de la comptabilité publique (bureau C2 pour les comptables directs et spéciaux du Trésor, ainsi que pour les comptables des budgets annexes).

Les seuils de compétence étant d'application stricte, lorsqu'il n'apparaît pas opportun à la Direction d'accorder une remise supérieure à 50 000 F, le renvoi du dossier ne constitue pas une décision mais une invitation faite au comptable de statuer dans la stricte limite de ses compétences ; en d'autres termes, le comptable se prononcera sur l'opportunité d'accorder une remise gracieuse d'un montant au plus égal à 50 000 F.

Les recours contre les décisions du comptable sont transmis au ministre du Budget dans les mêmes conditions.

1.2. LA DÉCISION PAR LE MINISTRE DU BUDGET

Le ministre du Budget peut consentir sans avis complémentaire des remises, en principal et intérêts, dont le montant pour une même dette excède 50 000 F sans dépasser 100 000 F.

Il intervient également sur les recours formulés par les débiteurs contre les décisions des comptables.

Lorsqu'il estime qu'une remise d'un montant supérieur à 100 000 F peut être accordée, le ministre du Budget doit préalablement recueillir l'avis motivé du comité du contentieux.

Lorsqu'après avis du comité du contentieux, il apparaît que peut être accordée une remise en principal pour un montant supérieur à 200 000 F en principal, le ministre du Budget saisit pour avis le Conseil d'Etat.

Dans ce cas, la remise est prononcée après avis du Conseil d'Etat par arrêté conjoint du ministre liquidateur et du ministre du budget. Cet arrêté est publié au Journal Officiel.

1.3. LE RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR

Une décision de remise gracieuse du Trésorier-Payeur Général ou du Ministre chargé du Budget, peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative par la voie de l'excès de pouvoir, comme ce fut le cas dans l'arrêt LAROQUE du Conseil d'Etat du 14 avril 1995 (annexe 21).

2. L'INSTRUCTION DE LA DEMANDE

2.1. LA PROCÉDURE ORDINAIRE

La remise gracieuse doit être demandée par le redevable. Une demande en remise introduite par un tiers doit, en principe, être appuyée d'un document valant justification d'un mandat régulier.

Le comptable procède à une enquête sur la solvabilité du débiteur et, s'il le juge utile, peut demander l'avis de l'ordonnateur. Cet avis doit être obligatoirement demandé si le montant de la créance est supérieur à 100 000 F, le dossier de remise gracieuse étant alors susceptible d'être présenté au comité du contentieux.

Dans REP le code contentieux "Demande en remise gracieuse en cours d'instruction" (code 12, 22 ou 32) est saisi.

La durée de l'instruction étant généralement brève, des mesures conservatoires ne sont nécessaires que si des difficultés particulières sont susceptibles de retarder la décision.

Toutefois, le comptable devra prendre toutes dispositions utiles pour que soit engagé ou continué le recouvrement forcé de la créance si la demande en remise gracieuse apparaît comme un moyen dilatoire.

Par ailleurs, *les demandes en remise gracieuse n'ayant pas un caractère suspensif*, pendant la durée de l'instruction il convient d'inviter les intéressés à effectuer des versements, même minimes.

2.2. LA PROCÉDURE DÉROGATOIRE

Dans l'hypothèse de demandes nombreuses et pour des sommes de faible importance, la procédure d'instruction ordinaire, très complète, risque de devenir un obstacle à la bonne marche du service.

Une procédure simplifiée d'instruction des requêtes peut alors être mise en place pour des créances relatives à des sommes indûment payées par l'Etat, et lorsque le montant trop perçu par le redevable est inférieur ou égal au montant mensuel du salaire minimum de croissance (S.M.I.C.).

Lorsque les conditions requises sont remplies, le comptable est seul compétent pour apprécier l'opportunité de mettre en œuvre la procédure simplifiée, après avoir convenu de manière précise avec l'ordonnateur de leurs rôles respectifs.

La procédure simplifiée s'applique pour une durée d'une année au cours de laquelle l'ordonnateur prendra toutes dispositions utiles pour faire disparaître les causes des versements indus. A l'expiration de cette période annuelle, le comptable et l'ordonnateur compétent font le point de la situation.

La procédure simplifiée pourra être reconduite tant que le comptable l'estimera nécessaire.

Il sera toutefois rendu compte à la direction de la comptabilité publique sous le timbre du bureau C2, de toute reconduction de la procédure simplifiée due à des erreurs manifestes et répétées d'un service ordonnateur.

Le rôle de l'ordonnateur varie selon qu'il centralise ou non les demandes de remise gracieuse.

2.2.1. La centralisation des demandes par l'ordonnateur

L'ordonnateur informe par lettre le redevable :

- de la constatation de la créance de l'Etat .
- de la possibilité d'obtenir, sous certaines conditions, la remise gracieuse de sa dette.

A cette fin, devront être joints à la demande, de remise des documents justifiant les graves difficultés financières du débiteur, tels par exemple qu'une attestation de l'agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) et un certificat de non-imposition à l'impôt sur le revenu.

Pour simplifier au maximum les échanges de correspondances, il conviendra de proposer à l'ordonnateur un modèle de lettre qui, dûment complété par le redevable, sera renvoyé à l'ordonnateur et vaudra demande de remise gracieuse.

L'ordonnateur centralise les demandes des redevables et, avant transmission au trésorier-payeur général pour décision, vérifie si les pièces justificatives exigées ont été jointes. Le cas échéant, il lui appartient de reprendre l'attache du redevable pour compléter le dossier.

2.2.2. La centralisation des demandes par le comptable

Après constatation de la créance de l'Etat, l'ordonnateur communique au comptable une liste sur laquelle sont regroupés le nom, l'adresse et le montant de la dette de chaque redevable.

Dans cette hypothèse, il appartient au comptable d'effectuer toutes les opérations prévues ci-dessus et de recueillir, le cas échéant, l'avis de l'ordonnateur.

2.3. LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX FONDS DE CONCOURS ET RÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS

Le comptable recueille obligatoirement l'avis de l'ordonnateur qui a émis le titre si les sommes mises en recouvrement sont susceptibles de donner lieu à rattachement par voie de fonds de concours ou à rétablissement de crédit.

Cet avis fait apparaître, sans que l'ordonnateur ait à se préoccuper de la solvabilité du débiteur, tous les éléments qui seront de nature, à justifier la mesure sollicitée, ou à s'y opposer.

2.4. L'EXCLUSION DU CHAMP D'APPLICATION DE LA REMISE GRACIEUSE

Le caractère humanitaire de la procédure de remise gracieuse conduit généralement à en limiter l'application aux personnes physiques. Cependant, dans certains cas, le Conseil d'Etat a été d'avis d'en faire bénéficier des personnes morales. Tel a été le cas pour des sociétés de personnes dans la mesure où leurs membres, tenus personnellement au règlement des dettes sociales, disposaient de ressources modestes, ainsi que pour des associations ou autres organismes à but non lucratif.

En revanche, ont toujours été exclues du bénéfice des remises gracieuses les sociétés de capitaux et les collectivités publiques, ces dernières pouvant, le cas échéant, faire appel à des subventions, pour pallier l'insuffisance de leurs ressources.

Cette exclusion n'est pas applicable en cas de redressement judiciaire (cf. chapitre 3 du titre 3).

2.5. LES DEMANDES EN REMISE DANS LE CADRE DE LA PRÉVENTION ET DU RÈGLEMENT DES DIFFICULTÉS LIÉES AU SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS ET DES FAMILLES

Les remises de dettes ou abandons de créances proposés par la commission sont assimilables à des remises gracieuses et doivent être traités comme telles. Quel que soit le montant de la remise proposée, la proposition doit dans tous les cas transiter par la trésorerie générale.

Lorsque la proposition de remise gracieuse ne dépasse pas 50 000 F pour une même dette, le comptable est compétent pour prendre une décision dans le délai qui lui est imparti par la commission.

Par contre, dans l'hypothèse où la remise envisagée dépasse 50 000 F pour une même dette, les délais impartis à la commission pour établir un plan de règlement ne peuvent être respectés. C'est pourquoi le plan devra être établi sans tenir compte d'une éventuelle remise gracieuse qui pourrait intervenir ensuite.

Dans l'hypothèse où une demande de remise gracieuse aurait été formulée avant que le débiteur n'ait saisi une commission de surendettement, son instruction serait suspendue.

Si le dossier d'instruction avait déjà été transmis à la direction de la comptabilité publique, le comptable l'avertirait sans délai.

Enfin, si une décision avait été prise sans avoir fait l'objet d'une notification au débiteur, elle ne serait pas envoyée avant que la commission ne se soit prononcée.

Dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire civil, le juge, saisi du dossier de surendettement peut faire appel aux créanciers et amener ainsi le trésorier-payeur général à déclarer ses créances.

Par suite, le juge arrête un plan d'étalement des dettes. Cela ne signifie pas qu'il dispose d'un pouvoir pour octroyer des remises de dettes. Si tel était cependant le cas, il conviendrait que le comptable concerné interjette appel de la décision prise.

3. LA NOTIFICATION DES DÉCISIONS EN MATIÈRE DE REMISE GRACIEUSE

Les décisions sur les demandes en remise gracieuse sont notifiées aux requérants par les comptables. Les décisions du ministre du Budget sont notifiées au comptable qui a pris en charge les ordres de recettes.

Les décisions de remise gracieuse ne relèvent pas des dispositions de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ; en conséquence, elles ne font aucune référence aux motifs qui sont à l'origine des décisions prises.

Lorsqu'après avis du Conseil d'Etat elles sont prononcées par arrêté conjoint du ministre liquidateur et du ministre du Budget, les remises gracieuses sont publiées au Journal Officiel.

3.1. LES REMISES PARTIELLES

Les décisions de remise partielle étant toujours conditionnelles, le non-respect des délais de paiement fixés par le comptable pour le règlement de la somme maintenue entraîne la caducité de la mesure gracieuse.

Par conséquent, *une nouvelle demande en remise présentée après reprise du recouvrement doit être instruite comme telle et non comme un recours.*

Dans le cas d'un recours immédiat sur décision du comptable, appuyé d'aucun élément nouveau, il convient d'envisager, dans un premier temps, l'octroi de délais de paiement plus larges, plutôt que de saisir automatiquement l'administration centrale de ce recours.

3.2. LA REMISE DES ACCESSOIRES

Si la demande en remise gracieuse porte uniquement sur les frais, les règles et seuils fixés en matière d'impôt direct sont applicables.

Si la demande concerne le titre et les frais, le seuil de compétence s'apprécie pour le montant global de la remise.

3.3. LA REMISE DES INTÉRÊTS À ÉCHOIR

Les seuils de compétence sont déterminés en fonction du montant estimé des intérêts.

S'agissant de droits au comptant, il n'y a ni décompte des intérêts ni, en conséquence, passation d'écriture de la remise accordée.

4. LES OPÉRATIONS COMPTABLES

4.1. LA RÉDUCTION DES PRISES EN CHARGE

En l'absence de recouvrement, le comptable procède à la réduction de ses prises en charge à hauteur du montant de la décision de remise gracieuse. Cette réduction de prise en charge donne lieu à l'annulation correspondante des droits antérieurement constatés.

Pour les remises gracieuses de frais de poursuites, il n'est pas procédé à une réduction mais à la constatation d'un recouvrement par débit au compte 900.00 "Budget général - Dépenses - Dépenses payables sans ordonnancement - Dépenses ordinaires des services civils" (chapitre 15.03 - article 30).

L'opération comptable de réduction de prise en charge est justifiée chaque trimestre par un relevé récapitulatif, en triple exemplaire, des décisions de remise gracieuse établi par ordonnateur, par compte et spécification.

Il n'y a pas lieu de demander à l'ordonnateur compétent de titre de réduction.

4.2. L'INFORMATION DE L'ORDONNATEUR

Les décisions de remise gracieuse sont notifiées aux ordonnateurs concernés en leur adressant un exemplaire du relevé récapitulatif précité. Les ordonnateurs annotent leur comptabilité administrative des réductions de prises en charge effectuées par les comptables sans avoir à émettre de titre de réduction.

Dans la procédure simplifiée, le comptable informe l'ordonnateur de la suite qu'il entend donner à la requête des redevables.

L'ordonnateur émet un bordereau récapitulatif valant titre unique regroupant toutes les créances à l'encontre de débiteurs auxquels la remise totale a été accordée. Dans ce cas, la prise en charge et la réduction des prises en charge correspondant à la décision de remise sont simultanées.

Les redevables qui n'ont pas bénéficié d'une remise totale seront regroupés sur un bordereau récapitulatif distinct joint aux titres individuels. Après avoir procédé à la prise en charge de la totalité de la créance, le comptable informe le redevable de la possibilité de bénéficier d'une remise partielle, s'il s'acquitte du montant laissé à sa charge dans les délais fixés.

4.3. LES MODALITÉS DE REMBOURSEMENT

Il convient de considérer le remboursement des sommes recouvrées comme une mesure qui ne peut être accordée qu'à titre tout à fait exceptionnel.

Les procédures à respecter pour procéder au remboursement sont décrites au paragraphe 6.3 - chapitre 5 du titre 1.

CHAPITRE 3

LES TRANSACTIONS

Aux termes des articles 4 et 5 du décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 peuvent transiger, les comptables, pour les ordres de recettes qu'ils ont pris en charge, et l'Agent Judiciaire du Trésor.

La transaction prévue par le code civil (article 2044) constitue un accord qui met fin à un différend né entre deux parties, comportant des concessions réciproques, quelle que soit leur importance relative, mais qui ne doivent pas pratiquement être inexistantes pour l'une d'entre elles.

1. LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES

L'article 4 du titre II du décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 limite la compétence des comptables aux ordres de recettes assignés sur leur caisse lorsque le montant de la créance ne dépasse pas 500 000 F.

Pour les créances d'un montant supérieur à 500 000 F, l'Agent Judiciaire du Trésor est habilité à transiger. Dans ce cas, lorsque le comptable estime qu'une transaction est possible sur une créance d'un montant supérieur à 500 000 F dont il a la prise en charge, il constitue un dossier de transaction et l'adresse à l'Agent Judiciaire du Trésor ¹ pour décision. Ce dossier comporte, à l'appui de la demande, les éléments nécessaires à la prise de décision, ainsi qu'une proposition du comptable.

La saisine de l'Agent Judiciaire pour statuer sur la transaction ne dessaisit pas le comptable de sa prise en charge et ne suspend pas le recouvrement.

La transaction équivaut à un abandon de créance, elle donne lieu à une réduction à due concurrence des prises en charge dans les écritures du comptable assignataire, justifiée par une copie du contrat de transaction.

2. LA TRANSACTION

La transaction doit être distinguée de l'admission en non-valeur et de la remise gracieuse.

L'admission en non-valeur est demandée par le comptable et accordée par l'ordonnateur sur justification de l'insolvabilité ou de la disparition du débiteur.

La remise gracieuse est sollicitée par le redevable et accordée par l'autorité compétente, en se fondant sur la situation personnelle du débiteur.

La transaction est conclue avec le redevable pour des motifs d'opportunité, qui peuvent être autres que sa situation pécuniaire.

Aux termes de l'article 2044 du code civil, la transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître.

C'est ainsi que le comptable, ou l'Agent Judiciaire du Trésor peut conclure avec le débiteur de l'Etat une transaction, si cette mesure est de nature à éviter les frais d'un recouvrement forcé ou d'une instance en justice hors de proportion avec le montant de la créance.

¹ Ministère du Budget - Service juridique et de l'agence judiciaire du Trésor - 207, rue de Bercy - 75572 PARIS CEDEX 12.

La transaction est un contrat qui doit être revêtu de la signature du comptable, ou éventuellement de l'Agent Judiciaire du Trésor assignataire du titre, et de celle du redevable. Elle a, pour les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

3. LES OPÉRATIONS COMPTABILISÉES

La transaction équivaut à un abandon de créance, elle donne lieu à une réduction des prises en charge à due concurrence, selon les mêmes procédures que la remise gracieuse.

Cette réduction est justifiée par une copie du contrat de transaction.

CHAPITRE 4

LA PRESCRIPTION DE L'ACTION EN RECOUVREMENT

1. LA PRESCRIPTION DE LA CRÉANCE

C'est le délai qui court de la date du fait générateur de la créance de l'Etat jusqu'à la notification du titre exécutoire au débiteur. La défense sur ce point incombe, en principe, à l'ordonnateur.

Sauf dispositions expresses contraires, le délai de prescription pour émettre un titre est le délai de trente ans prévu à l'article 2262 du code civil.

Ainsi, il a déjà été jugé qu'en matière de trop-perçus, la prescription trentenaire est la seule applicable, s'agissant d'une action en répétition de l'indu, et non la prescription quinquennale prévue à l'article 2277 du code civil (Conseil d'Etat, 18 juin 1937, BRANDON, DP 1937.III.23 ; 15 octobre 1986, LIEVENSTEIN, req. n° 27 752).

2. LA PRESCRIPTION DE L'ACTION EN RECOUVREMENT

Il s'agit du délai qui court à compter de la notification du titre. Seul le comptable a compétence pour défendre sur ce point.

Cette prescription est, en général, une prescription trentenaire.

En effet, le Conseil d'Etat a confirmé que les règles de fond régissant les créances ayant un caractère fiscal, et notamment la prescription quadriennale de l'action en recouvrement prévue à l'article L. 274 du livre des procédures fiscales, n'étaient pas applicables dans le cadre du recouvrement des créances étrangères à l'impôt et au domaine (Conseil d'Etat, 30 mars 1990, LECA, req. n° 57 018, RJF 5/90 n° 623).

Néanmoins, il existe des délais de prescription réduits, dépendant de la nature de la créance (cf. guide des produits divers).

Enfin, il faut signaler l'existence de la prescription quadriennale applicable aux débiteurs publics.

L'article premier de la loi n° 68-150 du 31 décembre 1968 (annexe n° 16) relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics prévoit que "sont prescrites, au profit de l'Etat, des départements et des communes, sans préjudice des déchéances particulières édictées par la loi, et sous réserve des dispositions de la présente loi, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis".

Par conséquent, lorsqu'un ordre de recette est émis à l'encontre d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public, le comptable dispose d'un délai de quatre ans, courant non de la date d'émission du titre exécutoire, mais du premier janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

Ce délai de prescription est interrompu, notamment, par l'envoi d'une lettre de rappel au débiteur public. Pour prouver la notification de celle-ci, il est préférable de l'envoyer en recommandé avec accusé de réception.

En cas d'absence de paiement amiable, il convient d'engager la procédure d'inscription d'office au budget de la collectivité territoriale conformément à la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions.

TITRE 5

L'ACCORD AVEC LES ORDONNATEURS

ET LA JUSTIFICATION

DES OPÉRATIONS

AUPRÈS DU JUGE DES COMPTES

Les prises en charge, réductions et annulations de prises en charge se justifient auprès de la Cour des comptes selon une périodicité trimestrielle, à l'aide de titres de perception, de réduction ou d'annulation.

Les recouvrements se justifient annuellement, à l'aide des bordereaux récapitulatifs des prises en charge et recouvrements, les fonds de concours donnant lieu quant à eux à production de bordereaux sommaires.

CHAPITRE 1

LES OPÉRATIONS DE FIN DE TRIMESTRE

Le comptable adresse chaque trimestre à la Direction de la Comptabilité Publique, pour envoi à la Cour des comptes, le troisième exemplaire des titres de perception, de réduction ou d'annulation appuyé des bordereaux journaliers, pour justifier des prises en charge et des réductions ou annulations de prise en charge.

Lorsque les titres de perception sont édités en un seul exemplaire, dans le cadre de la procédure simplifiée, seul le bordereau journalier, qui retrace toutes les mentions portées sur le titre de perception, est adressé par le comptable à la direction pour justifier des prises en charge, réductions et annulations de prises en charge figurant dans ses écritures.

Toutes les justifications nécessaires à l'établissement du bien-fondé des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine ainsi que les bases de liquidation doivent, à peine de nullité, figurer sur les titres de perception eux-mêmes.

Le cas échéant, doivent être produites au juge des comptes les pièces justificatives complémentaires à la détermination de l'assiette des créances à recouvrer qui, comme les titres de perception eux-mêmes, doivent être établis en un original et deux copies.

Les pièces annexes, destinées à faciliter le recouvrement mais ne justifiant pas directement la prise en charge, n'ont pas à être adressées à la Cour des comptes.

L'envoi s'effectue dès la fin de la journée complémentaire du trimestre considéré à la Direction de la Comptabilité Publique (Bureau 5A). Les copies de titres sont insérées, dans l'ordre de leur date d'émission, à l'intérieur des doubles des bordereaux d'émission qui les concernent.

Le comptable récapitule son envoi par compte et par ligne de recette, à l'aide de bordereaux récapitulatifs des prises en charge du trimestre, qui sont édités dans la chaîne trimestrielle de l'application REP. Les documents sont adressés en un seul exemplaire.

CHAPITRE 2

LES OPÉRATIONS DE FIN D'ANNÉE

1. A LA COUR DES COMPTES

Le comptable doit adresser son compte de gestion à la fin de chaque année à la Direction pour transmission à la Cour des comptes, ainsi que le bordereau récapitulatif des prises en charge et des recouvrements effectués, édité dans la chaîne annuelle de l'application REP en trois exemplaires.

Ce document fait apparaître les prises en charge et annulations, les recettes et les restes à recouvrer.

A cet envoi sont joints deux exemplaires de l'état des restes à recouvrer, édité dans la chaîne annuelle de l'application REP. Un exemplaire est destiné à la Cour des comptes, l'autre est conservé à la Direction. Ces deux exemplaires sont édités pour l'un sous forme d'état des restes papier, pour le second sous forme de microfiche.

Sur cet état, figure le libellé du code contentieux significatif.

2. L'ACCORD AVEC L'ORDONNATEUR

L'accord annuel doit être établi entre le comptable et les ordonnateurs, en ce qui concerne les émissions de toutes catégories de titres, les admissions en non-valeurs et les remises gracieuses.

Au début de chaque année, le comptable fait parvenir à chaque ordonnateur deux exemplaires signés du bordereau récapitulatif des prises en charge et des recouvrements effectués, ainsi qu'un exemplaire de l'état des restes à recouvrer édité en fin d'année, pour qu'il soit procédé à la vérification de la concordance entre les deux documents. Le bordereau récapitulatif présente les opérations d'émission, d'annulation et d'encaissement. Il fait ressortir, par comparaison, le montant des restes à recouvrer, en principal, au dernier jour de l'année écoulée.

L'ordonnateur conserve un exemplaire du bordereau sommaire ainsi que l'état des restes à recouvrer et renvoie au comptable l'autre exemplaire du bordereau dûment visé en ce qui concerne les résultats des émissions et annulations de titres de perception.

Pour les fonds de concours et les versements de fonds sur les dépenses des ministères, qui font l'objet de bordereaux sommaires distincts, le visa porte également sur les résultats des recouvrements.

ANNEXE N° 1 : Article 98 de la loi de finances rectificative n° 92-1476 du 31 décembre 1992

Art. 98. - Constituent des titres exécutoires les arrêtés, états, rôles, avis de mise en recouvrement, titres de perception ou de recettes que l'Etat, les collectivités territoriales ou les établissements publics dotés d'un comptable public délivrent pour le recouvrement des recettes de toute nature qu'ils sont habilités à recevoir.

ANNEXE N° 2 : Décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992

PREMIÈRE PARTIE

PRINCIPES FONDAMENTAUX

Article 3

Les opérations financières et comptables résultant de l'exécution des budgets ou des états de prévisions de recettes et de dépenses des organismes publics incombent aux ordonnateurs et aux comptables publics.

Ces opérations concernent les recettes, les dépenses, la trésorerie et le patrimoine.

Elles sont retracées dans des comptabilités établies selon des normes générales et soumises aux contrôles des autorités qualifiées.

TITRE II

ORDONNATEURS ET COMPTABLES PUBLICS

CHAPITRE I^{er}

ORDONNATEURS

Article 5

Les ordonnateurs prescrivent l'exécution des recettes et des dépenses mentionnées au titre III ci-après. A cet effet, ils constatent les droits des organismes publics, liquident les recettes, engagent et liquident les dépenses.

Article 6

Les ordonnateurs sont principaux ou secondaires. Ils peuvent déléguer leurs pouvoirs ou se faire suppléer en cas d'absence ou d'empêchement.

Les ordonnateurs ainsi que leurs délégués et suppléants doivent être accrédités auprès des comptables assignataires des recettes et des dépenses dont ils prescrivent l'exécution.

Article 7

Les ordonnateurs sont responsables des certifications qu'ils délivrent.

Article 8

Lorsque les comptables publics ont, conformément aux dispositions de l'article 37 ci-après, suspendu le paiement de dépenses, les ordonnateurs peuvent requérir les comptables de payer, sous réserve des dispositions propres à chaque catégorie d'organisme public.

Article 9

Les ministres, ordonnateurs principaux de l'Etat, encourent, à raison de l'exercice de leurs attributions, les responsabilités que prévoit la Constitution.

Les autres ordonnateurs d'organismes publics encourent une responsabilité qui peut être disciplinaire, pénale et civile sans préjudice des sanctions qui peuvent leur être infligées par la cour de discipline budgétaire.

Article 10

Les ordres donnés par les ordonnateurs sont retracés dans des comptabilités tenues selon des règles générales définies par le ministre des finances, et selon des règles particulières fixées par le ministre des finances et le ministre intéressé.

ANNEXE N° 2 (suite)

CHAPITRE II

COMPTABLES PUBLICS

Article 11

Les comptables publics sont seuls chargés :

De la prise en charge et du recouvrement des ordres de recettes qui leur sont remis par les ordonnateurs, des créances constatées par un contrat, un titre de propriété ou autre titre dont ils assurent la conservation ainsi que de l'encaissement des droits au comptant et des recettes de toute nature que les organismes publics sont habilités à recevoir ;

Du paiement des dépenses soit sur ordres émanant des ordonnateurs accrédités, soit au vu des titres présentés par les créanciers, soit de leur propre initiative, ainsi que de la suite à donner aux oppositions et autres significations ;

De la garde et de la conservation des fonds et valeurs appartenant ou confiés aux organismes publics ;

Du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités ;

De la conservation des pièces justificatives des opérations et des documents de comptabilité ;

De la tenue de la comptabilité du poste comptable qu'ils dirigent.

Article 12

Les comptables sont tenus d'exercer :

A. - En matière de recettes, le contrôle :

Dans les conditions prévues pour chaque catégorie d'organisme public par les lois et règlements, de l'autorisation de percevoir la recette ;

Dans la limite des éléments dont ils disposent, de la mise en recouvrement des créances de l'organisme public et de la régularité des réductions et des annulations des ordres de recettes.

B. - En matière de dépenses, le contrôle :

De la qualité de l'ordonnateur ou de son délégué ;

De la disponibilité des crédits ;

De l'exacte imputation des dépenses aux chapitres qu'elles concernent selon leur nature ou leur objet ;

De la validité de la créance dans les conditions prévues à l'article 13 ci-après ;

Du caractère libératoire du règlement.

C. - En matière de patrimoine, le contrôle :

De la conservation des droits, privilèges et hypothèques ;

De la conservation des biens dont ils tiennent la comptabilité inaliénable.

Article 13

En ce qui concerne la validité de la créance, le contrôle porte sur :

La justification du service fait et l'exactitude des calculs de liquidation ;

L'intervention préalable des contrôles réglementaires et la production des justifications.

En outre, dans la mesure où les règles propres à chaque organisme public le prévoient, les comptables publics vérifient l'existence du visa des contrôleurs financiers sur les engagements et les ordonnancements émis par les ordonnateurs principaux.

Les comptables publics vérifient également l'application des règles de prescription et de déchéance.

ANNEXE N° 2 (suite)

Article 14

Les comptables publics sont principaux ou secondaires. Les comptables principaux sont ceux qui rendent directement leurs comptes au juge des comptes.

Les comptables secondaires sont ceux dont les opérations sont centralisées par un comptable principal.

Les comptables publics peuvent déléguer leurs pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ayant la qualité pour agir en leur nom et sous leur responsabilité.

Article 15

Les comptables publics assument la direction des postes comptables.

L'organisation de ces postes est déterminée selon les règles propres à chaque catégorie d'organisme public.

Tout poste comptable est confié à un seul comptable public.

Article 16

Les comptables publics sont nommés par le ministre des finances ou avec son agrément.

L'agrément peut résulter de l'accord donné par le ministre des finances au texte réglementaire en vertu duquel la nomination est prononcée.

L'acte de nomination est publié selon les règles propres à chaque catégorie de comptables publics.

Article 17

Les comptables publics sont, avant d'être installés dans leur poste comptable, astreints à la constitution de garanties et à la prestation d'un serment.

Ils sont accrédités auprès des ordonnateurs et, le cas échéant, des autres comptables publics avec lesquels ils sont en relations.

Ils doivent rendre des comptes au moins une fois l'an.

Article 18

Des régisseurs peuvent être chargés pour le compte des comptables publics d'opérations d'encaissement ou de paiement.

Article 19

Dans les conditions fixées par les lois de finances, les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables des opérations dont ils sont chargés aux termes de l'article 11 ci-dessus ainsi que de l'exercice régulier des contrôles prévus aux articles 12 et 13 ci-dessus.

CHAPITRE III**DISPOSITIONS COMMUNES****Article 20**

Les fonctions d'ordonnateur et celles de comptable public sont incompatibles. Toutefois, pour les recettes qu'ils sont chargés de recouvrer, les comptables des administrations financières mentionnés à l'article 69 exercent certaines des activités dévolues aux ordonnateurs.

Les conjoints des ordonnateurs ne peuvent être comptables des organismes publics auprès desquels lesdits ordonnateurs exercent leurs fonctions.

Article 21

Dans les conditions prévues par le code électoral, le statut général des fonctionnaires ou les statuts particuliers, l'exercice de certaines activités est interdit aux ordonnateurs et comptables publics.

ANNEXE N° 2 (suite)

TITRE III
OPÉRATIONSCHAPITRE I^{er}
OPÉRATIONS DE RECETTES

Article 22

Les recettes des organismes publics comprennent les produits d'impôts, de taxes, de droits et les autres produits autorisés par les lois et règlements en vigueur ou résultant de décisions de justice ou de conventions.

Article 23

Il est fait recette du montant intégral des produits sans contraction entre les recettes et les dépenses.

Dans les conditions prévues pour chacune d'elles, les recettes sont liquidées avant d'être recouvrées.

La liquidation a pour objet de déterminer le montant de la dette des redevables.

Toute créance liquidée fait l'objet d'un ordre de recette constitué par un extrait de décision de justice, un acte formant titre, un arrêté de débet ou, sauf dérogation autorisée par le ministre des finances, un titre de perception émis par l'ordonnateur.

Pour les recettes encaissées sur versements spontanés des redevables, le titre de perception peut être établi périodiquement pour régularisation.

Article 24

Les règlements sont faits par versement d'espèces, par remise de chèques ou effets bancaires ou postaux ou par versement ou virement à l'un des comptes externes de disponibilités ouverts au nom du comptable public.

Toutefois, dans les cas prévus par la loi, les redevables peuvent s'acquitter par remise de valeurs ou par l'exécution de prestations en nature.

Ils peuvent également, dans les conditions prévues par les textes régissant l'organisme public ou la catégorie de recette en cause, s'acquitter par remise d'effets de commerce ou d'obligations cautionnées.

Article 25

Le recouvrement forcé des créances est poursuivi par les voies de droit en vertu d'un titre ayant force exécutoire.

Sauf exceptions tenant soit à la nature ou au caractère contentieux de la créance, soit à la nécessité de prendre sans délai des mesures conservatoires, le recouvrement forcé est précédé d'une tentative de recouvrement amiable.

Article 26

Les règles propres à chacun des organismes publics et, le cas échéant, à chaque catégorie de créances fixent les conditions dans lesquelles le recouvrement d'une créance peut être suspendu ou abandonné, ou dans lesquelles une remise de dette, une transaction ou une adhésion à concordat peuvent intervenir.

CHAPITRE V
JUSTIFICATION DES OPÉRATIONS

Article 47

Les opérations mentionnées aux chapitres précédents doivent être appuyées des pièces justificatives prévues dans des nomenclatures établies par le ministre des finances avec, le cas échéant, l'accord du ministre intéressé.

Article 48

Les pièces justificatives des opérations sont produites au juge des comptes.

Lorsqu'elles sont conservées par les comptables, elles ne peuvent être détruites soit avant le jugement des comptes, soit avant la fin de la durée de prescription applicable à l'opération.

ANNEXE N° 2 (suite)

DEUXIÈME PARTIE

ETAT

TITRE I^{er}

ORDONNATEURS ET COMPTABLES

CHAPITRE I^{er}

ORDONNATEURS

Article 63

Les ministres sont ordonnateurs principaux des recettes et des dépenses du budget général, des comptes spéciaux du Trésor et des budgets annexes.

Toutefois, les textes organisant les services dotés de budgets annexes peuvent conférer la qualité d'ordonnateur principal aux directeurs de ces services.

Les règlements de comptabilité des ministères ou les textes susvisés désignent les catégories de fonctionnaires auxquels les pouvoirs des ordonnateurs principaux peuvent être délégués ou qui peuvent suppléer les ordonnateurs principaux en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 64

Les règlements de comptabilité des ministères ou les textes organisant les services dotés de budgets annexes désignent les agents chargés, à qualité, d'exercer les fonctions d'ordonnateurs secondaires.

Les mêmes textes désignent les catégories de fonctionnaires auxquels les pouvoirs des ordonnateurs secondaires peuvent être délégués ou qui peuvent suppléer les ordonnateurs secondaires en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 65

Les ordonnateurs émettent les ordres de recettes destinés à assurer le recouvrement des créances de l'Etat.

Ils notifient ces ordres de recettes aux comptables publics chargés du recouvrement.

Article 66

Les ordonnateurs émettent les ordres de dépenses et les font parvenir, appuyés des justifications nécessaires, aux comptables publics assignataires des dépenses.

Lorsque les comptables ont, conformément à l'article 37 ci-dessus, suspendu le paiement des dépenses, les ordonnateurs peuvent, sous les réserves indiquées à l'article 110 ci-dessous, requérir par écrit et sous leur responsabilité les comptables de payer.

ANNEXE N° 2 (suite)

CHAPITRE II

COMPTABLES

Article 67

(Décret n° 74-246 du 11 mars 1974.) « Les catégories de comptables publics de l'Etat sont les suivantes :

- « Comptables directs du Trésor ;
- « Comptables des administrations financières ;
- « Comptables spéciaux du Trésor ;
- « Comptables des budgets annexes.

« Il existe d'autre part un agent comptable central du Trésor qui a la qualité de comptable principal et qui assure la centralisation finale de la comptabilité de l'Etat.

« Les attributions de chaque catégorie de comptables et de l'agent comptable central du Trésor sont fixées aux articles 68 à 73 ci-après. »

Toutefois, le recouvrement des impôts en général et de toute somme dont la perception appartient aux comptables des deux premières catégories peut, par arrêté du ministre des finances, être confié à des comptables relevant de l'une ou l'autre de ces catégories.

Article 68

Sous l'autorité du ministre des finances, les comptables directs du Trésor, principaux ou secondaires, exécutent toutes opérations de recette et de dépense du budget général et des comptes spéciaux du Trésor, toutes opérations de trésorerie et, d'une manière générale, toutes opérations financières dont l'Etat est chargé à l'exception de celles dont l'exécution est expressément confiée à d'autres comptables publics.

Les comptables principaux du Trésor centralisent les opérations faites pour le compte du Trésor par les comptables publics, les régisseurs et les correspondants locaux du Trésor.

Article 69

Sous l'autorité du ministre des finances, les comptables des administrations financières sont chargés du recouvrement d'impôts, de taxes, droits, redevances, produits et recettes diverses ainsi que de pénalités fiscales et frais de poursuites et de justice y afférents dans les conditions fixées par le code général des impôts, le code des douanes, le code du domaine de l'Etat, les lois et les règlements.

Article 70

Des comptables spéciaux du Trésor peuvent être chargés, par décret contresigné par le ministre des finances et, le cas échéant, les ministres intéressés, d'exécuter des catégories particulières de recettes et de dépenses.

Article 71

Les comptables des budgets annexes procèdent dans les conditions fixées par les lois et règlements à toutes opérations de recettes, de dépenses et de trésorerie découlant de l'exécution de ces budgets.

Ils peuvent également être chargés d'opérations pour le compte du Trésor.

Lorsqu'ils ont la qualité de comptable principal, ils centralisent les opérations des comptables secondaires qui leur sont rattachés et les opérations faites pour leur compte par d'autres comptables publics.

ANNEXE N° 2 (suite)

**TITRE II
OPÉRATIONS****CHAPITRE 1ER****OPÉRATIONS DE RECETTES
SECTION IV
Autres créances****Article 80**

La liquidation des créances de l'Etat autres que celles mentionnées aux sections 1, 2 et 3 ci-dessus est opérée selon la nature des créances sur les bases fixées par la loi, les règlements, les décisions de justice ou les conventions.

Article 81

Tout ordre de recette doit indiquer les bases de la liquidation.

Toute erreur de liquidation au préjudice du débiteur donne lieu à l'émission d'un ordre d'annulation ou de réduction de recette ; cet ordre indique les bases de la nouvelle liquidation.

Il ne peut être procédé à aucune révision de liquidation lorsque les comptes ont été acceptés par la partie ou réglés par des décisions administratives devenues définitives.

Article 82

Les ordonnateurs sont autorisés, dans les conditions et limites fixées par arrêté du ministre des finances, à ne pas émettre les ordres de recettes correspondant aux créances dont le montant initial en principal est inférieur à un minimum fixé par décret contresigné par le ministre des finances (1).

Article 83

Les ordres de recettes sont notifiés aux redevables, conformément aux instructions du ministre des finances, soit par les ordonnateurs, soit par les comptables.

Article 84

Les ordres de recettes émis par les ministres à l'encontre de tout entrepreneur, fournisseur ou soumissionnaire de marché ainsi que de tout comptable public sont dénommés arrêtés de débet.

Il en est de même des ordres de recettes émis par les ministres à l'encontre de toute personne tenue de rendre compte soit de l'emploi d'une avance reçue, soit de recettes destinées à un organisme public.

Article 85

Les ordonnateurs rendent exécutoires les titres de perception qu'ils émettent.

ANNEXE N° 2 (suite)

Article 86

Les ordres de recettes sont pris en charge :

1°) Lorsqu'il s'agit de recettes du budget général ou de comptes spéciaux non dotés d'un comptable spécial, par le comptable principal du domicile ou de la résidence du débiteur. Toutefois, lorsque l'ordre de recettes peut être recouvré par voie de retenue sur une créance du débiteur, il doit être assigné sur la caisse du comptable payeur assignataire de la dépense correspondante.

Le ministre du budget peut confier à un comptable, autre que ceux mentionnés à l'alinéa précédent, le recouvrement de certaines catégories de créances qui figurent sur une liste établie par arrêté du même ministre.

2°) Par les comptes des budgets annexes lorsqu'ils concernent des opérations de recettes découlant de l'exécution de ces budgets.

3°) Par les comptes spéciaux du Trésor en ce qui concerne les catégories particulières de recettes qu'ils sont chargés d'exécuter en application de l'article 70 du présent décret.

Article 87

Tout ordre de recettes fait l'objet d'un recouvrement amiable ou d'un recouvrement forcé. Dans ce dernier cas, les poursuites sont exercées comme en matière d'impôts directs, à la diligence du comptable qui a pris en charge l'ordre de recette.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions dans lesquelles il est statué sur les oppositions aux titres de perception exécutoires mentionnés à l'article 85 ci-dessus et aux actes de poursuites.

Article 88

Les arrêtés de débet sont exécutoires par provision. Ils ne peuvent faire l'objet d'aucun litige devant les tribunaux judiciaires.

Article 89

L'agent judiciaire du Trésor peut recevoir délégation du ministre chargé du budget, pour émettre et rendre exécutoires les titres de perception qui sont de la compétence de ce ministre.

Article 90

Après avis, le cas échéant, du comité du contentieux, l'agent judiciaire du Trésor a qualité pour transiger.

La composition et les attributions du comité mentionné à l'alinéa précédent sont fixées par un décret contresigné par le ministre des finances ¹

¹Cf. Annexe 2

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Article 91

Les remises gracieuses de dettes, sauf si ces remises concernent les comptables publics, sont prononcées par arrêté conjoint du ministre liquidateur et du ministre pris après avis du Conseil d'Etat et publié au Journal Officiel.

Toutefois, un décret pris après avis du Conseil d'Etat peut donner au ministre chargé du budget ou au comptable chargé du recouvrement le pouvoir de décision et fixer les conditions dans lesquelles ce pouvoir s'exerce.

Article 92

L'admission en non-valeur d'une créance irrécouvrable est prononcée par l'ordonnateur concerné, dans les conditions fixées par décret.

ANNEXE N° 3 : Extraits du décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU RECOUVREMENT DES CREANCES MENTIONNEES A
L'ARTICLE 80 DU DECRET DU 29 DECEMBRE 1962

CHAPITRE Ier

De la procédure de recouvrement

Art. 3. - Pour l'exercice de son mandat légal de représentation en justice, l'agent judiciaire du Trésor dispose auprès de chaque cour d'appel et de chaque tribunal de grande instance d'avoués et d'avocats nommés par arrêté du ministre chargé du budget.

Ces avoués et avocats sont chargés de suivre, d'après les instructions de l'agent judiciaire, les instances auxquelles celui-ci est partie.

Les pouvoirs que les lois et règlements confient à l'agent judiciaire du Trésor sont, en cas d'empêchement de celui-ci, exercés par des agents qui lui sont adjoints et qui ont été désignés par arrêté du ministre chargé du budget.

Art. 4. - Chaque comptable peut pour les ordres de recettes qu'il prend en charge en application de l'article 86 du décret du 29 décembre 1962 susvisé, transiger lorsque le montant de la créance ne dépasse pas 500 000 F.

Art. 5. - L'agent judiciaire du Trésor peut transiger seul pour les créances dont le montant est supérieur à 500 000 F sans excéder 1 000 000 F. Au-delà du seuil de 1 000 000 F, il ne peut transiger qu'après avis du comité du contentieux.

CHAPITRE II

Des oppositions aux titres de perception et aux actes de poursuites

Art. 6. - Les titres de perception mentionnés à l'article 85 du décret du 29 décembre 1962 susvisé peuvent faire l'objet de la part des redevables soit d'une opposition à l'exécution en cas de contestation de l'existence de la créance, de son montant ou de son exigibilité, soit d'une opposition à poursuites en cas de contestation de la validité en la forme d'un acte de poursuite.

Les autres ordres de recettes peuvent faire l'objet d'une opposition à poursuites.

Ces oppositions sont pour effet de suspendre le recouvrement.

Art. 7. - Avant de saisir la juridiction compétente, le redevable doit, dans les délais fixés à l'article 8 ci-après, adresser sa réclamation appuyée de toutes justifications au comptable qui a pris en charge l'ordre de recette.

Art. 8. - La réclamation prévue à l'article précédent doit être déposée :

1° En cas d'opposition à l'exécution d'un titre de perception dans les deux mois qui suivent la notification de ce titre ou à défaut du premier acte de poursuite qui en procède. L'autorité compétente délivre reçu de la réclamation et statue dans un délai de six mois. A défaut d'une décision notifiée dans ce délai, la réclamation est considérée comme rejetée ;

2° En cas d'opposition à poursuites, dans les deux mois qui suivent la notification de l'acte de poursuite dont la régularité est contestée. L'autorité compétente délivre reçu de la réclamation et statue dans un délai de deux mois. A défaut d'une décision notifiée dans ce délai, la réclamation est considérée comme rejetée.

Art. 9. - Le débiteur peut saisir la juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision prise sur la réclamation ou, à défaut de cette notification dans un délai de deux mois à compter de la date d'expiration des délais prévus, selon le cas, au 1° ou au 2° de l'article 8 ci-dessus.

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

CHAPITRE III

Des remises gracieuses

Art. 10. - Chaque comptable peut, pour les ordres de recettes qu'il prend en charge en application de l'article 86 du décret susvisé du 29 décembre 1962, consentir des remises dont le montant pour une même dette n'excède par 50 000 F.

Les décisions du comptable peuvent faire l'objet d'un recours devant le ministre chargé du budget.

Art. 11. - Le ministre chargé du budget peut consentir des remises, en principal et intérêts, dont le montant pour une même dette excède 50 000 F sans dépasser 100 000 F. Dans les mêmes limites, il peut déléguer sa signature aux comptables désignés en application du deuxième alinéa de l'article 86 du décret du 29 décembre 1982 susvisé.

Art. 12. - Après avis du comité du contentieux, le ministre chargé du budget peut consentir :

- 1° Des remises en principal dont le montant pour une même dette n'excède par 200 000 F ;
- 2° Des remises d'intérêts d'un montant supérieur à 100 000 F.

Art. 13. - Par dérogation aux dispositions des articles 10, 11 et 12 du présent décret, les remises gracieuses de dettes envers l'Etat concernant les pensions et leurs accessoires continuent à être réglées selon les dispositions fixées par le décret du 13 mai 1968 susvisé.

CHAPITRE IV

Du comité contentieux

Art. 14. - Le comité du contentieux mentionné à l'article 90 du décret du 29 décembre 1962 susvisé est institué auprès du ministre chargé du budget.

Il est composé :

- d'un conseiller maître à la Cour des comptes, président ;
- d'un maître des requêtes ou d'un auditeur au Conseil d'Etat ;
- d'un inspecteur des finances ;
- de l'agent judiciaire du trésor ou de son représentant ;
- d'un trésorier-payeur général ;
- d'un avocat du Trésor à l'article 3 du présent décret.

Les membres du comité sont désignés par le ministre du budget.

Art. 15. – Des rapporteurs sont nommés par le ministre chargé du budget et sont choisis parmi les auditeurs au Conseil d'Etat, les auditeurs à la Cour des Comptes, les inspecteurs des finances, les administrateurs civils au ministère du budget ou toutes autres personnes qualifiées par leurs fonctions. Le comité donne pour chaque affaire un avis motivé.

Art. 16 – Le comité se réunit sur la convocation de son président ou sur celle du ministre chargé du budget.

Art. 17. – Le décret n° 86-620 du 14 mars 1986 relatif aux créances de l'Etat mentionnées à l'article 80 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique est abrogé.

Art. 18. – Le ministre du budget est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

ANNEXE N° 4 : Arrêté du 12 février 1986 modifié par l'arrêté du 11 janvier 1990 portant création d'un traitement informatisé pour la gestion du recouvrement des produits divers, en particulier des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine (REP : recouvrement des produits divers).

Le secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, en particulier les articles 80 à 95;

Vu l'avis n° 86-21 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés notifié le 15 janvier 1986 et prenant effet le 11 février 1986,

Arrête:

Art. 1er. - La direction de la comptabilité publique est autorisée à créer un traitement informatisé dénommé REP (recouvrement des produits divers) portant sur des titres de créances autres que celles relevant de l'impôt et du domaine.

Art. 2. - REP assure dans les trésoreries générales la phase amiable de la gestion des titres de créances émis par les ordonnateurs de l'Etat et les organismes habilités; celle-ci consiste en la prise en charge, la comptabilisation et l'apurement des titres ainsi qu'en l'édition des lettres de notification et de relance.

En outre, en application de l'article 86 du décret précité portant règlement général sur la comptabilité publique, le recouvrement peut être opéré par voie de précompte sur les dépenses de paie ou pensions assignées sur la caisse du trésorier-payeur général.

Art. 3. - REP gère des articles correspondant à chaque titre de créance. Ces articles sont constitués à partir des informations fournies par les émetteurs des titres, relatives à l'identité et l'adresse des débiteurs ainsi qu'à la nature et au montant des créances.

En cas de précompte sur les salaires des fonctionnaires ou des pensionnés, les articles comporteront respectivement le numéro de sécurité sociale ou le numéro de pensionné.

Art. 4. - En dehors des agents de la direction de la comptabilité publique, des ordonnateurs de l'Etat ou des organismes habilités, qui en sont normalement destinataires, les informations du fichier ne peuvent être communiquées qu'aux personnes ayant qualité pour en connaître en vertu des dispositions législatives.

Les informations sont intégralement supprimées des fichiers dans l'année qui suit celle de l'extinction de la créance.

Art. 5. - Le droit d'accès s'exerce auprès de la trésorerie générale assignataire du titre de créance.

Art. 6. - Le directeur de la comptabilité publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 12 février 1986.

HENRI EMMANUELLI

ANNEXE N° 5 : Décret n°97-775 du 31 juillet 1997

Décret n° 97-775 du 31 juillet 1997 relatif à l'émission des ordres de recettes pour les créances mentionnées à l'article 80 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

NOR : ECOR9704314D

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 82,

Décète :

Art. 1er. - Les ordonnateurs peuvent ne pas émettre d'ordres de recettes pour les créances mentionnées à l'article 80 du décret du 29 décembre 1962 susvisé lorsque leur montant initial en principal est inférieur à 200 F.

Art. 2. - Le décret n° 79-682 du 8 août 1979 relatif à la liquidation des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine est abrogé.

Art. 3. - Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 31 juillet 1997.

Lionel JOSPIN

Par le Premier ministre :

Le Ministre de l'économie,

des finances et de l'industrie,

Dominique STRAUSS-KAHN

Le secrétaire d'Etat au budget,

Christian SAUTTER

ANNEXE N° 6 : Ordonnance n° 45-1854 du 20 août 1945

Ordonnance n° 45-1854 du 20 août 1945 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leurs pouvoirs en ce qui concerne la signature des arrêtés de débet et des états exécutoires

EXPOSE DES MOTIFS

Il est reconnu par la doctrine et la jurisprudence que les ministres ne peuvent, sans y être autorisés par une loi ou un décret, déléguer à leurs chefs de service aucun droit de décision à l'égard des tiers.

A l'effet de respecter ce principe, tout en tenant compte des considérations d'ordre pratique qui sont particulièrement impérieuses en matière d'arrêtés de débets et d'états exécutoires, il est indiqué d'autoriser une fois pour toutes les ministres à déléguer leurs pouvoirs pour signature des pièces en question, les personnes habilitées à signer au lieu et place du ministre pouvant être désignées par arrêté.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944 ;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes ;

Le comité juridique entendu,

Ordonne :

Art. 1er - Les ministres sont habilités à déléguer leurs pouvoirs en ce qui concerne la signature des arrêtés de débet et des états exécutoires. La délégation de pouvoirs pourra être donnée par arrêté publié au *Journal officiel*.

Art. 2 - La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République française et exécutée comme loi .

Fait à Paris, le 20 août 1945.

C. DE GAULLE

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre de l'économie nationale et des finances,

R. PLEVEN

ANNEXE N° 7 : Modèle de titre de perception

TITRE DE PERCEPTION
D'ANNULATION

Gestionnaire			
Ministère	Gestion	N° du titre	Date d'émission
Ordonnateur			
Département			
Compte d'imputation	N° de spécification		
	Désignation de la ligne de recette		
Nom et adresse du débiteur		MONTANT du titre	
		Assigné sur la caisse de	
OBJET, DÉCOMPTE ET OBSERVATIONS			

MONTANT

ANNEXE N° 8 : Arrêté du Ministère du budget du 30 décembre 1992 relatif aux attributions de la trésorerie générale des créances spéciales du Trésor

NOR: *BUDR9204120A*

Le ministre du budget,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 86 ;

Vu l'article 1er du décret n° 92-1256 du 2 décembre 1992 relatif à la création de la trésorerie générale des créances spéciales du Trésor,

Arrête :

Art. 1er. - Le recouvrement des créances suivantes est confié à la trésorerie générale des créances spéciales du Trésor :

- I. - Arrêts de débet prévus à l'article 84 du décret du 29 décembre 1962 susvisé ;
- II. - Arrêts de débet et amendes prononcées par la Cour des comptes ;
- III. - Sanctions pécuniaires prononcées par la Cour de discipline budgétaire et financière ;
- IV. - Sanctions pécuniaires prononcées par les autorités administratives indépendantes ;
- V. - Astreintes prononcées par le Conseil d'Etat en vertu de la loi n° 89-25 du 17 janvier 1989 relative à la liberté de communication ;
- VI. - Remboursement des avances sur recettes accordées sur le fonds de soutien financier de l'industrie cinématographique et des industries des programmes audiovisuels (décret n° 59-773 du 16 juin 1959) ;
- VII. - Remboursement des prêts accordés en vertu des lois du 26 décembre 1961 sur l'accueil et la réinstallation des Français d'outre-mer et du 6 novembre 1969 instituant des mesures de protection juridique en faveur des rapatriés, ainsi que les lois d'indemnisation subséquentes ;
- VIII. - Remboursement des prêts accordés sur le Fonds forestier national (loi n° 46-2172 du 30 septembre 1946) ;
- IX. - Remboursement des subventions et prêts Recherche et technologie consentis par le Crédit national sur les ressources du Fonds de développement économique et social (délibération du 18 septembre 1964 du conseil de direction du F.D.E.S.) ;
- X. - Remboursement des prêts accordés par le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises sur ressources propres (convention avec l'Etat du 30 décembre 1985 et arrêts de garantie des 9 mai 1988 et 28 décembre 1989) ;
- XI. - Remboursement des prêts participatifs accordés par des établissements financiers :
 - 1° Sur ressources du Fonds de développement économique et social (décret n° 60-703 du 15 juillet 1960) ;
 - 2° Sur ressources propres (en fonction des conventions passées avec l'Etat et des arrêts de garantie subséquents) ;
- XII. - Remboursement des prestations d'invalidité concédées aux agents de l'Etat ou à leurs ayants droit lorsque les dommages corporels subis sont imputables à un tiers (ordonnance n° 59-76 du 7 janvier 1959) ;
- XIII. - Remboursement des prêts et avances accordés sur le Fonds de développement économique et social ;
- XIV. - Remboursements de frais de scolarité après rupture d'engagement au service de l'Etat, lorsque l'ordre de recette est émis par un ordonnateur principal ;
- XV. - Amendes prononcées par le ministre de l'environnement en vertu de l'article 7-1 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée ;
- XVI. - Amendes prononcées par le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique en vertu de la loi n° 92-190 du 26 février 1992.

Art. 2. - Le directeur de la comptabilité publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 décembre 1992.

MARTIN MALVY

ANNEXE N° 9 : Modèle de bordereau journalier de titres (version informatisée)

MINISTERE ECONOMIE FINANCES
D.G.D.I.
23 BIS RUE DE L'UNIVERSITE
75007 PARIS

B O R D E R E A U J O U R N A L I E R

GESTION : 93 MINISTRE : 07 ORDONNATEUR : 09 DEPARTEMENT : 75
BORDEREAU JOURNALIER NO : 00001 DU : 01/01/93 VERSION NO : 01

COMPTABLE ASSIGNAIRE : 0750 MONSIEUR LE TRESORIER PAYEUR
GENERAL RECEVEUR DES FINANCES
DE PARIS

COMPTE D'IMPUTATION : 901.550 EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES
NO DE SPECIFICATION : 501.01
DESIGNATION DE LA LIGNE DE RECETTES :
RETENUES POUR PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES (PART AGENT)
SUR TITRES DE PERCEPTION

TITRES DE PERCEPTION

TITRES DE REDUCTION

TOTAL DU PRESENT BORDEREAU (1) : 9 541,00 0,00
RAPPEL DES EMISSIONS ANTERIEURES : 0,00 0,00
TOTAL DEPUIS LE 1ER JANVIER : 9 541,00 0,00
TOTAL NET DES EMISSIONS : 9 541,00
NOMBRE DE TITRES DU BORDEREAU : 3

ABREGE LE PRESENT BORDEREAU A LA SOMME INSCRITE EN (1)

LES PRESENTS TITRES DE PERCEPTION SONT EXECUTOIRES EN VERTU DE
L'ARTICLE 85 DU DECRET N 62-1587 DU 29 DECEMBRE 1962 MODIFIE.

VISA DU CONTROLEUR FINANCIER

POUR LE MINISTRE ET PAR DELEGATION
L'ORDONNATEUR PRINCIPAL DGD01

INSTRUCTION CODIFICATRICE N° 98-134-A7 DU 16 NOVEMBRE 1998

MINISTÈRE ÉCONOMIE FINANCES
D.G.D.D.I.

23 BIS RUE DE L'UNIVERSITE
75007 PARIS

ACCUSE DM RECEPTION!

GESTION : 93 MINISTRE : 07 ORDONNATEUR : 09 DEPARTEMENT : 75
 BOBOSSEMAN JOURNALIER NO : 00001 DT : 01/01/93 VERSION NO : 01

COMPTABLE ASSIGNAIRE : 0750 MONSIEUR LE TRASORIER PAYEUR
GENERAL RECEVEUR DES FINANCES
DE PARIS

COMPTES D'AMORTISATION : 901.550

NO DE SPECIFICATION : 501.01

DESIGNATION DE LA LIGNE DE RECETTES :

REVENUS POUR PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES (PART AGENT)
SUR TITRES DE PERCEPTION

TITRES DE PRESCRIPTION		TITRES DE REDUCTION	
TOTAL DU PRESENT BORDEREAU (1) :	9 541,00		0,00
RAPPEL DES EMISSIONS ANTERIEURES :	0,00		0,00
TOTAL DEPUIS LE 1ER JANVIER :	9 541,00		0,00
TOTAL NET DES EMISSIONS :		9 541,00	
NOMBRE DE TITRES DU BORDEREAU :		3	

BOITE LE PRESENT BORDEREAU A LA SOCIÉTÉ INSCRITE EN (1)

LISTE POUR VALOIR ACCUSE DE RECEPTION

LE COMPTABLE ASSIGNATAIRE

ANNEXE N° 10 : Modèle de bordereau journalier de titres (version manuelle)

MINISTÈRE

de

Désignation du compte d'imputation :

Service :

Désignation de la ligne de recettes d'après les énonciations du

Numéro d'ordre
du présent bordereau :

budget :

(série interrompue).

Journée du 19.....

BORDEREAU JOURNALIER

DES TITRES DE PERCEPTION ET DE REDUCTION
EMIS AU TITRE DU COMPTE ET DE LA LIGNE DE RECETTE
INDIQUES CI-DESSUS

NUMEROS des titres de perception ou de réduction.	DESIGNATION DES DEBITEURS		MONTANT des titres de perception.	MONTANT des titres de réduction.	OBSERVATIONS
	Nom.	Adresse.			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
A. Total pour la journée.....					
B. Rappel des émissions antérieures.....					
D. Total depuis le 1 ^{er} janvier.....					
C. Total net des émissions (colonnes 4-5).....					

Transmis à Monsieur le

A _____, le _____ 19 _____

Le (1)

Visé pour valoir accusé de réception,

A _____, le _____ 19 _____

Le Trésorier-Payeur Général,

!!! Signature du Chef de Service et cachet du Service.

ANNEXE N° 11 : Cahier des charges

**Interface entre les ordonnateurs
et les comptables du Trésor pour l'émission
des titres de perception pour le
recouvrement des créances de l'Etat
étrangères à l'impôt et au domaine**

A. CODIFICATION DES DEBITEURS

Le code débiteur (CDEB) identifie à la fois le débiteur et le mode de recouvrement du titre qui lui est associé.

Caté- gorie	CDEB	Signification
1	11 15	Titre d'un débiteur privé <ul style="list-style-type: none"> • Titre d'un débiteur privé • Titre pour lequel l'arrêt du recouvrement par retenue est demandé
2	20 21 22 23	Titre d'un débiteur public : <ul style="list-style-type: none"> • Débiteur public ou para public • Etat • Administration ou collectivité locale - région - département - commune • Organisme ou établissement public local ou national
3	30 31 32 33	Titre faisant l'objet de retenues sur une dépense payée à la TG siège du département informatique <ul style="list-style-type: none"> • Apurement par compensation • Retenues sur paie (service liaison-rémunération) • Retenues sur une dépense • Retenues sur pension (centre régional des pensions)
4	40 42 44	Titre émis par un correspondant <ul style="list-style-type: none"> • Titre émis par un correspondant • Taxe parafiscale • Titre de l'aide juridictionnelle

ANNEXE N° 11 (suite)

B. TABLEAU DES CODES MOUVEMENTS

Code mouvement (CODMVT)	Code nature frais (NATF)	Signification
0		Renseignement de gestion
1		Prise en charge du principal
1	M	Prise en charge de majoration
2	C	Prise en charge de frais commandement
2	S	Prise en charge de frais de saisie
2	A	Autre prise en charge
3		Réduction ou annulation de prise en charge
4		Remise gracieuse
5		Admission en non valeur
6		Recouvrement sur principal
6	M	Recouvrement sur majoration
7		Excédent de versement
8	C	Recouvrement sur frais de commandement
8	S	Recouvrement sur frais de saisie
8	A	Autre recouvrement

ANNEXE N° 11 (suite)

C. RECAPITULATION DE L'UTILISATION DU COMPTE "411999"

Compte classe 4	Spécification	Compte classe 9	Utilisation
411 999	805 12	901 590	Frais de poursuites
411 999	805 22	901 590	Recouvrements après admission en non valeur (hors application REP)
411 999	805 92	901 590	Majoration de 10 % Intérêts de retard (hors application REP)
411 999	922 212	902 221	Majoration de taxe sur les bureaux (île-de-France).

D. CAHIER DES CHARGES DE L'INTEFACE INFORMATIQUE ENTRE ORDONNATEURS ET COMPTABLES

La saisie manuelle des informations nécessaires à la prise en charge des titres représente une charge de travail importante, c'est pourquoi, il est souhaitable, chaque fois que les conditions sont réunies, d'automatiser les opérations de prise en charge par les comptables du Trésor.

D.1. PRESENTATION DE LA PROCEDURE

L'interface consiste à automatiser les opérations de prise en charge des titres de perception établis informatiquement par les ordonnateurs principaux et secondaires.

Le schéma général de confection des titres de perception, puis de signature et de transmission de ces documents par l'ordonnateur au comptable chargé du recouvrement à l'échelon départemental est intégralement maintenu.

En revanche le nombre et la présentation des bordereaux journaliers divergent par rapport à la procédure traditionnelle (se reporter aux annexes).

Les bordereaux journaliers, édités en deux exemplaires comportent :

- une feuille de tête,
- le détail des titres contenus dans l'envoi,
- un accusé de réception à retourner à l'ordonnateur après prise en charge.

Ce bordereau est distinct de celui réservé aux émissions manuelles, notamment s'il s'agit de réductions ou d'annulations de titres.

Parallèlement à l'émission des titres, les services informatiques des ordonnateurs confectionnent un fichier magnétique contenant les informations essentielles relatives à ces titres.

Ce fichier d'interface est adressé, selon le cas, soit au comptable assignataire soit au département informatique du Trésor auquel il est rattaché.

ANNEXE N° 11 (suite)

Dans la première hypothèse, le fichier, les titres et les bordereaux journaliers font l'objet d'un même envoi destiné au service du recouvrement du comptable assignataire.

Dans la deuxième hypothèse, le fichier et les documents sont envoyés séparément. Ces derniers doivent être transmis dans les meilleurs délais car il est impératif de synchroniser la prise en charge automatique des créances au département informatique et le traitement matériel des titres correspondants dans les trésoreries générales.

Après exploitation du fichier, si les résultats sont conformes aux informations portées sur le bordereau journalier, l'accusé de réception est renvoyé à l'ordonnateur.

Dans le cas contraire, les supports magnétiques sont renvoyés sans traitement avec mention de non conformité.

D.2. DESCRIPTION DE L'INTERFACE

Deux types d'interface « PECREP » coexistent en fonction du lieu de traitement du fichier, ce peut être :

- La trésorerie générale (interface « TG »),
- Le département informatique du Trésor (interface « DIT »).

Le choix de l'interface est déterminé lors de la mise en place de la procédure en fonction des contraintes techniques locales.

D.2.1. INTERFACE "TG"

Le service recouvrement est doté d'une configuration matérielle et logicielle (application REPMICRO) assurant le contrôle automatique du fichier d'interface émis par l'ordonnateur puis son transfert par télécommunication vers le département informatique.

Le support utilisé est la disquette. Les caractéristiques techniques sont les suivantes :

- Taille : 3 pouces ½
- Codification : ASCII
- Système d'exploitation : MS/DOS
- Formatage : 1,44 MO
- Nom de la disquette : PECREP
- Articles du fichier de longueur fixe : 256 caractères
- Présence des délimiteurs : « CR/LF »
- Sans caractères de fin de fichier

D.2.2. INTERFACE "DIT"

Le fichier d'interface est traité directement au département informatique du Trésor.

Il peut être envisagé dans ce cas de faire figurer sur le même support plusieurs fichiers PECREP, dans la mesure où, d'une part les titres concernent des comptables dépendant d'un même département informatique du Trésor.

ANNEXE N° 11 (suite)

Le support est adressé au département informatique, soit directement, soit par l'intermédiaire du comptable assignataire des titres.

Dans le premier cas, le support doit être accompagné d'un bordereau d'envoi qui identifie l'ordonnateur et retrace pour chaque comptable assignataire, le nombre et le montant total des titres émis ainsi que le premier et le dernier numéro de la série de titre.

Le fichier peut être enregistré sur bande magnétique, disquette ou transféré par télécommunication.

D.2.2.1. SUPPORT BANDE MAGNETIQUE

Les caractéristiques techniques sont les suivantes :

- Label standard (HDR1, HDR2)
- Codification : EBCDIC
- Articles de longueur fixe : 256 caractères
- Facteur de blocage : 20
- Organisation séquentielle
- Nom de fichier : PECREP

D.2.2.2. SUPPORT DISQUETTE

Se reporter à l'interface « TG ».

D.2.2.3. TRANSFERT PAR TELECOMMUNICATION

Un protocole doit être déterminé précisément entre l'ordonnateur et le département informatique du Trésor.

D.3. MISE EN PLACE DE LA PROCEDURE

Préalablement à la mise en place d'une telle procédure, les parties intéressées doivent se concerter afin de définir avec précision le nouveau système de liaison entre l'ordonnateur, le comptable et leurs services informatiques.

L'accord fixera l'interface et le support utilisés, les modalités des émissions (la périodicité, le calendrier de transmission des supports, éventuellement le bordereau d'envoi, les volumes).

Le nombre minimum de titres par émission devant donner lieu à l'utilisation de cette interface est normalement d'une centaine d'enregistrements. En réalité, ce volume est apprécié au niveau du département informatique.

Avant la mise en œuvre effective, il y a lieu de procéder à une phase de tests au cours de laquelle il conviendra de s'assurer de la conformité des informations traitées. Si des anomalies sont détectées, elles devront être corrigées avant la validation de la procédure.

L'opération de validation, qui intervient après le déroulement complet des traitements prévus sur des données d'essai et l'examen satisfaisant des résultats, peut consister en un simple accord formel entre les intervenants.

D.4. DESCRIPTION DU FICHIER PECREP

La description des enregistrements du fichier d'interface « PECREP » est précisé dans l'annexe xx (**à compléter du numéro d'annexe**).

ANNEXE N° 11 (suite)

E. STRUCTURE DU FICHIER PECREP

La structure des articles du fichier d'interface « PECREP » varie en fonction de la nature du titre, ainsi il est prévu :

- une structure standard pour le cas général,
- des structures spécifiques adaptées aux cas particuliers.

Les titres de réduction et d'annulation ne sont pas traités automatiquement dans la version actuelle de l'interface.

E.1. STRUCTURE GENERALE

N°	NOM	SIGNIFICATION	L O N G	POSI- TION	OBSERVATIONS
1	CODEP	Code de prise en charge	1	1	Valeur = 1
2	MINP	Code ministère	3	2-4	Codification officielle des ministères (cadré à droite, zéro à gauche)
3	ADMP	Code ordonnateur	2	5-6	Codification officielle des ordonnateurs
4	DEPP	Code département	2	7-8	Département de résidence de l'ordonnateur
5	SPEP	Spécification budgétaire	6	9-14	« Spécification 2 » (sans séparateur, cadré à gauche, espace à droite) ou « spécification 2 à utiliser avec le compte de classe 4 » (fonds de concours préfixe « 1100 » ou « 1500 ») : codification officielle de la ligne budgétaire
6	GESP	Année d'émission	2	15-16	
7	NUMP	Numéro du titre	7	17-23	Cadré à droite, zéro à gauche
8	SSCPC	Sous-compte de prise de charge	6	24-29	A espaces
9	CIVP	Code état civil	1	30	0 - divers (entreprise individuelle ou collectivité publique, etc...), 1 - Monsieur, 2 - Madame, 3 - Mademoiselle, 4 - Société
10	NOMP	Nom et prénom du redevable	30	31-60	cadré à gauche - Personne privée : Nom et prénom séparé par un espace, sans mention de l'état civil, - Personne morale : forme juridique après le nom
11	RUEP	Adresse rue	30	61-90	
12	COMPAP	Complément d'adresse	30	91-120	
13	FILLER	Inutilisé	8	121-128	
14	CPOSP	Code postal	5	129-133	Code Postal (France) ou "00" (étranger)
15	BURP	Bureau distributeur	25	134-158	
16	MONTP	Montant du titre de perception	12	159-170	Cadré à droite, 0 à gauche, exprimé en centimes, sans virgule, les positions 169-170 sont à zéros

ANNEXE N° 11 (suite)

17	DATP	Date d'émission du titre	6	171-176	Sous la forme AAMMJJ
18	DEBP	Code débiteur	2	177-178	11 : débiteur privé 20 : débiteur public ou parapublic 21 : Etat 22 : Administration ou collectivité locale - région - département - commune 23 : organisme ou établissement public local ou national
19	DEPTGP	N° du comptable assignataire des titres	3	179-181	Cadré à droite, 0 à gauche (se reporter à l'instruction « A7 » pour les règles d'assignation)
20	DEPDIP	N° codique de la TG, siège du DIT	3	182-184	Cadré à droite, 0 à gauche (se reporter à la table de correspondance décrite plus loin)
21	CATFCP	Code catégorie de fonds de concours	5	185-189	A espaces sauf pour les fonds de concours (SPEP de type « 1100xx » ou « 1500xx »), dans ce cas se reporter à la codification officielle (5 caractères de droite sans le code ministère)
22	P.VERSP	Code partie versante, code débiteur des titres fonds de concours	3	190-192	A espaces sauf pour les fonds de concours (SPEP de type « 1100xx » ou « 1500xx »), dans ce cas se reporter à la codification officielle.
23	CODLIBP	Code de « libellé »	2	193-194	Code décrivant la structure de la zone LIBP (cf structure spécifique) : <ul style="list-style-type: none"> « 00 » : zone LIBP non servie (cas général) « 01 » : identifiant de la PEDT « 02 » : identifiant centre régional des pensions « 03 » : numéro de facture « 04 » : identifiant de l'Aide Juridictionnelle. « 05 » : identifiant de retenue rétroactive « 06 » : titre IRCANTEC
24	LIBP	« Libellé »	58	195-252	A espaces sauf si CODLIBP différent de « 00 » (cf structure spécifique)
25	CODLDR	Code libellé de déclaration recette	3	253-255	A espaces (cas général) « 999 » si SPEP est de type « 495xxx » ou égale à « 50101 » ou « 50121 » (à titre provisoire dans l'attente d'une codification officielle)
26	FILLER	Inutilisé	1	256	

ANNEXE N° 11 (suite)

E.2. STRUCTURES SPECIFIQUES

Zones à servir spécifiquement dans le fichier « PECREP » en fonction des cas suivants :

E.2.1. TITRE PRECEDE D'UNE PEDT

Titre correspondant à des indus sur rémunérations ayant fait l'objet d'une PEDT (Proposition d'Emission De Titre à l'initiative de l'application PAYE) et dont le recouvrement peut être réalisé par retenues sur salaire.

5	SPEP	Spécification budgétaire	6	9-14	« 81111 », « 495151 », « 495761 » (1)
16	MONTP	Montant du titre de perception	12	159-170	Cadré à droite, 0 à gauche, exprimé en centimes (sans virgule)
18	DEBP	Code débiteur	2	177-178	« 31 » retenues sur paye en cours (cas général) « 15 » si l'agent n'est plus rémunéré (code rémunération REM >= 90 ou REM = 30)
23	CODLIBP	Code de « libellé »	2	193-194	« 01 » : code identifiant PEDT
24	LIBP	« Libellé »			Détail de l'identifiant de la PEDT (33 car.) du fichier PAYE
		Code ministère	3	195-197	
		N° INSEE tronqué	10	198-207	10 premiers caractères
		Fin N° INSEE	5	208-212	A espaces
		Numéro de dossier	2	213-214	
		Code retenue	4	215-218	« 5110 » : PEDT ou « 5111 » pour les années antérieures
		Numéro de PEDT	9	219-227	Numéro séquentiel
		Inutilisé	25	228-252	
25	CODLDR	Code libellé de déclaration recette	3	253-255	« 999 » si SPEP est de type « 495xxx »

(1) Détermination de la spécification SPEP :

Code retenue	5110		5111
Montant PEDT	>1000	autre	
Spécification :	495151 ou 495761	81111	81111

« 495151 » : rétablissement de crédit sur crédits nationaux.

« 495761 » : rétablissement de crédit au plan local.

ANNEXE N° 11 (suite)

E.2.2. TITRE RELATIF A DES RETENUES RETROACTIVES

Titre émis correspondant à des retenues rétroactives pour validation de services auxiliaires.

Structure à utiliser uniquement quand le recouvrement est réalisé par précompte mensuel à raison de 5 % du traitement budgétaire net (dérogation : 3 % pour les agents des établissements publics et technologiques).

5	SPEP	Spécification budgétaire	6	9-14	« 50121 »
18	DEBP	Code débiteur	2	177-178	« 31 » : retenues sur paye en cours
23	CODLIBP	Code de « libellé »	2	193-194	« 05 » : code identifiant « retenue rétroactive »
24	LIBP	« Libellé »			Détail de l'identifiant (fichier PAYE)
		Code ministère	3	195-197	
		N° INSEE tronqué	10	198-207	10 premiers caractères
		Fin N° INSEE	5	208-212	A espaces
		Numéro de dossier	2	213-214	Mentionné sur la feuille de paye de l'intéressé
		Code retenue	4	215-218	« 5130 » : retenue sur pension civile ou « 5131 » pour les années antérieures
		Numéro de retenue	9	219-227	A zéros
		pourcentage précompte	2	228-229	« 05 » (dans le cas présent)
		Inutilisé	23	230-252	
25	CODLDR	Code libellé de déclaration de recette	3	253-255	« 999 » (à titre provisoire dans l'attente d'une codification officielle)

E.2.3. TITRES "IRCANTEC"

Deux types de titre (part « Etat » et part « agent ») pour un même intéressé, appariés grâce à un numéro d'appel à remboursement.

L'intéressé n'est pas le débiteur, il s'agit de l'IRCANTEC gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

ANNEXE N° 11 (suite)

E.2.3.1. TITRE "PAR ETAT"

N°	NOM	SIGNIFICATION	LONG	POSITION	OBSERVATIONS
5	SPEP	Spécification budgétaire	6	9-14	« 80591 »
9	CIVP	Code état civil	1	30	Code état civil de l'intéressé
10	NOMP	Nom et prénom du redevable	30	31-60	Cadré à gauche nom et prénom de l'intéressé suivi de « .CDC »
11	RUEP	Adresse rue	30	61-90	A espaces
12	COMPAP	Complément d'adresse	30	91-120	A espaces
14	CPOSP	Code postal	5	129-133	A espaces
15	BURP	Bureau distributeur	25	134-158	A espaces
18	DEBP	Code débiteur	2	177-178	« 20 » : débiteur public
23	CODLIBP	Code de « libellé »	2	193-194	« 06 » : code titre IRCANTEC
24	LIBP	« Libellé »			Numéro d'appel à remboursement sur 11 car. (1)
		Année appel	4	195-198	A titre transitoire, si l'année du numéro d'appel ne comporte que deux caractères (« AA »), reconstituer le siècle en préfixe (« SSAA »)
		Numéro appel	6	199-204	A titre transitoire, si le numéro séquentiel dans l'année est inférieur à 6 caractères : cadrage à droite zéro à gauche
		Type d'appel	1	205	« T » : transfert
		Inutilisé	47	207-252	
25	CODLDR	Code libellé de déclaration de recette	3	253-255	A espaces (pas de déclaration de recette pour la part « Etat »)

(1) si le numéro d'appel à remboursement est connu sinon « espaces » (à titre transitoire).

ANNEXE N° 11 (suite)

E.2.3.2. TITRE "PAR AGENT"

N°	NOM	SIGNIFICATION	LONG	POSITION	OBSERVATIONS
5	SPEP	Spécification budgétaire	6	9-14	« 50121 »
9	CIVP	Code état civil	1	30	Code état civil de l'intéressé
10	NOMP	Nom et prénom du redevable	30	31-60	Cadré à gauche nom et prénom de l'intéressé suivi de « .CDC »
11	RUEP	Adresse rue	30	61-90	A espaces
12	COMPAP	Complément d'adresse	30	91-120	A espaces
14	CPOSP	Code postal	5	129-133	A espaces
15	BURP	Bureau distributeur	25	134-158	A espaces
18	DEBP	Code débiteur	2	177-178	« 20 » : débiteur public
23	CODLIBP	Code de « libellé »	2	193-194	« 06 » : code titre IRCANTEC
24	LIBP	« Libellé »			numéro d'appel à remboursement sur 11 car. (1)
		Année appel	4	195-198	A titre transitoire, si l'année du numéro d'appel ne comporte que deux caractères (« AA »), reconstituer le siècle en préfixe (« SSAA »)
		Numéro appel	6	199-204	A titre transitoire, si le numéro séquentiel dans l'année ne comporte que 5 caractères : cadrage à droite zéro à gauche
		Type d'appel	1	205	« T » (transfert)
		Inutilisé	47	207-252	
25	CODLDR	Code libellé de déclaration de recette	3	253-255	« 999 » (à titre provisoire dans l'attente d'une codification officielle)

(1) si le numéro d'appel à remboursement est connu sinon « espaces » (à titre transitoire).

ANNEXE N° 11 (suite et fin)

F. DEPARTEMENTS INFORMATIQUES DU TRESOR ET TRESORERIES GENERALES
RATTACHEES

Département Informatique du Trésor (DIT)		N° TG rattachées au DIT							
006	Nice	006	083						
013	Marseille	004	005	013	084				
014	Caen	014	050	061					
02A	Ajaccio	02A	02B						
021	Dijon	021	058	071	089				
025	Besançon	025	039	070	090				
031	Toulouse	009	012	031	032	046	065	08 1	082
033	Bordeaux	024	033	040	047	064			
034	Montpellier	011	030	034	048	066			
035	Rennes	022	029	035	056				
037	Tours	018	028	036	037	041	045		
038	Grenoble	007	026	038	073	074			
044	Nantes	044	049	053	072	085			
051	Chalons en Champagne	008	010	051	052				
057	Metz	054	055	057	088				
059	Lille	059	062						
063	Clermont-Ferrand	003	015	043	063				
067	Strasbourg	067	068						
069	Lyon	001	042	069					
075	Recette Gle des Finances de Paris (RGFP)	075							
076	Rouen	027	076						
078	Versailles	078	091						
080	Amiens	002	060	080					
087	Limoges	016	017	019	023	079	086	08 7	
092	Nanterre	092	095						
093	Bobigny	093							
094	Créteil	077	094						
752	Paierie Générale du Trésor (PGT) (1)	752	756	758					
972	Martinique	971	972	973					
974	Réunion	974							
996	Trésorerie Générale pour l'Etranger (TGE)	975							

(1) Sont rattachés à la PGT :

ANNEXE N° 12 : Règles de codification des personnes morales

RÈGLES DE RÉDACTION	
Association	A S S
Administrations diverses	A D M I
Cabinet	C A B
Communauté urbaine	C O M U
Commune	C O M M
Compagnie	C I E
Consorts	C T S
Coopérative	C O O P
Coopérative d'utilisation de matériel agricole	C U M A
Département	D E P T
District urbain	D I S U
Entente interdépartementale	E N T I
Entreprise	E N T
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée	E U R L
Entreprise agricole à responsabilité limitée	E A R L
Établissement	E T S
Établissement public municipal	E T P M
Établissement public régional	E T P R
Établissement public	E T P
Groupement	G P T
Groupement agricole d'exploitation en commun	G A E C
Groupement d'intérêt économique	G I E
Groupement forestier	G F
Groupement foncier agricole	G F A
Groupement agricole foncier	G A F
Héritiers	H T S ²
Indivision	I N D I
Institution	I N S T
Madame	M M E
Mademoiselle	M L E
Maître	M E
Monsieur	M
Office	O F F

ANNEXE N° 12 (suite)

RÈGLES DE RÉDACTION	
Régie	R E G
Régie municipale	R E G M
Société	S T E
Société anonyme	S A
Société à responsabilité limitée	S A R L
SARL coopérative ouvrière de production et de crédit	S C O P
SA coopérative ouvrière de production et de crédit à conseil d'administration	S C O P
SA coopérative ouvrière de production et de crédit à directoire	S C O P
SARL mixte d'intérêt agricole	S M I A
Société mixte d'intérêt agricole anonyme à conseil d'administration	S M I A
Société civile	S C
Société civile immobilière	S C I
Société civile de moyens	S C M
Société civile de placement collectif immobilier	S C P I
Société civile professionnelle	S C P
Société d'économie mixte	S E M
Société de fait	S T E F
Société de commandite simple	S C S
Société de commandite par actions	S C A
Société en nom collectif	S N C
Société en participation entre personnes physiques	S T E P
Société en participation avec personne morale	S T E P
Société immobilière de gestion	S I G
Société immobilière d'investissement à directoire	S I I
Société immobilière d'investissement à conseil d'administration	S I I
Société d'intérêt collectif agricole	S I C A
Succession	S S O N
Syndicat agricole	S Y A C
Syndicat communautaire d'aménagement des villes nouvelles	S Y C A
Syndicat de communes	S Y C O
Syndicat mixte des communes	S Y M C
Syndicat mixte	S Y M
Territoire d'Outre-mer	T O M
Veuve	V V E

ANNEXE N° 13 : Modèle de lettre de rappel

<p>TRESOR PUBLIC</p> <p>Madame, Monsieur,</p> <p>LETTRE DE RAPPEL (Art. L 255 du Livre des procédures fiscales)</p> <p>La situation du recouvrement du titre dont les références figurent ci-dessous a été arrêtée le Sauf erreur ou omission que vous voudrez bien le cas échéant me signaler, vous restez redevable de la somme indiquée dans le cadre RESTE A PAYER.</p> <p>Je vous serais obligé de me faire parvenir votre règlement le plus rapidement possible. Passé un délai de 20 jours, je serai contraint d'engager des poursuites qui entraîneront les frais mentionnés au verso. D'avance je vous remercie et vous prie d'agréer l'expression de ma considération distinguée.</p> <p style="text-align: right;">Le Trésorier Payeur Général</p>		<p>Le</p>	
<p>NOM ET PRENOMS DU DÉBITEUR :</p>		<p>OBJET DE LA CRÉANCE :</p>	
<p>TALON A JOINDRE A VOTRE PAIEMENT</p> <p>RÉFÉRENCES</p> <p>MONTANT DU TITRE :</p> <p>RESTE A PAYER</p>		<p>Compte Courant Postal N° :</p>	<p>EXPÉDITEUR :</p>
<p>RÉFÉRENCES</p>		<p>RÉFÉRENCES</p>	
<p>MONTANT DU TITRE :</p>		<p>MONTANT DU TITRE :</p>	
<p>RESTE A PAYER</p>		<p>RESTE A PAYER</p>	
<p><input checked="" type="checkbox"/> Les règlements effectués après la date d'envoi ne sont pas à joindre au compte</p>			

ANNEXE N° 13 (suite et fin)

VOUS PAYEZ

1° En numéraire aux guichets de la Trésorerie Générale indiqué
au recto

Rapportez la présente lettre.

2° Par chèque bancaire ou postal adressé sous pli affranchi à la
Trésorerie Générale

Joindre à votre chèque, libellé obligatoirement à l'ordre
du " TRÉSOR PUBLIC ", le talon détachable. Ne pas l'agra-
fer ni le coller. N'envoyez en aucun cas un chèque sans
indication de bénéficiaire.

3° Par mandat postal ou virement C.C.P. envoyé directement
au centre de chèques postaux

Recopier très lisiblement dans la partie réservée à la cor-
respondance au dos de votre mandat ou virement, les réfé-
rences figurant sur le talon détachable.

EXTRAIT DU TARIF DES FRAIS DE POURSUITES

(C.G.I. art. 1912)

Commandement	3 %	du montant des sommes dues avec un minimum de 50 francs
Saisie quelle qu'elle soit	5 %	du montant des sommes dues avec un minimum de 100 francs

TALON DETACHABLE
A JOINDRE
A TOUT RÈGLEMENT

ANNEXE N° 14 : Signification et valeur du code contentieux

Le code contentieux (CTX) identifie le niveau de recouvrement amiable ou contentieux.

NIV	CTX	Signification
1		Niveau prise en charge :
	10	Recouvrement amiable en cours
	11	Délais accordés à la prise en charge.
	12	Remise gracieuse en cours d'instruction
	13	Réclamation en cours d'instruction
	14	Adresse inconnue - demande de renseignement en cours
	15	Paiement par versement comptable public
	16	Redressement ou liquidation judiciaire
	18	Titre d'annulation en cours
	19	Demande d'admission en non valeur
2		Niveau lettre de rappel :
	20	Lettre de rappel envoyée
	21	Délais accordés après lettre de rappel
	22	Remise gracieuse en cours d'instruction
	23	Réclamation en cours d'instruction
	24	Adresse inconnue - demande de renseignement en cours
	25	Titre chez un comptable public
	26	Redressement ou liquidation judiciaire
	27	Force exécutoire demandée au préfet
	28	Titre d'annulation en cours
	29	Demande d'admission en non valeur
3		Niveau commandement :
	30	Commandement notifié
	31	Délais accordés après CDT
	32	Remise gracieuse en cours d'instruction
	33	Réclamation en cours d'instruction
	34	Adresse inconnue - demande de renseignement en cours
	35	Titre chez un comptable public
	36	Redressement ou liquidation judiciaire
	38	Titre d'annulation en cours
	39	Demande d'admission en non valeur
4		Niveau saisie :
	40	Etat de saisie remis à l'huissier
	41	Délais accordés après saisie
	42	Remise gracieuse en cours d'instruction
	43	Réclamation en cours d'instruction
	44	Adresse inconnue - demande de renseignement en cours
	45	Etat de poursuites extérieures
	46	Redressement ou liquidation judiciaire
	48	Titre d'annulation en cours
	49	Demande d'admission en non valeur

ANNEXE N° 14 (suite et fin)

A0	Saisie-conservatoire remise à l'huissier
A1	Saisie-conservatoire pratiquée
A2	Saisie-conservatoire interrompue
A3	Saisie-conservatoire - P.V. carence
A4	Saisie-conservatoire - P.V. perquisition
B0	Saisie-vente remise à l'huissier
B1	Saisie-vente pratiquée
B2	Saisie-vente interrompue
B3	Saisie-vente - P.V. carence
B4	Saisie-vente - P.V. perquisition
B5	Tentative de saisie-vente
C0	Saisie-attribution remise à l'huissier
C1	Saisie-attribution pratiquée
C2	Saisie-attribution dénoncée
C3	Saisie-attribution - demande de certificat non-contestation
C4	Saisie-attribution - P.V. perquisition
C5	Saisie-attribution - demande versement des sommes saisies
D0	Saisie rémunérations demandée
D1	Saisie rémunérations pratiquée
D2	Saisie rémunérations interrompue
D3	Saisie rémunérations - tentative de conciliation
D4	Saisie rémunérations autorisée
E0	Saisie coffre-fort remise à l'huissier
E1	Saisie coffre-fort pratiquée
E2	Saisie coffre-fort interrompue
E3	Saisie coffre-fort - P.V. carence
E4	Saisie coffre-fort - P.V. perquisition
F0	Saisie valeurs mobilières remise à l'huissier
F1	Saisie valeurs mobilières pratiquée
F2	Saisie valeurs mobilières interrompue
F3	Saisie valeurs mobilières - P.V. carence
F4	Saisie valeurs mobilières - P.V. perquisition
G0	Saisie véhicules terrestres remise à l'huissier
G1	Saisie véhicules terrestres pratiquée
G2	Saisie véhicules - déclaration à la préfecture
G3	Saisie véhicules terrestres - P.V. carence
G4	Saisie véhicules terrestres - P.V. perquisition
I0	Saisie de récolte sur pied remise à l'huissier
I1	Saisie de récolte sur pied pratiquée
I2	Saisie de récolte sur pied interrompue
I3	Saisie de récolte sur pied - P.V. carence
I4	Saisie de récolte sur pied - P.V. perquisition

ANNEXE N° 15 : Modèle de commandement

EXPÉDITEUR :
TRÉSOR PUBLIC

CDT NO : 00010/ 01345

T.G. DE LA LOIRE ATLANTIQUE
PL DE BRETAGNE BP1014
44035 NANTES CEDEX 01

TÉL: 40.20.50.50

CCP: 800200 S NANTES

BUREAUX OUVERTS: TLJ SAUF LE SAMEDI

RÉFÉRENCES: PTT REP

036 7744 80501 87 0000547

RECOMMANDÉ

LETTRE REMISE A LA POSTE LE : 19 12 92

En cas de changement définitif de domicile,
prière de renvoyer à l'expéditeur en indiquant la
nouvelle adresse dans le cadre barré au verso.

AB 1083 0240 7FR

ANNEXE N° 15 (suite)

COMMANDEMENT DE PAYER

①

En vertu des rôles, décisions de justice, contrats ou titres rendus exécutoires par l'autorité compétente, rappelée page 4, JE VOUS DEMANDE :

- de PAYER dans un délai de HUIT JOURS de la présente notification la somme figurant sur la ligne " TOTAL A PAYER " en page 4 ;
- de me COMMUNIQUER dans un délai de HUIT JOURS les nom et adresse de votre employeur, les références de vos comptes bancaires et postaux, ou l'un de ces deux éléments seulement.

A DÉFAUT, vous pourrez y être contraint par tous les moyens prévus par la loi et notamment par la saisie et la vente de vos biens meubles, ce qui entraînerait de nouveaux frais, dont le tarif est indiqué ci-dessous.

A - TARIFS DES FRAIS (art. 1912 C.G.I.) *

Commandement 3 % Affiche 1,5 %
Saisie quelle qu'elle soit . . . 5 % Inventaire des biens . . . 1 %
Opposition sur saisie . . . 2,5 % Procès verbal de vente . . . 1 %
* minimum commandement 50 F ; saisie 100 F.

B - DIVERS

IMPÔTS :

a) La ou les impositions signalées par un " * " voir colonne " NATURE DE L'IMPÔT " comprennent une part relative à de la contribution sociale de 0,4 % au profit de la CNAVTS.

b) Codes des natures d'impôts :

IR = Impôt sur le revenu PL = Prélèvement social de 1 % sur certains revenus
TF = Taxe foncière TH = Taxe d'habitation
TS = Taxe de balayage TP = Taxe professionnelle
CS = Contribution sociale

Toute modification relative à l'exécution du présent acte est faite au comptable chargé du recouvrement désigné page 3.

AMENDES :

Codes des natures d'amendes :

AFM = Amende forfaitaire majorée JC = Jugement Tribunal Correctionnel
CA = Arrêt Cour d'Appel JP = Jugement Tribunal de Police
CAS = Arrêt Cour d'Assise OP = Ordonnance Pénale

C - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Toute contestation relative au présent acte doit être portée :

- devant le trésorier-payeur général du département dans le délai :
- de deux mois suivant sa notification pour les impôts et taxes assimilées (art. R*281-1 et suivants du livre des procédures fiscales), les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine (art. 13 du décret 86-620 du 14 mars 1986), la redevance de l'audiovisuel lorsque la poursuite est exercée par un comptable du Trésor (art. 22 décret 82-304 du 30 mars 1982) et les amendes et condamnations pécuniaires (art. 9 du décret n° 64-1333 du 22 décembre 1964) ;
- d'un mois suivant sa notification pour les taxes parafiscales (art. 9 du décret n° 80-854 du 30 octobre 1980).

• devant l'agent comptable du service de la redevance de l'audiovisuel lorsque le recouvrement est exercé directement par les régisseurs de recette de ce service dans le délai de deux mois suivant sa notification (art. 22 décret du 30 mars 1982 précité).

• Pour les produits des collectivités et des établissements publics locaux toute contestation doit être portée directement, dans le délai de deux mois suivant sa notification devant le juge de l'exécution à l'exception des contestations portant sur le bien-fondé des créances de nature administrative qui relèvent de la compétence des tribunaux administratifs.

ANNEXE N° 15 (suite)

A JOINDRE A VOTRE PAIEMENT (VOIR PAGE ③ SON MODE D'UTILISATION)

③

REFERENCES 036 7744 80501 87 0000547 REC.DIVERSES A DIFF TITRE. TITRE PERCEPT	APPLICATION : REP	EXPÉDITEUR T.G. DE LA LOIRE ATLANTIQUE PL DE BRETAGNE BP1014 44035 NANTES CEDEX 01
		DESTINATAIRE

SOMME A PAYER

9.246,00

MONTANT CLE POSTE CLE
 XXX

COMMANDEMENT DE PAYER ④

Veuillez consulter la page ① du présent livret pour toutes informations concernant :
les frais de poursuites (A), la codification et informations diverses (B), les voies et
délais de recours (C).

JE VOUS DEMANDE DE ME RÉGLER SOUS HUIT JOURS LE MONTANT FIGURANT A LA LIGNE " TOTAL A PAYER ".

LE : 14 12 92 ETABLI EN VERTU DE TITRE(S) RENDU(S) EXECUTOIRE(S) PAR :

L'AUTORITE COMPETENTE

REFERENCE TITRE	EMISSION	SOMME EXIGIBLE	ACOMPTES PAYES	RESTE DU
87 0000547	23 07 87	8.977,00	0,00	8.977,00

NOM DU DEBITEUR ET OBJET DE LA CREANCE	ACOMPTES PAYES :	0,00
DEBITEUR	TOTAL RESTANT DU :	8.977,00
036 7744	COUT DU PRESENT ACTE :	269,00
REC.DIVERSES A DIFF	TOTAL A PAYER :	9.246,00
TITRE, TITRE PERCEPT	DEDUIRE DU " TOTAL A PAYER " LES	
	RÈGLEMENTS EFFECTUÉS APRÈS LE :	04 12 92
	REFERENCES (A) :	
	POSTE : 044000 APPLI.: REP	
	COLLECT.: 1 BUDGET:	
	CDT NO : 000010/001345	

13.01.016 - Imprimerie Nationale - 2.925.259 C (581)

ANNEXE N° 15 (suite et fin)

CDT NO : 00010/ 01345

**AVIS DE PASSAGE
DU FACTEUR**

LETTRE RECOMMANDÉE

Je me suis présenté(e) à votre domicile
le _____
pour vous remettre la lettre recommandée
Celle-ci n'a pu vous être remise car vous
n'étiez pas à domicile
Alors () ☐ Autre raison : _____

Vous avez la possibilité de déposer la lettre
dans votre bureau de poste le _____
pièces d'identité et de présenter la lettre
du _____ à _____
et d'être assuré(e) du bon résultat.

INFORMATIONS IMPORTANTES AU VERSO

Bureau de Poste

Adresse

CDT NO : 00010/ 01345

**ENVOI D'UNE LETTRE
RECOMMANDÉE
SANS
AVIS DE RÉCEPTION**

A COMPLÉTER PAR LE FACTEUR

Présentation
le _____

Distribution
le _____

Signature du destinataire

EXPÉDITEUR DESTINATAIRE

PREUVE DE DISTRIBUTION

La Poste recommande N° 204

ANNEXE N° 16 : Loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1er. - Sont prescrites, au profit de l'Etat, des départements et des communes, sans préjudice des déchéances particulières édictées par la loi, et sous réserve des dispositions de la présente loi, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

Sont prescrites, dans la même délai et sous la même réserve, les créances sur les établissements publics dotés d'un comptable public.

Art. 2. - La prescription est interrompue par :

Toute demande de paiement ou toute réclamation écrite adressée par un créancier à l'autorité administrative, dès lors que la demande ou la réclamation a trait au fait générateur, à l'existence, au montant ou au paiement de la créance, alors même que l'administration saisie n'est pas celle qui aura finalement la charge du règlement ;

Tout recours formé devant une juridiction, relatif au fait générateur, à l'existence, au montant ou au paiement de la créance, quel que soit l'auteur du recours et même si la juridiction saisie est incompétente pour en connaître, et si l'administration qui aura finalement la charge du règlement n'est pas partie à l'instance ;

Toute communication écrite d'une administration intéressée, même si cette communication n'a pas été faite directement au créancier qui s'en prévaut, dès lors que cette communication a trait au fait générateur, à l'existence, au montant ou au paiement de la créance ;

Toute émission de moyen de règlement, même si ce règlement ne couvre qu'une partie de la créance ou si le créancier n'a pas été exactement désigné.

Un nouveau délai de quatre ans court à compter du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle a eu lieu l'interruption. Toutefois, si l'interruption résulte d'un recours juridictionnel, le nouveau délai court à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle la décision est passée en force de chose jugée.

Art. 3. - La prescription ne court ni contre le créancier qui ne peut agir, soit par lui-même ou par l'intermédiaire de son représentant légal, soit pour une cause de force majeure, ni contre celui qui peut être légitimement regardé comme ignorant l'existence de sa créance ou de la créance de celui qu'il représente légalement.

Art. 4. - Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas en matière de remboursement de dépôts et de consignations, non plus qu'aux intérêts des sommes déposées ou consignées.

Art. 5. - Les créances au paiement desquelles il a été fait opposition entre les mains d'un comptable public ne sont plus soumises à la prescription à partir de la date de l'opposition.

Art. 6. - Les autorités administratives ne peuvent renoncer à opposer la prescription qui découle de la présente loi.

Toutefois, par décision prise conjointement par le ministre ordonnateur de la créance et le ministre de l'économie et des finances, les créanciers de l'Etat peuvent être relevés en tout ou en partie de la prescription à raison de circonstances particulières et notamment de la situation du créancier.

ANNEXE N° 16 (suite et fin)

La même décision peut être prise en faveur des créanciers des départements, des communes et des établissements publics, par délibérations prises respectivement par les conseils généraux, les conseils municipaux et les conseils ou organes chargés des établissements publics. Ces délibérations doivent être motivées et être approuvées par l'autorité compétente pour approuver le budget de la collectivité intéressée.

Art. 7. - L'administration doit, pour pouvoir se prévaloir, à propos d'une créance litigieuse, de la prescription prévue par la présente loi, l'invoquer avant que la juridiction saisie du litige au premier degré se soit prononcée sur le fond.

En aucun cas, la prescription ne peut être invoquée par l'administration pour s'opposer à l'exécution d'une décision passée en force de chose jugée.

Art. 8. - La juridiction compétente pour connaître de la demande à laquelle la prescription est opposée, en vertu de la présente loi, est compétente pour statuer sur l'exception de prescription.

Art. 9. - Les dispositions de la présente loi sont applicables aux créances nées antérieurement à la date de son entrée en vigueur et non encore atteintes de déchéance à cette même date.

Les causes d'interruption et de suspension prévues aux articles 2 et 3, survenues avant cette date, produisent effet à l'égard de ces mêmes créances.

Art. 10. - Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi et notamment les articles 9, 9 bis, et 10 de la loi modifiée du 29 janvier 1831.

Art. 11. - Dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française, des Terres australes et antarctiques françaises, de Saint-Pierre et Miquelon et des îles Wallis et Futuna, la présente loi est applicable aux créances mentionnées à l'article 1er ainsi qu'aux créances sur ces territoires.

Dans le territoire français des Afars et des Issas et dans le territoire des Comores, la présente loi s'applique aux seules créances sur l'Etat et les établissements publics de l'Etat.

Art. 12. - La présente loi entrera en vigueur le 1er janvier 1969.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 31 décembre 1968.

C. DE GAULLE,

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
MAURICE COUVE DE MURVILLE

Le ministre d'Etat, garde des sceaux,
ministre de la justice, par intérim,
JEAN-MARCEL JEANNENEY,

Le ministre de l'économie et des finances,
FRANÇOIS ORTOLI

ANNEXE N° 17 : Loi n° 63-1293 du 21 décembre 1963

LOI N° 63-1293 DU 21 DÉCEMBRE 1963
(Loi de finances rectificative pour 1963)
(JO du 24 décembre 1963, p 11595

ARTICLE PREMIER - En cas d'acquiescement des débiteurs, les états exécutoires prévus par l'article 85 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique emportent hypothèque.

ANNEXE N° 18 : Articles R 118 et R 125 du Code des Tribunaux Administratifs

ARTICLES R.118 et R.125 du Code des tribunaux administratifs

Article R.118 : La requête devant le tribunal administratif n'a pas d'effet suspensif, s'il n'en est ordonné autrement par le tribunal.

Article R.125 : Le recours devant la Cour administrative d'appel n'a pas d'effet suspensif s'il n'en est pas autrement ordonné par la Cour.

ANNEXE N° 19 : Avis du Conseil d'Etat du 5 mai 1995 (SARL LAITERIE FROMARSAC)

CONSEIL D'ETAT

N° 163224

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SARL LAITERIE FROMARSAC

Le Conseil d'Etat,
(Section du Contentieux)M. Marc GUILLAUME
RapporteurSur le rapport de la 3ème sous-section
de la Section du ContentieuxM. SAVOIE
Commissaire du GouvernementSéance du 14 avril 1995
Lecture du 5 mai 1995

Vu, enregistré le 29 novembre 1994 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, l'arrêt du 28 novembre 1994 par lequel la cour administrative d'appel de Bordeaux, avant de statuer sur l'appel de la SARL LAITERIE FROMARSAC tendant :

- 1°) à l'annulation du jugement en date du 7 avril 1994 par lequel le tribunal administratif de Bordeaux a rejeté sa demande dirigé contre l'état exécutoire émis le 19 septembre 1991 à son encontre par l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT) en vue du recouvrement d'une somme de 2 697 549,19 F correspondant au montant du prélèvement supplémentaire qu'il lui reste à payer pour dépassement de sa qualité de référence laitière au titre de la campagne 1989-1990 ;
- 2°) à l'annulation de cet état exécutoire ;
- 3°) au sursis à l'exécution de cet état exécutoire :

a décidé, par application des dispositions de l'article 12 de la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif, de transmettre le dossier de cet appel au Conseil d'Etat en soumettant à son examen la question de savoir si l'appel formé par ladite société contre le jugement du tribunal administratif de Bordeaux qui a rejeté son opposition à l'état exécutoire litigieux prolonge l'effet suspensif de cette opposition ;

.....
.....

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987, et notamment son article 12 ;

Vu les articles 57-11 à 57-13 ajoutés au décret n° 63-766 du 30 juillet 1963 modifié par le décret n° 88-905 du 2 septembre 1988 ;

ANNEXE N° 19 (suite et fin)

Vu le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ;

Vu l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945, le décret n° 53-984 du 30 septembre 1953 et la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 ;

Après avoir entendu en audience publique :

- le rapport de M. Marc GUILLAUME, Maître des Requêtes,
- les observations de la SCP ANCEL, COUTURIER-HELLER, avocat de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers,
- les conclusions de M. SAVOIE, Commissaire du gouvernement ;

REND L'AVIS SUIVANT

L'article 164 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique qui fixe les conditions dans lesquelles sont recouvrées les créances des établissements publics nationaux à caractère administratif dispose que : "Les créances de l'établissement qui n'ont pu être recouvrées à l'amiable font l'objet d'états rendus exécutoires par l'ordonnateur (...). Leur recouvrement est poursuivi jusqu'à opposition devant la juridiction compétente".

Il résulte de cette disposition que si l'opposition formée contre un titre exécutoire devant la juridiction compétente fait obstacle au recouvrement de la créance, l'intervention du jugement rejetant ladite opposition met fin à cet effet suspensif. Conformément aux dispositions de l'article L. 8 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel aux termes duquel "les jugements des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel sont exécutoires et emportent hypothèque", l'appel présenté contre un tel jugement n'entraîne pas par lui-même la suspension de l'exécution du titre, qui ne pourrait être ordonnée que par le juge d'appel saisi de conclusions à fin de sursis présentées dans les conditions de droit commun.

Le présent avis sera notifié à la SARL LAITERIE FROMARSAC, à l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers et au ministre de l'agriculture et de la pêche.

Il sera publié au Journal Officiel de la République Française.

ANNEXE N° 20 : Décret n° 92-1370 du 29 décembre 1992 relatif à l'admission en non-valeur des créances de l'État mentionnées à l'article 80 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique

NOR: BUDR9204121D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du budget,

Vu l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, loi de finances pour 1963 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 64-1022 du 29 septembre 1964 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptes publics et assimilés ;

Vu le décret n° 79-433 du 1er juin 1979 relatif aux pouvoirs des ambassadeurs et à l'organisation des services de l'Etat à l'étranger ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'article 1er du décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 modifiant le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et fixant les dispositions applicables au recouvrement des créances de l'Etat mentionnées à l'article 80 de ce décret,

Décète :

Art. 1er. - Lorsqu'elles sont irrécouvrables les créances de l'Etat mentionnées à l'article 80 du décret du 29 décembre 1962 susvisé sont admises en non-valeur par l'ordonnateur qui a émis l'ordre de recette.

Toutefois, les préfets et ambassadeurs peuvent recevoir délégation des ministres pour prononcer l'admission en non-valeurs des créances dont l'ordre de recettes a été émis par un ordonnateur principal.

Art. 2. - Les comptables adressent à l'autorité compétente leurs demandes d'admission en non-valeurs dans les conditions fixées par instruction du ministre du budget. L'autorité compétente accuse réception de ces demandes.

Art. 3. - Les décisions d'admission en non-valeur sont notifiées aux comptables par l'autorité compétente. Toutefois, l'absence de réponse dans un délai de six mois à compter de la réception de la demande d'admission en non-valeur vaut acceptation de celle-ci.

Art. 4. - Les décisions de refus d'admission en non-valeur sont motivées. Elles sont notifiées par l'autorité compétente aux comptables et au ministre de budget.

Art. 5. - En cas de refus d'admission en non-valeur d'une créance, le ministre du budget peut demander un nouvel examen au ministre concerné ou mettre enjeu la responsabilité pécuniaire du comptable. L'absence de réponse du ministre concerné dans un délai de six mois à compter de la demande du ministre du budget vaut acceptation de l'admission en non-valeur.

Art. 6. - Le décret du 129 septembre 1964 susvisé est modifié comme suit :

I. - A l'article 4, les mots : "les décrets susvisés des 29 décembre 1962 et 24 juin 1963" sont remplacés par : "le décret susvisé du 29 décembre 1962 et les textes subséquents".

II. - L'article 11 est abrogé.

III. - A l'article 14, les mots : "l'agent judiciaire du Trésor" sont remplacés par : "le comptable qui a pris en charge l'arrêté de débit".

Art. 7. - Le ministre du budget est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et entrera en vigueur le 1er janvier 1993.

Fait à Paris, le 29 décembre 1992.

PIERRE BÉRÉGOVOY

Par le Premier ministre :

Le ministre du budget,

MARTIN MALVY

ANNEXE N° 21 : Arrêt du Conseil d'Etat du 14 avril 1995 (LAROQUE)

Le Conseil d'Etat. Section du Contentieux.
7ème et 10ème sous-sections réunies.
M. LAROQUE
Cette décision sera publiée au Recueil LEBON.
14 avril 1995
N° 148.717

Sur le rapport de la 7ème sous-section

Vu la requête, enregistrée le 7 juin 1993 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, présentée pour M. Gérard LAROQUE, demeurant à la direction du Génie de la circonscription militaire de défense de Limoges, Caserne Beaublanc à Limoges (87060) ; M. LAROQUE demande au Conseil d'Etat d'annuler pour excès de pouvoir la décision du 8 avril 1993 par laquelle le trésorier-payeur général de la Gironde a rejeté sa demande de remise gracieuse de la somme de 47 866 F mise à sa charge par un titre de perception du 21 février 1992 en remboursement d'une avance sur solde ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 ;

Vu le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945, le décret n° 53-934 du 30 septembre 1953 et la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 ;

Considérant qu'aux termes de l'article 10 du décret du 29 décembre 1992 fixant les dispositions applicables au recouvrement des créances de l'Etat mentionnées à l'article 80 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique : "chaque comptable peut, pour les ordres de recettes qu'il prend en charge en application de l'article 86 du décret... du 29 décembre 1962", parmi lesquels figurent les états exécutoires prévus à l'article 85 de ce décret, "consentir des remises dont le montant pour une même dette n'excède pas 50 000 F" ;

Considérant qu'un recours contentieux formé contre la décision d'un comptable refusant une remise gracieuse sollicitée sur le fondement des dispositions réglementaires précitées présente le caractère d'un recours pour excès de pouvoir ; qu'ainsi, en vertu des dispositions combinées de l'article 42 de l'ordonnance du 31 juillet 1945 et de l'article 45 de cette ordonnance modifié par le décret du 30 septembre 1953, un pourvoi introduit devant le Conseil d'Etat aux fins d'annulation de la décision d'un comptable ayant ledit objet n'a pas à être signé par un avocat au Conseil d'Etat ; que, par suite, la requête de M. LAROQUE, dirigée contre la décision du trésorier-payeur général de la Gironde en date du 8 avril 1993 refusant à l'intéressé une remise gracieuse de la somme mise à sa charge par un état exécutoire, n'avait pas à être présentée par un avocat au Conseil d'Etat ; que, dès lors, la fin de non-recevoir opposée à cette requête par le ministre d'Etat, ministre de la défense doit, en tout état de cause, être écartée ;

Considérant que M. LAROQUE, capitaine de l'armée de terre, désigné pour servir en République centrafricaine par une note du 15 janvier 1991 et reconnu médicalement apte à service en tous lieux le 29 janvier 1991, a été affecté dans cet Etat à compter du 5 juillet 1991 par une décision du 18 avril 1991 ; que, l'intéressé ayant été déclaré médicalement inapte au service outre-mer le 4 juin 1991, cette dernière décision a été rapportée le 20 juin 1991 ; que, par un titre de perception établi le 21 février 1992 par le directeur du commissariat de l'armée de terre de Bordeaux et rendu exécutoires le 30 mars 1992 par le préfet de la Gironde, le requérant a été invité à reverser la somme de 47 866 F correspondant au montant de l'avance de solde qui lui avait été allouée en prévision de sa mutation ;

ANNEXE N° 21 (suite et fin)

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que M. LAROQUE a été dans l'obligation de supporter certaines dépenses tant pour préparer son changement d'affectation qu'en raison du retrait de la décision prononçant sa mutation ; qu'il soutient, sans être contredit, que le délai mis par l'autorité administrative pour procéder à ce retrait est dû au fait que les résultats d'analyses médicales pratiquées le 29 janvier 1991 ont été égarés ; qu'ainsi, en refusant une remise gracieuse de la somme mise à la charge de l'intéressé, le trésorier-payeur général de la Gironde a commis une erreur manifeste d'appréciation ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. LAROQUE est fondé à demander l'annulation de la décision du 8 avril 1993 ;

DÉCIDE :

Article 1er : La décision du trésorier-payeur général de la Gironde en date du 8 avril 1993 est annulée.

Après avoir entendu en audience publique : - le rapport de M. MENEMENIS, Maître des Requêtes, - les conclusions de M. LASVIGNES, Commissaire du gouvernement.

ANNEXE N° 22 : Article 38 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'exercice 1955.

Art. 38 - Toute action portée devant les tribunaux de l'ordre judiciaire et tendant à faire déclarer l'Etat créancier ou débiteur pour des causes étrangères à l'impôt et au domaine doit, sauf exception prévue par la loi, être intentée à peine de nullité par ou contre l'agent judiciaire du Trésor public.

ANNEXE N° 23 : Lettre du 21 avril 1995 de la Direction du Budget (1 C)

DIRECTION DU BUDGET
139, RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

PARIS, LE 21 AVRIL 1995

LE MINISTRE DU BUDGET
CHARGÉ DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

TÉLEDOC 242

BUREAU 1 C

A MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES

N° 1 C-95-186

Objet : Mesure de simplification : Suppression du visa préalable du contrôleur financier central des titres de perception.

Le visa préalable des titres de perception de diverses recettes (fonds de concours, redevances...) relève d'une pratique ancienne qu'il convient désormais de reconsidérer.

En effet, le contrôle financier central s'exerçant principalement sur l'engagement des dépenses, n'a pas vocation à tenir une comptabilité des droits constatés ni des recouvrements, celle-ci étant respectivement de la compétence des ordonnateurs et des réseaux comptables publics.

Aussi j'ai décidé, à l'exception des titres de recettes concernant les autorisations de programme provisionnelles, la suppression du visa préalable par le contrôleur financier central des titres de perception relatifs aux fonds de concours, aux redevances et diverses régularisations comme celles qui concernent par exemple les trop-versés en matière de traitement ou de pensions.

La suppression de cette formalité préalable n'exclut pas la possibilité pour le contrôleur financier central de demander communication des éléments qui s'avèreraient nécessaires à l'examen d'un dossier particulier.

Cette mesure permettra de simplifier les procédures administratives et d'en réduire les délais.

Nicolas SARKOZY

ANNEXE N° 24 : Protocole d'interface informatique

PROTOCOLE D'INTERFACE INFORMATIQUE

Entre :

- Le Ministre de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie
- le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (Direction de la Comptabilité Publique)

Objet : Modalités d'émission et de recouvrement des titres relatifs à la validation des services contractuels.

Réalisation d'interfaces informatiques entre les établissements publics scientifiques et technologiques et les départements informatiques du Trésor gérant l'application REP (recouvrement des produits divers de l'Etat).

I - CHAMP D'APPLICATION DE LA PROCEDURE

Les dispositions des décrets d'application de la loi 82-610 du 15/07/82 prévoient les modalités de titularisation dans des corps de fonctionnaires d'agents contractuels en fonction dans des établissements publics scientifiques et technologiques. En conséquence, ces agents peuvent demander la validation de leurs services contractuels pour la retraite de fonctionnaire.

A cet égard, les organismes concernés préparent pour le compte du Ministre de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie, ordonnateur de ces recettes, d'une part des titres de perception, au nom des agents intéressés, pour le recouvrement de la retenue rétroactive due au titre de la validation des services auxiliaires, et d'autre part des titres de perception au nom de l'IRCANTEC, pour la récupération des cotisations versées (parts des agents et de l'Etat).

L'apurement des titres émis au nom des agents intéressés s'effectue soit par précompte mensuel à raison de 5 % ou 3 % du traitement budgétaire net ¹, soit par paiement direct des redevables auprès du comptable du Trésor chargé du recouvrement.

La charge de travail induite par ces nouvelles dispositions nécessite la mise en œuvre de procédures automatisées tant pour la phase d'émission des titres que pour celle d'émargement, dans la mesure où l'apurement peut se faire par précompte sur traitement.

¹ - Emoluments servant de base au calcul de la retenue rétroactive : cf. article R7 du code des pensions civiles et militaires.

- précomptes mensuels : article D4 du code des pensions (précompte de 5 %) et décret 83.916 du 13 octobre 1983 (précompte de 3 %).

ANNEXE N° 24 (suite)

La Direction de la Comptabilité Publique accepte à titre exceptionnel l'assignation des titres de validation des services contractuels sur la caisse du Receveur Général des Finances de Paris, quel que soit le domicile des fonctionnaires concernés, sous réserve du recouvrement de ces titres par précompte mensuel d'une part, et de l'automatisation des phases techniques de prise en charge et d'apurement d'autre part. En revanche, en cas de versement direct des redevables au comptable chargé du recouvrement, ces titres sont assignés sur la caisse du trésorier-payeur général du département du domicile des redevables (article 86 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962).

Les titres établis au nom de l'IRCANTEC, pour la récupération des cotisations versées au titre du régime des contractuels, sont assignés sur la caisse du trésorier-payeur général du Maine-et-Loire, siège du domicile de l'organisme débiteur.

Le protocole a pour objet de définir les procédures d'interfaces informatiques relatives à la mise en oeuvre de ces dispositions.

2 - EMISSION DES TITRES

20 - Principes

Le système traditionnel de confection des titres de perception de signature de ces documents par l'ordonnateur, puis de leur transmission au comptable chargé du recouvrement est intégralement maintenu.

Parallèlement à la procédure administrative habituelle incombant aux services du ministère, les établissements publics confectionnent pour le compte de l'ordonnateur, conformément à ses instructions, un support magnétique fournissant les informations principales figurant sur lesdits titres. Ce support peut être « multi-fichier ». Il s'agit d'une bande magnétique de type 1 600 ou 6 250 BPI.

Le fichier est l'entité obéissant aux mêmes règles de regroupement que celles adoptées pour la confection du bordereau journalier : x titres émis par un ordonnateur pour un comptable assignataire, à un sous-compte et une spécification donnés.

Il convient d'assurer une bonne synchronisation entre, d'une part les travaux de prise en charge magnétique des titres dans les départements informatiques du Trésor et, d'autre part, la réception matérielle des titres correspondants dans les trésoreries générales.

La prise en charge effective des titres dans les écritures du comptable assignataire est signifiée par ce dernier à l'ordonnateur selon la procédure évoquée dans l'instruction A7.

Pour sa part, le département informatique du Trésor renvoie l'accusé de réception à l'organisme ayant confectionné le support magnétique.

ANNEXE N° 24 (suite)

21 - Champ d'application des interfaces et périodicités d'envoi des supports magnétiques

210 - Assignment des titres sur la Caisse du Receveur Général des Finances de Paris

Il s'agit des titres qui doivent être apurés par précompte quel que soit le domicile de l'agent, et des titres pour lesquels les redevables résident à Paris quel que soit le mode d'apurement choisi.

Une bande magnétique est remise mensuellement si le nombre de titres est supérieur à 100, ou à défaut trimestriellement, au département informatique de la Recette Générale des Finances de Paris.

La double confirmation, administrative et technique, évoquée à la fin du § 20 déclenche la procédure de précompte sur le traitement des agents intéressés. Chaque mois, les organismes responsables de la liquidation de la PAYE font parvenir audit département informatique une bande magnétique contenant les précomptes opérés dont le total doit correspondre au règlement effectué au comptable assignataire.

211 - Assignment des titres sur la Caisse des Trésoriers-Payeurs généraux

En ce qui concerne les titres émis au nom de redevables domiciliés à l'extérieur de Paris et s'acquittant de leur dette par paiement direct, leur assignation se fera sur la caisse du Trésorier-Payeur Général du département de leur domicile.

Si le volume de ces titres est suffisant (< 100 par mois ou par trimestre) la procédure de remise d'une bande magnétique au département informatique du Trésor peut être adoptée.

Le support magnétique contient les titres de l'ensemble des départements géographiques situés dans la circonscription du département informatique du Trésor concerné.

Le schéma général décrit § 20 est valable dans ce cas de figure.

212 - Titres émis au nom de l'IRCANTEC

Cette catégorie de titres fait l'objet d'une émission identique à celle des titres évoqués aux § 210 et 211.

Le comptable assignataire de ces titres est le Trésorier-Payeur Général du Maine-et-Loire à Angers.

Il serait très souhaitable que l'émission de ces titres fasse également l'objet d'une interface informatique, selon la procédure évoquée dans ce protocole, entre les établissements publics et le département informatique de la Trésorerie Générale de Loire-Atlantique qui gère l'application REP pour le compte de la Trésorerie Générale du Maine-et-Loire.

ANNEXE N° 24 (suite)

22 - Fichier magnétique de prise en charge

Nom : PECREP

Article : APEC

Longueur : 256 caractères

Forme : fixe

Groupage : 10

Ce fichier est enregistré sur bande magnétique, 1600 ou 6250 b.p.i. sans label. Un bordereau d'envoi est joint en annexe à la bande magnétique adressée au département informatique du Trésor chargé du traitement. Ce bordereau retrace, pour chaque comptable assignataire, le nombre et le montant des titres émis à chaque spécification et contenus sur les fichiers, ainsi que le premier et le dernier numéro de la série de titres.

23 - Contenu de l'article du fichier PECREP

L'article APEC contient les éléments substantiels du titre de perception.

3 - PROCEDURE D'APUREMENT DES TITRES PAR PRÉCOMPTE SUR TRAITEMENT

30 - Schéma général

Cette procédure ne concerne que les titres apurés par précompte sur traitement et, en conséquence, assignés sur la Caisse du Receveur Général des Finances de Paris.

Le versement des retenues fait l'objet mensuellement d'un règlement au comptable assignataire selon la réglementation en vigueur, ce règlement étant accompagné d'un certificat rappelant la nature et le montant global de l'opération ainsi que le nombre d'agents concernés. Parallèlement au versement comptable un fichier magnétique retraçant tous les mouvements concernés par ce règlement est transmis au département informatique de la Recette Générale des Finances de Paris pour émargement du fichier magnétique des titres.

Comme en matière d'émission de titres, une double validation administrative et technique sera recherchée, notamment par le renvoi de l'accusé de réception à l'organisme.

NB : A titre exceptionnel, les précomptes réglementaires (5 ou 3 du traitement budgétaire net) pourront, le cas échéant, être complétés par un versement direct annuel des intéressés auprès de l'organisme assurant la liquidation de leur paye. Ce versement sera obligatoirement effectué au cours du dernier trimestre de l'année. Le précompte et le paiement direct seront globalisés lors du versement mensuel concerné, à la Recette Générale des Finances de Paris, ainsi que sur le support magnétique adressé au département informatique dudit comptable assignataire.

ANNEXE N° 24 (suite et fin)

Il appartient au Ministère de tutelle d'informer les organismes de ces dispositions.

31 - Fichier des retenues (précomptes et, le cas échéant, paiements directs annuels)

Nom : RETREP

Longueur : 128 c

Forme : fixe

Groupe : 20

Ce fichier est sur bande magnétique 1600 et 6250 bpi sans label ; il sera transmis au département informatique de la Recette Générale des Finances de Paris, 2 jours ouvrables avant l'écriture du versement effectif des fonds au comptable assignataire.

La bande magnétique sera accompagnée d'un bordereau d'envoi comportant un accusé de réception. Ce document précise le nombre de mouvements, le montant total des retenues devant faire l'objet d'un virement et le mois concerné.

4 - VALIDATION DES SUPPORTS MAGNETIQUES ADRESSES AUX DEPARTEMENTS INFORMATIQUES DU TRESOR

- 40 - Dans le cas où une bande magnétique est illisible, elle est renvoyée à l'organisme, à l'adresse portée sur le bordereau d'accompagnement. Un nouveau support est confectionné dans le meilleur délai.
- 41 - Si à l'occasion de la lecture du support magnétique, il s'avère que des informations ne sont pas conformes à la description du § 23, la bande magnétique est également renvoyée à l'organisme. La refection totale du support doit être opérée dans le meilleur délai.
- 42 - A la suite d'un traitement sans anomalie, le talon-retour du bordereau d'accompagnement est renvoyé validé, par le département informatique du Trésor concerné, à l'organisme émetteur de la bande magnétique, à l'adresse indiquée sur le bordereau.

ANNEXE N° 25 : Lettre CP/C2 n° 88527 du 20 septembre 1988

MINISTERE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU BUDGET

20 SEP 1988

DIRECTION
DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

LE MINISTRE DELEGUE
CHARGE DU BUDGET

BUREAU C2

à

88527

Monsieur le Ministre de la Recherche
et de la Technologie
Direction du Financement
et de la Recherche

OBJET : Titularisation des agents contractuels des établissements publics scientifiques et technologiques.
Réalisation d'une interface informatique entre les prestataires de services de l'ordonnateur et des comptables.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que dans la mise en œuvre de l'interface informatique visée en objet, divers cas particuliers devront être traités de manière spécifique.

1 - Fonctionnaire mis en position de détachement

Dans l'hypothèse de la mise en position de détachement d'un fonctionnaire qui a demandé à bénéficier de la procédure de retenue par l'agent comptable de l'organisme dont il dépend, deux cas sont à envisager :

a) le détachement est d'une durée inférieure à 6 mois.

La procédure de retenue est suspendue pour la période du détachement. L'agent comptable de l'organisme informe le receveur général des finances de la suspension de la procédure.

b) le détachement est d'une durée supérieure à 6 mois.

Il est mis fin à la procédure d'interface informatique. L'ordonnateur émet un titre de réduction pour le montant restant à recouvrer afin d'annuler le montant de la créance dans les prises en charge du receveur général des finances.

Simultanément, il émet, à due concurrence, un titre de perception qu'il assigne sur la caisse du trésorier-payeur général du domicile du débiteur. Il devra être fait mention sur le titre de perception de l'organisme auprès duquel l'agent a été détaché.

Lorsque le redevable est domicilié à Paris il n'y a pas de changement d'assignation du titre, mais le receveur général des finances est immédiatement informé du nom et de l'adresse de l'organisme auprès duquel l'agent a été détaché.

ANNEXE N° 25 (suite et fin)

2 - Arrêt définitif du versement par l'agent comptable du traitement de l'intéressé.

Dans certains cas (départ à la retraite, démission, etc...), l'arrêt définitif du versement par l'agent comptable du traitement du redevable entraîne automatiquement l'arrêt des précomptes. Dans cette hypothèse, la solution prévue précédemment au 1-b) est mise en œuvre avec assignation du titre sur la caisse du trésorier-payeur général du domicile du débiteur ou du trésorier-payeur général assignataire de la pension.

3 - Modification du montant des précomptes mensuels.

Par dérogation¹ aux dispositions de l'article D4 du code des pensions civiles et militaires, les redevables peuvent demander que les précomptes mensuels soient limités à 3 % du traitement budgétaire si la demande de validation des services a lieu dans un délai d'un an à compter de la titularisation. Les précomptes limités à 3 % pourront, toutefois, à la demande du redevable être portés au taux de droit commun fixé à 5 %.

De même, un redevable qui avait initialement donné son accord pour des précomptes de 5 % peut faire ramener le taux à 3 % s'il répond toujours aux conditions prévues par les textes dérogatoires.

Lors du transfert des fonds, l'agent comptable de l'organisme informera le receveur général des finances du changement de taux.

Je vous serais très obligé de porter ces informations à la connaissance des directeurs des organismes concernés en leur demandant de prendre toutes dispositions utiles pour la mise en œuvre des procédures ainsi définies.

Vous voudrez bien trouver ci-joint pour information copie de ma lettre au receveur général des finances.

Pour le Ministre et par délégation
Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR

J.L. NINU

¹ Décrets n°s 83-916 et 86-575 des 13 octobre 1983 et 14 mars 1986.

ANNEXE N° 26 : Arrêt de la Cour d'Appel de Rennes du 8 novembre 1995

COPIE

2ème CHAMBRE

R.G. : 9408263

ARRET N° 887

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

ARRET DE LA COUR D'APPEL DE RENNES
DU 8 NOVEMBRE 1995

- DEUXIEME CHAMBRE -

COMPOSITION DE LA COUR LORS DES DEBATS ET DU
DELIBERE :

Monsieur CASORLA, Président.
Monsieur POUMAREDE, Conseiller.
Madame LETOURNEUR-BAFFERT, Conseiller.

MINISTERE PUBLIC : Monsieur SEGONDAT, Avocat Général,
a reçu communication du dossier

GROSSE DELIVREE
LE : 18.11.95
A : M^{me} BREBION
GENICON

GREFFIER : Maryse FOURNEL lors des débats et
Béatrice FOURNIER lors du prononcé.

DEBATS : à l'audience publique du 5 Juillet 1995

ARRET : contradictoire prononcé par Monsieur Le
Président à l'audience publique du 8 Novembre 1995,
date indiquée à l'issue des débats.

PARTIES :

SCI ROUX ET DELAERE ayant son siège 20 rue Mercoeur
44000 NANTES es qualité de liquidateur de la
Liquidation Judiciaire de l'association INSTEP PAYS
DE LOIRE

Me BREBION, Avoué
Me VINCENT, Avocat

APPELANT (S) suivant déclaration d'appel en date du 19
octobre 1994 à l'encontre d'une ordonnance du JUGE
COMMISSAIRE près du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE de
NANTES

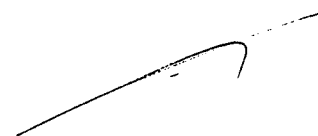
ET :

Direction Régionale des Impôts de Loire Atlantique , 10
Boulevard Doumergue 44000 NANTES représentée par
Monsieur LOUVET Receveur Divisionnaire

Monsieur LE PREFET DE LA REGION DES PAYS DE LOIRE
Préfet du Département de Loire-Atlantique Hôtel de la
Préfecture 6 Quai Ceineray 44000 NANTES

Me GENICON, Avoué

INTIME (S)

ANNEXE N° 26 (suite)

Statuant sur l'appel interjeté le 19 octobre 1994 par la SCP ROUX et DELAERE es-qualité de mandataire liquidateur à la liquidation judiciaire de l'Association INSTEP PAYS DE LOIRE à l'encontre d'une ordonnance rendue le 11 octobre 1994 par le Juge commissaire près le Tribunal de Grande Instance de NANTES qui a ordonné l'inscription au passif de la liquidation judiciaire de l'Association INSTEP de la créance du Trésor public pour la somme de 4 223 024 F 06 à titre chirographaire;

Considérant qu'il résulte des énonciations non contredites de la décision attaquée, des écritures des parties et des pièces par elles régulièrement produites que l'Institut d'Education Permanente Léo Lagrange Région Pays de Loire INSTEP, association type Loi 1901, a été placé en redressement judiciaire par jugement du Tribunal de Grande Instance de Nantes en date du 3 novembre 1992, que les ressources de l'INSTEP se composant pour partie des subventions accordées par l'Etat, les collectivités locales, ou les établissements publics, l'association a perçu diverses sommes au titre de la formation professionnelle continue et de l'éducation permanente selon les dispositions du Code du Travail, qu'à la fin de l'année 1992, l'association a fait l'objet d'un contrôle, tel que prévu à l'article L 991-4 du Code du Travail et le 23 décembre 1992, les services de la Préfecture de la Région notifiaient au Président de l'INSTEP les conclusions du contrôle selon lesquelles une somme de 14 764 871 F 69 devait être versée au Trésor Public en application de l'article 235 ter du Code Général des impôts, que l'INSTEP formait un recours à l'encontre de ce contrôle, que dans les délais légaux pour produire, la Préfecture de la Région des Pays de Loire "Délégation Régionale à la Formation Professionnelle" adressait au représentant des créanciers une lettre datée du 4 février 1993 intitulée "Protection des créances de l'Etat" l'informant que le Service Régional de Contrôle de la Formation Professionnelle des Pays de la Loire avait procédé à la vérification de l'organisme de formation "Association INSTEP" et que les conclusions partielles de ce contrôle avaient amené



ANNEXE N° 26 (suite)

ce service à prononcer un projet de redressement de 14 764 871 F 69, que la Préfecture lui demandait en conséquence de bien vouloir considérer sa demande d'inscription comme créancier de cette Association ;

Que par courrier du 7 avril 1993, Maître DELAERE informait le Préfet de Région qu'il avait pris connaissance de sa production pour le compte de l'Etat de sa créance de 14 764 871 F 69 à titre chirographaire, et lui faisait part de son intention de proposer au Juge-Commissaire le rejet total de cette créance au motif qu'aux termes de l'article 50 de la loi du 25 janvier 1985, seul le Trésor Public, et les organismes de prévoyance et de sécurité sociale ont la faculté d'être admis à titre provisionnel, qu'en réponse à sa demande d'observation, le Préfet, par un courrier daté du 6 mai 1993, informait Maître DELAERE que la créance d'un montant de 14 764 871 F 69 à titre chirographaire résultant des conclusions provisoires était ramenée à la somme de 4 223 024 F 60, que le 27 septembre 1993, le Préfet de Région transmettait au receveur divisionnaire de NANTES SUD EST la copie de la décision prise le 2 juillet 1993 à la suite du contrôle effectué par le Service du Contrôle de la Formation Professionnelle des Pays de Loire et il lui demandait de procéder au recouvrement de la créance du 4 223 024 F 60 devenue définitive à la suite de cette décision portant sur des dépenses rejetées au titre de la Formation Professionnelle sur les années 1989, 1990 et 1991, que le 4 octobre 1993, le Receveur Divisionnaire des Impôts adressait à Maître DELAERE une copie d'avis de mise en recouvrement au nom de l'INSTEP de la créance de 4 223 024 F 60, et lui indiquait que cette créance n'ayant pas été déclarée à titre provisionnel à la procédure, il le priait de lui faire connaître si celle-ci serait présentée à l'admission ou si une demande de relevé de forclusion était nécessaire, que Maître DELAERE l'informait le 14 octobre de la contestation quant à la forme de la déclaration adressée le 6 février par la Préfecture, que ce n'est que le 22 octobre 1993 que le Receveur Divisionnaire adressait à Maître DELAERE un dossier de déclaration de créances fiscales de 4 223 024 F 60 en précisant que "cette déclaration est faite à titre définitif en application des dispositions de l'article 50 alinéa 1 de la loi de 1985 et se substitue à celle à titre provisionnel



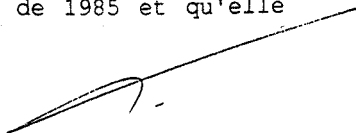
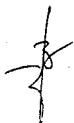
ANNEXE N° 26 (suite)

adressée le 6 février 1993 par le Préfet de Région", que par une décision en date du 11 octobre 1994 dont appel, le Juge-Commissaire ordonnait l'inscription au passif de la liquidation judiciaire de l'INSTEP de la créance du Trésor Public pour la somme de 4 223 024 F 60 à titre chirographaire ;

Considérant qu'aux termes de ses conclusions, la SCP ROUX et DELAERE es-qualité demande à la Cour de réformer l'ordonnance, dire et juger que le Préfet de la Région des Pays de Loire, Préfet de Loire Atlantique, n'étant pas comptable public, n'avait pas qualité pour déclarer une créance au passif de l'INSTEP, dire et juger qu'en toute hypothèse, la créance litigieuse n'étant pas une créance du Trésor Public au sens de la loi de 1985, elle ne pouvait faire l'objet d'une déclaration provisionnelle sur le fondement des dispositions de l'article 50 de cette loi, en conséquence, dire et juger n'y avoir lieu à inscription de ladite créance au passif de la liquidation judiciaire de l'association dite INSTEP PAYS DE LOIRE, condamner les intimés au paiement d'une indemnité de 10 000 F sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, les condamner en tous les dépens dont distraction au profit de la SCP CHAUDET et BREBION, avoués aux offres de droit ;

Qu'il fait valoir que le Préfet n' a pas qualité pour déclarer une créance de l'Etat, que la créance dont s'agit n'a pas la nature d'une créance fiscale ou d'une taxe parafiscale mais celle d'une dette résultant de l'application du livre IX du Code du Travail, que dès lors, l'alinéa 2 de l'article 50 de la loi du 25 janvier 1985 ne peut s'appliquer en l'espèce, que dès lors, et sans qu'il soit besoin de se demander si la créance était fondée ou non, que la déclaration faite à titre provisionnel par le Préfet est purement et simplement irrecevable ;

Considérant qu'aux termes de ses conclusions la Direction Régionale des Impôts de Nantes Sud-Est demande à la Cour de dire et juger que le Préfet de Région des Pays de Loire, Préfet de Loire Atlantique avait qualité pour déclarer une créance provisionnelle au passif de l'INSTEP, dire et juger que la créance de l'Etat est une créance du Trésor Public au sens de la loi de 1985 et qu'elle

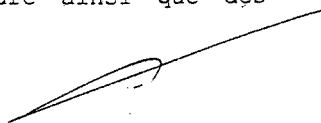



ANNEXE N° 26 (suite)

pouvait faire objet d'une déclaration provisionnelle sur le fondement des dispositions de l'article 50 de cette loi, accepter l'ordonnance du Juge-Commissaire inscrivant la créance de 4 223 024 F 06 au passif de l'association INSTEP Pays de Loire, condamner l'appelant, outre aux entiers dépens, au paiement d'une indemnité de 10 000 F sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

Qu'elle fait valoir que le Préfet n'avait pas la possibilité d'étudier la réponse de l'INSTEP et d'analyser les justifications produites pour prendre une décision définitive le 6 février 1993, date d'expiration du délai de déclaration des créances, que c'est pourquoi, le 4 février 1993, il transmettait à Maître DELAERE les conclusions de son contrôle prévoyant un projet de redressement de 14 764 871 F 69 et qu'il lui demandait de bien vouloir, compte tenu des éléments actuels du dossier considérer sa demande d'inscription comme créancier de cette association, que l'article 235 Ter du Code Général des Impôts définit cette créance comme un versement au Trésor Public de fonds non utilisés ou de dépenses non admises, que l'article 1679 bis du Code Général des Impôts précise que les versements au Trésor prévus aux articles 235 ter sont établis et recouvrés selon les modalités, sûretés, garanties et sanctions applicables aux taxes sur le chiffre d'affaires, qu'il résulte de la combinaison de ces deux textes que cette créance n'est effectivement pas de nature fiscale mais que néanmoins elle doit être recouvrée comme une créance fiscale, que même si le préfet n'est pas un comptable public, en l'espèce il avait bien qualité en tant que représentant de l'Etat pour déclarer la créance qui comme toute créance de l'Etat est une créance du Trésor Public au sens de l'article 50 alinéa 2 de la loi du 25 janvier 1985, laquelle, lors de sa déclaration le 4 février 1993 n'avait pas fait l'objet d'un titre exécutoire et pouvait donc être déclarée à titre provisionnel et admise à ce titre pour son montant déclaré, qu'il n'a pas en outre été fait application des dispositions de l'article 46 de la loi de 1985 prévoyant que le représentant des créanciers a seul qualité pour agir au nom et dans l'intérêt des créanciers ;

Considérant que pour un plus ample exposé des faits, de la procédure ainsi que des



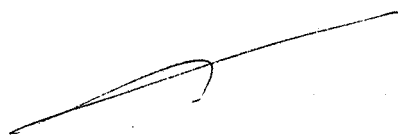
ANNEXE N° 26 (suite)

moyens des parties, la Cour se réfère aux énonciations de la décision et aux conclusions déposées ;

SUR QUOI LA COUR

Considérant que par application des articles 50 de la loi du 25 janvier 1985 et 74 du décret du 27 décembre 1985 seuls les comptables publics peuvent déclarer à la procédure collective les créances de l'Etat même possédant un caractère conditionnel ou provisionnel, que l'Administration intimée ne conteste pas qu'il y ait eu un manquement selon le terme employé dans ses conclusions, voire une absence de déclaration provisionnelle dans les délais (lettre de la recette des Impôts de NANTES SUD EST du 4 octobre 1993), manquement qu'elle explique par le fait que le préfet était seul gestionnaire du dossier dans les délais pour produire, que cependant il est à observer que dès le 23 décembre 1992 les services de la Préfecture avaient notifié au Président de l'INSTEP une demande de versement de la somme de 14 764 871 F 69 alors que le délai pour produire courait jusqu'au 6 février 1993 suivant, que le délai de six semaines dont disposait l'Administration était suffisant pour lui permettre de déclarer sa créance, en respectant les exigences de la loi de 1985, que le préfet n'ayant pas la qualité de comptable public ne pouvait produire à la place du Trésor Public pour une créance qui au surplus, n'était pas de nature fiscale s'agissant d'un reversement à l'Etat au sens des articles L 920-10 et L 920-11 du Code du Travail, et ne pouvait bénéficier du régime de la déclaration provisionnelle prévu à l'alinéa 2 de l'article 50 de la loi du 25 janvier 1985, qu'enfin il ne saurait être reproché au mandataire un non respect des dispositions de l'article 46 de la loi du 25 janvier 1985 au préjudice d'un créancier, le représentant des créanciers ayant pour mission de représenter l'ensemble des créanciers dont il défend l'intérêt collectif, et non d'agir dans l'intérêt personnel d'un créancier et de remédier sa carence ;

Considérant qu'il n'est pas inéquitable de laisser à la charge des parties les frais



ANNEXE N° 26 (suite et fin)

irrépétibles qu'elles ont exposées en cause d'appel ;

Que succombant en son appel, la Direction des Impôts de Nantes Sud-Est sera condamnée aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Infirmant,

Rejette la demande d'inscription de la créance de 4 223 024 F 60 du passif de la liquidation judiciaire de l'Association INSTEP PAYS DE LOIRE,

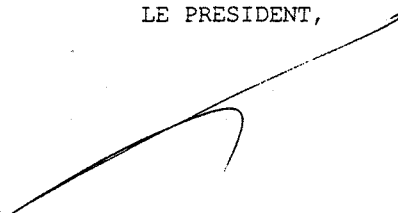
Dit que chacune des parties conservera à sa charge les frais irrépétibles exposés en cause d'appel ;

Condamne la Direction Régionale des Impôts de Nantes Sud-Est aux dépens qui seront recouvrés conformément aux dispositions de l'article 699 du Nouveau Code de Procédure Civile.

LE GREFFIER,



LE PRESIDENT,



ANNEXE N° 27 : Bon de commande

BON DE COMMANDE

INSTRUCTION A7

NOUVELLE
EDITION 1998

Relative au

**RECOUVREMENT DES CREANCES DE L'ETAT
ETRANGERES A L'IMPOT ET AU DOMAINE**

OUVRAGE PUBLIE PAR

LA DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

EN VENTE AUSERVICE DIFFUSION, IMPRIMERIE NATIONALE
B.P. 514, 59505 DOUAI CEDEX

Téléphone : 03 27 93 70 90

Télécopie : 03 27 93 70 96

BON DE COMMANDE A RETOURNER DIRECTEMENT AU Service Diffusion, Imprimerie Nationale, BP 514, 59505 DOUAI Cedex

Veillez m'adresser exemplaire(s) de l'**INSTRUCTION A7**, de la Direction de la Comptabilité Publique, **EDITION 1998**.

ETABLISSEMENT :

ADRESSE :

CODE POSTAL

VILLE

Signature

CODE CLIENT :

Date de la commande

Directeur de la publication :
Jean BASSERES

Impression : Imprimerie Nationale
27, rue de la Convention – 75732 PARIS CEDEX

ISSN : 0984 9114